

Charles Piguet

**LA GUERRE N'AURA PAS LIEU**

Exemples de résilience intercommunautaire

CAUX EDITION

Publié par Caux Edition en collaboration avec  
le Groupe de recherche et d'engagement  
dans les turbulences actuelles (GRETA)  
(case postale 3, 1211 Genève 20)  
© Charles Piguet, 2005  
*Diffusion* : Caux Edition, CH-1824 Caux  
ISBN 2-88037-039-2

## *Introduction*

Ceci n'est pas un essai, ni un traité d'Histoire. C'est le fruit de rencontres, de réflexions et de lectures accumulées pendant près de soixante ans. Dans un précédent livre, j'ai parlé de la profonde impression que m'avaient faite en 1946 les excuses publiques d'un officier belge qui regrettait d'avoir haï le peuple allemand dans son entité. A cette époque, un intérêt pour la psychologie m'avait incité à m'inscrire à la faculté de médecine afin d'apprendre à soigner les individus, corps et âme. Et voilà que j'entrevois un autre objectif, celui de guérir les nations et réconcilier l'humanité.

Dès lors, dans le cadre de mes activités avec les équipes internationales du *Réarmement moral* (aujourd'hui *Initiatives et changement*), j'ai découvert une manière d'aborder les conflits qui, aujourd'hui, fait son chemin dans les affaires du monde.

Des gens de Papouasie m'ont raconté l'évolution fulgurante de leur territoire. En l'espace d'une génération, celui-ci a délaissé une culture ancestrale, qui prônait l'élimination physique de l'adversaire potentiel, de tribu à tribu et de montagne à montagne, pour fonder un pays qui assure la reconnaissance démocratique de chacun de ses citoyens.

A la demande de dirigeants du Congo (alors belge) qui réclamaient l'indépendance de leur pays, j'ai fait partie en 1960 d'une mission internationale qui contribua à pacifier une province gangrenée par un conflit tribal. Des visites dans plusieurs autres pays africains m'ont permis de comprendre peu à peu les tenants de leurs civilisations et les racines de leurs conflits qui ne sont d'ailleurs pas intrinsèquement différents de ceux de la société occidentale.

Cloisonné dans mon éducation protestante, j'ignorais ce qui se passait au sud de nos frontières. De nombreux séjours en Italie m'ont gratifié de solides amitiés qui m'ont conduit à percevoir de l'intérieur l'essence de la culture catholique et en même temps les mobiles de la gauche militante. L'antagonisme entre ces deux conceptions de vie, souvent virulent à l'époque, est désormais absorbé par l'exercice de la démocratie politique dans le cadre de l'Europe.

Aujourd'hui, de nouveaux enjeux explosifs menacent la cohésion du monde entier. Le partage des richesses et des terres, le contrôle de la puissance nucléaire, la dégradation environnementale et, surtout, les besoins criants en nourriture, en soins médicaux et en sécurité d'une majorité des habitants de la planète, sont autant de défis que la génération actuelle doit affronter.

De plus, depuis la guerre du Vietnam, la puissance militaire, ultime garde fou dans un ordre universel précaire, est contrecarrée par la stratégie du harcèlement physique et psychologique qui poussa les Français, puis les Américains, à quitter ce pays.

Existe-t-il des alternatives à la violence ? Comment les mettre en œuvre ? Quelles sont les conditions pour qu'elles soient efficaces ?

Ce livre tente d'apporter des éléments de réponse à partir de situations explosives qui ont évolué vers un avenir prometteur pour les populations concernées : le Japon et l'Europe d'après 1945, la Nouvelle-Calédonie dans sa relation avec la métropole, l'Afrique du Sud confrontée à l'intégration progressive de ses diverses composantes. Dans chacun des cas, je me suis arrêté sur la période charnière, très courte, pendant laquelle tout a basculé du bon côté. Certains faits, certaines attitudes ou décisions apparemment anodins ont agi comme des gonds et réorienté le cours de l'histoire. On a présenté les personnages qui ont été les

acteurs de ces retournements, en essayant de comprendre ce qui les a poussés, parfois sans même qu'ils s'en rendent compte, à prendre telle ou telle décision, à faire telle ou telle démarche en dehors des sentiers battus.

Le titre *La guerre n'aura pas lieu – exemples de résilience intercommunautaire* est inspiré de ces données. Il paraphrase celui de la pièce *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*, qui met en scène l'antique légende grecque, dans laquelle Jean Giraudoux décortique les causes d'un conflit sanglant qui aurait dû être évité.

### *Note*

Charles Piguet a déjà publié :

*Ce Monde que Dieu nous confie* (avec Michel Sentis), Le Centurion, Paris, 1979, paru aussi en anglais, italien, espagnol et coréen.

*Liberté pour le Zaïre*, Editions de Caux (Suisse) 1991, paru aussi en anglais.

*Une Randonnée en solitaire*, roman bref, Caux Edition, 2002.

## **1. Le Japon change de logiciel**

A quoi sert l'histoire ? C'est bien ce que je me demandais quand je devais, à l'école, mémoriser les lieux des batailles et leurs dates. Je n'arrivais pas à les fixer dans ma mémoire, sans doute parce qu'elles étaient déconnectées de ma réalité. Une seule bataille faisait exception : Marignan, 1515. Parce que les Suisses avaient essuyé une défaite humiliante ? Plutôt parce que Marignan avait marqué un tournant. Poussée par les événements, la Suisse cessa de se mêler aux querelles entre les puissances européennes et renonça à faire la guerre pour acquérir des avantages nationaux. Ce fut le début du concept de neutralité qui ne l'empêcha pas, au cours des trois siècles suivants, d'agrandir son territoire par des accords librement consentis.

Un jour – je devais avoir 14 ou 15 ans – le directeur de notre collège remplaça au pied levé notre maître d'histoire malade. Le directeur était un passionné de foot. Je le vois encore, arpentant les travées comme à la poursuite d'un ballon, tout en vantant les bienfaits de la Révolution française.

Nous vivions alors les derniers mois de la deuxième guerre mondiale. Pour mettre fin au conflit, on avait rasé la belle ville de Dresde en Allemagne et lâché deux bombes atomiques sur les civils japonais. Certains historiens pensent que c'étaient là des sacrifices nécessaires pour mettre fin à une guerre qui, si elle avait duré, aurait produit encore davantage de victimes que les centaines de milliers que les bombes avaient laissées derrière elles. On peut épiloguer sur ce point jusqu'à en perdre la salive. Reste cependant la question de savoir s'il n'y aurait pas eu un

autre moyen. Mais on était dans une logique de guerre et une telle question ne se posait pas...

C'est à peine trois ans plus tard que je fis la connaissance de Yori. Mon bachot en poche, je m'étais engagé comme volontaire dans une campagne qui voulait rappeler à l'Europe ses bases spirituelles. Basé à Berne, je m'occupais du service d'information et de propagande du mouvement et je bénéficiais de l'hospitalité d'un architecte qui appartenait à une vieille famille patricienne. Sa maison, à la façade décorée de fresques historiques, se trouvait à deux pas de la cathédrale où son patronyme était gravé sur une stalle réservée. A l'intérieur, les murs étaient couverts de tableaux de maîtres et de gravures anciennes. Dans cet environnement, l'histoire, on la respirait.

Un jour, mon hôte annonça que deux jeunes Japonais de passage seraient ses invités pour quelques jours et il me pria de leur tenir compagnie pendant leur séjour. L'un d'eux était un solide gaillard, mais son camarade Yori, émacié, reflétait une pâleur qui se distinguait même sur un visage japonais. Des années plus tard, j'appris que Yori était décédé des suites d'une tuberculose contractée à cause des privations subies pendant la guerre. J'en fus profondément attristé et cela m'impressionna davantage que les images des villes de Nagasaki et de Hiroshima, détruites par les bombes atomiques, que les journaux avaient publiées. Comme l'écrit si bien Jacqueline de Romilly dans un de ses livres : « Quand il s'agit de quelqu'un qui vous concerne, d'un seul, d'une personne concrète toute proche... on ne peut plus renvoyer les faits dans les glacis de l'abstraction. »

Des années plus tard, alors que je bouquinais dans le stand japonais à la Foire du livre de Casablanca, je tombai sur un livre consacré à la famille de Yori, les Mitsui, et son nom figurait dans l'index des personnes. Entre-temps, j'avais eu l'occasion de faire la connaissance de ses parents et le livre m'apporta des précisions que je ne connaissais pas. Dans la fin des années

trente, Takasumi Mitsui et sa femme Hideko avaient été envoyés par la famille en Angleterre pour étudier à l'université d'Oxford. La pratique religieuse, sans être obligatoire, faisait partie du programme quotidien de leur collège et ils voulurent étudier le christianisme. N'ayant aucune attache religieuse, ils acceptèrent le baptême. Ils se joignirent à un mouvement qui était alors très actif parmi les étudiants, le Groupe d'Oxford qui, plutôt que mettre l'accent sur la doctrine, prônait le changement personnel par l'écoute de la voix intérieure. Un théologien voulut cependant s'assurer de l'authenticité de leur conversion et leur demanda s'ils vénéraient toujours l'empereur comme un dieu. A quoi Takasumi se contenta de répondre : « J'étais à l'école avec l'empereur. »

A cette époque, la politique du Japon s'alignait de plus en plus sur celle des puissances de l'Axe. Le fascisme et surtout le nazisme exerçaient une véritable fascination sur une population qui avait un certain nombre de comptes à régler avec l'histoire. Les Mitsui étaient tentés de rester en Angleterre, à l'abri des troubles qui s'annonçaient. Ils décidèrent d'affronter la situation dans la solidarité avec leurs compatriotes. Ils rentrèrent au pays alors qu'une vaste campagne anti-britannique était déclenchée. De plus, un comité national s'était créé pour éradiquer le christianisme.

Le prince Konoye, premier ministre, signa un accord tripartite avec l'Allemagne et l'Italie. Puis ce fut Pearl Harbour où l'aviation japonaise prit les Etats-Unis par surprise en coulant la flotte stationnée dans les îles Hawaï, territoire américain. L'Amérique entra en guerre et, pendant quatre ans, ce fut une bataille à mort dans le Pacifique. Elle culmina, en mars 1945, dans le bombardement de Tokyo qui laissa, selon les sources, cent vingt à cent nonante mille victimes civiles immédiates, puis sur le lâcher, en août, de l'arme atomique sur Hiroshima et sur Nagasaki qui provoqua quelque quatre cent mille morts sans



compter les victimes subséquentes aux radiations. Est-ce que ces hécatombes auraient pu être évitées ?

Robert Guillain, un des seuls reporters occidentaux à être resté au Japon, assigné à résidence, pendant toutes ces années, rapporte l'argument selon lequel un débarquement au Japon aurait coûté beaucoup plus cher en vies humaines. Les conseillers civils du président Truman étaient divisés et le général Eisenhower, commandant en chef des armées alliées en Occident, s'exprima vivement contre l'emploi de la bombe atomique.

Guillain mentionne les efforts, gardés secrets, de personnalités japonaises qui cherchaient à établir des contacts avec les Alliés afin d'éviter la solution finale. Le livre sur la famille Mitsui révèle que Takasumi avait eu des entretiens confidentiels avec Yoshida Shigeru, le futur premier ministre, au sujet d'un plan de paix que préparait le prince Konoye avec l'appui de l'empereur. Jugé trop modéré par les militaires, Konoye avait été évincé du poste de premier ministre au profit du général-dictateur Tojo. La filière du prince passait par Moscou et lorsqu'en juillet 1945 Truman, Churchill et Staline se rencontrèrent à Potsdam, ce dernier informa les deux autres de l'ouverture japonaise, une information que Truman avait déjà reçue par ses services secrets. Mais l'Anglais et l'Américain réitérèrent leur position par une déclaration qui exigeait la capitulation inconditionnelle, sans quoi le Japon devait s'attendre à « la destruction rapide et totale ».

Les guerres dont je devais apprendre les dates dans mes leçons d'histoire concernaient des frontières déplacées. Les victimes étaient principalement des militaires. Pour la première fois, l'humanité avait la possibilité de s'autodétruire.

La bombe atomique devint le sujet d'un débat à l'échelle planétaire. Mais l'instinct de survie est tel que, face aux folies des apprentis sorciers, des garde-fous se développent tout

naturellement. Au Japon d'abord. Evénement sans précédent, l'empereur lui-même fait entendre sa voix dans une proclamation radiodiffusée. C'est alors qu'il prononce les paroles fatidiques qui mettent fin au conflit: « Il nous faut accepter l'inacceptable et supporter l'insupportable. »

L'empereur s'exprime dans le langage de l'officialité impériale que le peuple ne comprend pas. Le bruit avait couru qu'il allait lancer un appel désespéré à la résistance à mort. Quand le speaker eut bien expliqué ce qu'il venait de dire, il y eut un moment de stupeur dans tout le pays puis les sanglots éclatèrent. Ils avaient compris. Le rêve orgueilleux du Grand Japon venait de se briser.

Ainsi, tout était fini. Le Japon capitulait. Mais non ! Comme l'écrit Guillain, témoin de la scène : « Ce n'était pas tout. Jusqu'au plus pauvre artisan ils avaient cru qu'ils feraient hara-kiri plutôt que de se rendre. Et puis, quand le Japon, après avoir caché sa face pour pleurer, s'est montré de nouveau, il entra tranquillement dans la défaite. Il semblait avoir une facilité déconcertante dans son acceptation, il tournait la page dans un hara-kiri spirituel collectif.»

Cinq années plus tard, en juillet 1950, j'ai eu le privilège d'assister à l'accueil du premier groupe de Japonais à quitter leur pays après ces événements. Une cinquantaine de représentants de la vie politique et industrielle dont les nouveaux maires des villes atomisées faisaient escale au centre international de Caux, point de départ d'un périple de réconciliation en Europe et aux Etats-Unis. Parmi eux, les parents de Yori, Takasumi et Hideko Mitsui, qui n'étaient pas étrangers à l'esprit d'humilité et de pardon qui inspirait tout le groupe. L'effet de leur attitude et de leurs propos sur le jeune homme de vingt ans que j'étais fut considérable. Je découvrais que l'histoire n'est pas une matière livresque qui concerne le passé mais un processus permanent dont le cours est déterminé

pour le meilleur ou pour le pire par les humains que nous sommes. Les Japonais m'encourageaient à m'y impliquer moi aussi pour le meilleur.

Le pire n'est cependant jamais loin. Pendant leur séjour à Caux, les Japonais apprirent que les armées de la Corée du Nord envahissaient le Sud. Devaient-ils rentrer d'urgence ? Ils décidèrent de rester et de poursuivre leur mission jusqu'à Washington, où ils furent accueillis au Sénat et à la Chambre des Représentants. Commentant l'événement, le *New York Times* soulignait que la présence des maires de Hiroshima et de Nagasaki, cinq ans après la bombe atomique, était un événement.

Les Etats-Unis envoyèrent des troupes au secours de la Corée du Sud en accord avec les Nations Unies. Peu après, la Chine entra dans le conflit. On était au bord d'une troisième guerre mondiale.

### *Bibliographie et notes*

Pour comprendre les conditions de l'époque en Extrême Orient, il faut lire ou relire les livres de Robert Guillain, observateur sur place pendant toute cette période. *J'ai vu brûler Tokyo* a été réédité en 1990 avec une nouvelle introduction qui énumère, à quarante-cinq ans de distance, les bouleversements positifs qu'a connus la population japonaise. Rappelons aussi *Orient Extrême* et *Japon troisième grand* tous deux parus dans la collection Points (Seuil).

Le largage de la bombe sur Hiroshima a été le sujet d'âpres controverses mais pour le président des Etats-Unis Harry Truman, qui décida seul en dernier ressort, la question était classée. « Cela ne lui cause aucune insomnie. » Telle était la thèse officielle. La vérité est sans doute plus nuancée. Dans *Plain Speaking, an oral biography of Harry S. Truman*

(Berkeley Publishing, New York, 1973), l'écrivain Merle Miller, qui a passé des heures à interviewer Truman dans sa retraite du Missouri, laisse entendre entre les lignes que la question du bien-fondé de la bombe n'avait pas cessé de préoccuper l'ancien président. Il ne faut pas croire que les hommes d'Etat sont sans états d'âme.

Des détails sur la collaboration de Takasumi Mitsui avec le comité qui tentait d'ouvrir la voie d'une paix négociée se trouve dans *Mitsui, three centuries of Japanese business*, par John G. Roberts (Weather Hill Inc. New York et Tokyo, p. 336). Pour la réaction des alliés, voir aussi *Behind Japan's surrender* (McGraw Hill, New York, 1968).

Pour connaître la genèse de la venue en Europe et en Amérique d'une mission japonaise en 1950, on peut consulter *Japan's Decisive Decade*, par Basil Entwistle (Grosvenor Books, London 1985). Et aussi un rapport illustré publié par le Réarmement moral, en 1950, *Mission to the West*.

Enfin, la citation de Jacqueline de Romilly se trouve dans son roman *Ouverture à cœur* (Editions de Fallois, Paris, 1990).

## *Point de mire*

### **2. Sens et non-sens de la violence**

La violence fait peur. Elle se répand comme une traînée de poudre. Qui n'a rêvé d'un monde sans violence ? Et pourtant la violence est une donnée intrinsèque de la nature. Paradoxalement, elle est garante de la survie des espèces. Or, la survie est le moteur primaire de toute création.

Chez les animaux, la violence, contenue par l'instinct, permet la satisfaction des besoins vitaux. Le lion tue un buffle pour se nourrir.

Chez les humains, elle s'exerce en cercles concentriques, d'abord pour défendre l'individu lui-même, puis sa famille, son clan, sa tribu, sa nation ou sa communauté religieuse. En cas de nécessité, l'individu se sacrifiera pour une valeur qui lui est sacrée.

Jean Jaurès, le grand tribun du socialisme français, qui lui aussi rêvait d'un monde sans guerre, avait prédit que les ouvriers des nations européennes, une fois conscientisés, refuseraient de se battre les uns contre les autres. C'était sans compter avec la réalité de ce qui restait sacré pour eux. Patriotes comme la majorité de leurs concitoyens, les ouvriers français sont allés se faire massacrer dans les tranchées de Verdun.

La violence est une arme à double tranchant. Elle demande sagesse et discernement car elle peut se retourner contre celui qui l'emploie. Elle ne peut être qu'un cran d'arrêt, efficace à court terme.

Aujourd'hui, l'humanité est menacée par la mondialisation de la violence. Chacun, chaque groupe, coincé dans un monde qui n'a pas encore de repères reconnus par tous, cherche à défendre

ses droits. Par la violence physique, par celle des protestations et des paroles assassines, par la haine qui s'infiltré parmi les pacifistes eux-mêmes, par le mensonge qui viole la conscience des autres.

Va-t-on vers l'anarchie généralisée ?

Parallèlement, à cause de la peur générée par un sentiment grandissant d'insécurité, une recherche de parades morales et spirituelles valables pour tous se manifeste de plus en plus. Comme l'écrit Georges Haldas : « Si l'Homme est porteur de puissance dominatrice et meurtrière, une autre énergie, venue en lui des profondeurs, va en sens contraire. Non plus tuer l'autre – physiquement, psychologiquement ou socialement – pour survivre et s'imposer, mais établir avec lui, par le don de soi-même, une relation bénéfique. » La période de crise dans laquelle l'humanité est plongée pourrait déboucher sur un renouveau général.

Jusqu'ici, il était admis que les contentieux entre nations rivales se liquidaient au prix d'une guerre. Aujourd'hui, le vent tourne. « La guerre, c'est démodé ! » s'exclamait une étudiante algérienne interrogée par la télévision dans les rues d'Alger lors de la visite du président français. A quoi réplique celui qui est engagé dans un combat de libération : « Nous sommes tous contre la violence mais, quand on est acculé, dos au mur, que voulez-vous que l'on fasse ? »

### *Notes bibliographiques*

Pour comprendre l'attitude des gens du peuple lors de la Grande Guerre, il faut relire *Vie des Martyrs, 1914-1916*, de Georges Duhamel (Mercure de France, 132<sup>e</sup> édition en 1945 !) Médecin dans un hôpital de campagne qui suivit le front jusqu'aux abords de Verdun, son service consistait à « soigner

les vivants et honorer les morts » dans un environnement de souffrances indicibles.

Quant à Jaurès, qui se heurta à la difficulté de remplacer l'attachement patriotique par une revendication justifiée, il sentit le besoin de dépasser cette alternative. « Je me demande souvent, écrivait-il, quand les travailleurs auront obtenu ce qu'ils désirent, quelle sera leur vie intérieure ? » (cité par Henri Guillemin dans *L'arrière-pensée de Jaurès*, Gallimard 1966, p. 37).

La citation de l'écrivain suisse Georges Haldas est tirée d'un article dans *Le Réfugié*, OSAR, Lausanne, septembre 1994. Ses livres sont publiés chez *L'Age d'Homme*.

## *Nouvelle-Calédonie*

### **3. La découverte d'un destin partagé**

On est en mai 1988. François Mitterrand vient d'être confirmé par les urnes à la présidence de la République française avec une majorité assez confortable. Après une période de cohabitation peut concluante avec Jacques Chirac, il a toute latitude de nommer un premier ministre qui lui convienne.

Et pourtant, son choix est davantage dicté par opportunité politique que par sympathie. Il invite les prétendants socialistes à un déjeuner à l'Élysée et annonce laconiquement au moment du dessert qu'il penche plutôt du côté de Michel Rocard. Lorsque les deux hommes se retrouvent en tête à tête pour examiner les dossiers les plus urgents, Rocard demande :

- Et la Nouvelle-Calédonie, c'est vous ou c'est moi ?
- Vous vous en chargez. C'est l'affaire du gouvernement.

Michel Rocard sait à quoi s'en tenir et il faut agir vite. Entre les deux tours de l'élection présidentielle, des indépendantistes ont attaqué un poste de gendarmerie dans l'île d'Ouvéa et emmené vingt-sept gendarmes en otage.

Un Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale a été dépêché sur place. Avec le procureur local, son chef Philippe Legorjus, a réussi à localiser le repaire des rebelles et, risquant le tout pour le tout, les deux hommes décident de s'y rendre sans arme à travers la forêt sous la conduite de chefs kanaks. Après une marche difficile dans un dédale de rochers, ils découvrent les hommes. Ceux-ci sont épuisés, assoiffés, aussi bien les otages menottés deux par deux que leurs gardiens. Grâce à de



l'eau et des cadeaux, le contact est pris, permettant l'espoir d'une négociation.

En métropole, entre les deux tours de l'élection présidentielle, l'incident était devenu un enjeu de la campagne. Du président de la République et de son premier ministre Jacques Chirac qui se présentait contre lui, c'était à qui saurait bénéficier d'un dénouement rapide de la crise. Dans la confusion ambiante, le général Vidal qui commande l'armée sur place avait reçu de Paris l'ordre de donner l'assaut à la grotte. Les rebelles se sont défendus bec et ongles et, à la fin de l'affrontement, on compte dix-neuf morts dans leur camp, deux parmi les militaires et plusieurs gendarmes blessés. Les otages ont été libérés sains et saufs. Mais à quel prix !

Les efforts, déployés depuis plusieurs décennies pour pacifier le territoire, sont réduits à néant. L'armée a commis des exactions dans les villages et la tension est à son comble. Dans la capitale, Nouméa, les Européens prennent peur et le ministre des Départements et Territoires d'Outre-mer, dépêché sur place depuis Paris, est dépassé. Il n'a pas d'autres mesures à proposer que la dissolution du FLNKS, le parti politique qui regroupe les principales forces autochtones. Or ceci ne ferait qu'aggraver le problème.

La Nouvelle-Calédonie est apparue sur la mappemonde en 1774 grâce au navigateur anglais James Cook qui l'a découverte alors qu'il sillonnait le Pacifique. Elle était déjà habitée depuis quatre mille ans par les ancêtres des populations mélanésiennes actuelles. En 1853, la France prend le contrôle de l'archipel. Elle y exporte des bagnards puis des condamnés politiques qui colonisent le territoire. En toute bonne conscience, ceux-ci exploitent les ressources agricoles et minières, cantonnent parfois les autochtones dans des réserves en les astreignant à des travaux forcés. En 1878, une première révolte, contre

l'expropriation des terres, se solde par deux cents morts parmi les Européens et un millier parmi les autochtones.

Les décennies qui suivent sont marquées par des heurts parfois violents entre les communautés, mais on y décèle aussi quelques concessions. Le droit de vote est étendu aux autochtones qui bénéficient d'une reconnaissance du droit coutumier et de programmes d'éducation.

Comme dans le reste du monde, la fin de la deuxième guerre mondiale marque un tournant. Une lente évolution s'amorce vers une communauté de destin pour tous les habitants des îles. Les Kanaks accèdent à la pleine citoyenneté. Inspirée par deux courants issus des Eglises, protestante et catholique, se crée *l'Union calédonienne*, un parti politique qui regroupe des Mélanésiens et des colons sous la devise : deux couleurs, un seul peuple. Alors que la vague des indépendances commence à déferler en Asie et en Afrique, la Nouvelle-Calédonie acquiert en 1956 une relative autonomie politique et administrative.

Deux éléments cependant retardent l'évolution. D'abord, les intérêts financiers que représente le nickel dont le pays est le troisième producteur mondial. Ensuite, les intérêts géopolitiques de la France qui tient à garder une présence dans le Pacifique, notamment pour son programme d'essais nucléaires, bien que ceux-ci ne concernent pas la Nouvelle-Calédonie. Les thèses de *l'Union calédonienne* qui, pendant une vingtaine d'années, ont dominé la politique du territoire, perdent leur influence. Le destin du territoire est de plus en plus conditionné et ballotté par les décisions prises à Paris qui varient dans leur orientation selon que la droite ou la gauche est au pouvoir. Sur place, les prises de positions s'exacerbent mutuellement.

Deux hommes émergent. Ils deviendront les maîtres du destin de l'île. Jacques Lafleur représente l'attachement à la République française garante d'une évolution pacifique, tout en préservant les intérêts économiques des nantis. Jean-Marie

Tjibaou personnifie l'indépendance, voulue par la majorité des Kanaks. Lafleur, que l'on décrit parfois comme le personnage le plus puissant de l'île, arbore la discrétion et la tranquille supériorité propres à ceux qui se retrouvent propriétaires par héritage. Il crée le parti RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République) auquel se rattachent la majorité des Blancs et des métis. Tjibaou, de son côté, rassemble les aspirations kanakes au sein du FLNKS (Front de libération nationale kanak et socialiste) qui prône la rupture avec la France. Il regroupe quatre partis politiques, dont *l'Union calédonienne* à laquelle Tjibaou appartient. Autrefois vicaire de la cathédrale catholique de Nouméa, celui-ci a renoncé à la prêtrise pour se consacrer à ses frères kanaks « rongés par le désespoir et l'alcool » et les aider à retrouver leur identité culturelle.

Peu à peu, les positions se sont radicalisées. Ni d'un côté ni de l'autre, on ne se préoccupe du sort qui serait réservé à l'autre communauté dans le cas où le schéma que l'on pousse en avant l'emporterait. Ce manque de vision de part et d'autre ne peut qu'entretenir un conflit qui a déjà produit son lot de victimes, dont le secrétaire général de *l'Union calédonienne*, qui a été assassiné.

En 1983, les incidents se multiplient. En janvier, deux gendarmes sont tués par des Mélanésiens. En mai, un Kanak est tué par des Européens. A fin 1984, deux frères de Jean-Marie Tjibaou et huit autres militants kanaks sont tués dans une embuscade.

Que fait Paris ? C'est un chassé-croisé suivant la majorité en place. L'ONU intervient par un vote qui affirme à une large majorité le droit de la Nouvelle-Calédonie à l'autodétermination. Mais tient-on compte du fait que les deux principales communautés sont à peu près égales en nombre et que toute décision prise par les urnes servirait de détonateur? Les tergiversations parisiennes culminent avec le *statut Pons*, du

nom du ministre des Territoires d'Outre-mer, qui revient sur certaines des avancées de son prédécesseur. Les indépendantistes se mobilisent et c'est la prise d'otages d'Ouvéa de 1988, alors que la France est en pleine période électorale.

Michel Rocard, à peine nommé premier ministre, hérite de ce dossier scabreux qui est compliqué par le fait qu'il peut s'attendre à ce que les deux communautés refusent de parler au nouveau gouvernement, les blancs, que l'on appelle Caldoches, parce que celui-ci est de gauche, les Kanaks parce que les gouvernements de la République leur ont trop souvent menti.

Pour avancer, il fallait que surgisse une idée géniale, une méthode nouvelle. Qui l'a eue cette idée ? Les documents disponibles ne le précisent pas. Qu'importe ! L'essentiel était qu'elle s'impose car elle écornait quelque peu le principe de la laïcité de l'Etat qui, en France, a valeur de dogme. Il s'agissait d'envoyer sur place une mission moralement incontestable qui représenterait les diverses sensibilités religieuses et philosophiques des populations : un pasteur de l'Eglise réformée car Jacques Lafleur est protestant ainsi qu'une bonne partie de la communauté kanake, un dignitaire catholique car la communauté caldoche est en majorité catholique, un représentant de la franc-maçonnerie car des loges influentes existent dans les deux communautés. Ces hommes formeraient un collège, évalueraient ensemble la situation et feraient des propositions au gouvernement qui pourra alors renouer le dialogue de manière officielle.

Premier défi : trouver ces hommes. Rocard téléphone à un préfet de la République qui a longuement séjourné dans le territoire et qu'il connaît bien. Les deux hommes se voient. Christian Blanc est un pragmatique. Pour lui, il faut partir d'idées simples. La première évidence est que la Nouvelle-Calédonie se trouve aux antipodes, à vingt mille kilomètres, et

que ce n'est pas de Paris qu'on pourra catapulter des solutions toutes faites. La deuxième est que l'on se trouve confronté, qu'on le veuille ou non, à une situation coloniale et qu'il est grand temps que la France le reconnaisse. Blanc accepte d'animer la commission. C'est le premier pion sur l'échiquier.

Le deuxième coup est plus hasardeux. Rocard téléphone au président de la Fédération protestante, un homme qu'il a eu l'occasion de fréquenter car il est lui-même protestant. Jacques Stewart accepte d'entrée de jeu la possibilité d'un représentant de la Fédération mais il se montre très réservé. Il doit se rendre incessamment en Nouvelle-Calédonie pour le Synode de l'Eglise protestante et il sent qu'il ne peut pas, en même temps, être impliqué dans une démarche politique. Blanc ne se laisse pas démonter. Juste avant son départ, Stewart reçoit un coup de fil avec cette consigne : « C'est vous ! » Il se laisse convaincre, sans avoir le temps de consulter son comité.

Le troisième coup est le plus facile. L'ancien grand maître du Grand Orient de France, Roger Leray, accepte d'emblée. Il est un ami du président et de Rocard aussi d'ailleurs.

Le quatrième met en œuvre une tactique d'approche digne des grands tournois. On prend contact avec le primat des évêques de France, le cardinal de Lyon, Mgr de Courtray. Il appuie l'initiative, mais qui envoyer ? Le premier ministre est peu familier des milieux catholiques mais il connaît le recteur de l'Université catholique de Paris, Mgr Paul Guilberteau, avec lequel il a eu des échanges lorsqu'il était ministre de l'Education nationale.

– Vous êtes bien gentil de penser à moi, répond celui-ci, mais je ne connais rien à la Nouvelle-Calédonie.

– Cela vaut sans doute mieux.

– Et puis, je suis en période d'examens. Il m'est impossible de m'absenter. D'ailleurs j'ai un patron, le cardinal archevêque de Paris. S'il décide que je dois partir, j'irai.

Le premier ministre téléphone au cardinal. La réponse est logique : le seul représentant de l'Eglise en Nouvelle-Calédonie est l'évêque de Nouméa. A quoi Rocard rétorque :

– Vous ne pouvez pas penser que la communauté kanake puisse accepter l'évêque de Nouméa comme médiateur.

Après quelques jours de tergiversations, c'est décidé : Mgr Guilberteau partira. Le dernier coup est joué. Le groupe est maintenant constitué. Mais non ! In extremis, à la demande expresse du président, on ajoute un représentant de la magistrature, l'ancien directeur général de la Gendarmerie Jean-Claude Perrier. Comme un soldat, il se met à disposition. Rocard lui exprime sa reconnaissance. « C'est à ma femme que votre reconnaissance doit être adressée, répond Perrier. Je la laisse seule avec un enfant handicapé dont il faut s'occuper. » Le lendemain, Madame Perrier voit arriver à sa porte, de la part du premier ministre, un bouquet énorme comme jamais elle n'en avait reçu.

Comment souder une équipe si diverse ? Comment lui permettre de travailler de concert, de parler d'une même voix ? Dans la plus grande discrétion, une rencontre s'organise autour d'un déjeuner à la préfecture de Melun, dans la région parisienne. Les hommes qui sont autour de la table ne se connaissent pas vraiment. Certains ne se sont jamais rencontrés. On se donne du Monsieur le Président, Monseigneur, Grand Maître, Monsieur le Préfet. Faisant fi du protocole, Christian Blanc propose le tutoiement entre tous. La glace est brisée. Ces six hommes deviennent partenaires pour une grande entreprise. A ceux mentionnés précédemment, s'est ajouté le sous-préfet Pierre Steinmetz, bien connu pour sa collaboration avec l'ancien premier ministre Raymond Barre, que Rocard tenait à inclure pour faire pendant au fait que le préfet Blanc était notoirement connu comme de gauche. Aussi ridicule que puisse sembler parfois cette fixation vue de l'extérieur, on est, dans la politique

française, soit de gauche, soit de droite, avec un passage presque impossible de l'un à l'autre.

On était donc prêt pour le départ. Entre temps, un attentat a été perpétré à Nouméa visant pour la première fois un bâtiment d'habitation. Ceci présage le pire. De fait, dès l'arrivée, le climat d'extrême tension est perceptible physiquement, comme lorsqu'on débarque sous un orage de la mousson. Le représentant du gouvernement français qui accueille la mission dans les bureaux du haut-commissariat semble en état de choc. Il n'a qu'une idée, se défaire de ses responsabilités. D'emblée, il déclare : « Je vous remets les clés de la ville. » Il n'y a plus d'autorité civile.

Les premiers entretiens organisés à la hâte font ressortir le hiatus qui s'est creusé entre la réalité et ce que l'on en sait à Paris. Les rapports officiels font état d'infiltrations trotskistes, de camps d'entraînement en Libye, et enflent l'importance de faits somme toute mineurs. Ce qu'il en ressort, c'est que l'administration vit en vase clos. Elle a perdu le contact avec la population. Lorsque la délégation fait son premier tour de ville, elle voit des Kanaks qui saluent de la main, qui applaudissent même. Par contre, sur la place centrale, elle est accueillie par un concert de klaxons, des cris hostiles et une foule qui semble crier : « Nous ne voulons rien avoir à faire avec vous. Retournez d'où vous venez ! » Le contraste est si flagrant qu'une guerre civile entre les deux communautés pourrait éclater à tout instant.

Que se passe-t-il dans le reste de l'île ? Les membres de la mission se répartissent les tâches. Jean-Claude Perrier prend des contacts dans la magistrature. Il rapporte que les indépendantistes ont fait un nouveau coup de main. Quatre hommes ont été arrêtés. D'autres sont en garde à vue. Le juge d'instruction interpelle la femme d'un des activistes et se déclare déterminé à la garder en prison.

Mgr Guilberteau fait la tournée des prêtres. Seuls six sont des autochtones. La plupart sont venus de l'extérieur et plusieurs sont repartis. Beaucoup sont âgés. Ceux qui sont à Nouméa ont de la peine à ne pas prendre parti pour la sécurité qu'assure le statu quo alors que les autres, dans les villages, appuient la cause indépendantiste.

Autre son de cloche du côté des protestants. Le pasteur Stewart est troublé. La semaine précédente, l'atmosphère était lourde au Synode de l'Eglise évangélique calédonienne. Les rapports sont tendus entre les anciens et les jeunes et ceux-ci sont restés en dehors des délibérations. En 1979 déjà, « après mûre réflexion », l'Eglise avait pris position officiellement en faveur de l'indépendance, exprimant ainsi sa solidarité avec la cause politique majoritaire du peuple mélanésien.

Christian Blanc rend visite à Jacques Lafleur qu'il connaît. Il est accompagné de Pierre Steinmetz qui le connaît encore mieux. Ils trouvent l'homme réputé le plus puissant de l'île, le député au Parlement français, dans un bureau misérable. Il a beaucoup plu la nuit précédente et, dans un coin de la pièce, une bassine recueille les gouttes qui tombent du plafond.

S'engage alors une conversation d'une franchise inouïe :

Blanc : – Alors, Monsieur le député, cela vous fait plaisir de me revoir ?

Lafleur : – Non, pas du tout !

Blanc : – Faites-nous un bilan de la situation. Dites-nous comment les choses vont se passer.

Lafleur profère des critiques acerbes contre la politique qui est mise en œuvre. Il parle de la Nouvelle-Calédonie française et de son refus total de toute forme d'indépendance.

Blanc, qui décide d'être très direct :

– Monsieur le député ! Nous sommes peut-être à quelques heures d'une guerre civile. Vous devez comprendre ce qui motive vos adversaires. Sortez d'une position rigide envers le



statu quo et profitez de notre présence ici pour remettre tout à plat. Acceptez d'ouvrir le dossier avec nous. Sinon, je vous le dis tout net, il y a un avion qui part mardi pour Paris et nous serons dedans.

Lafleur avoua plus tard qu'il avait eu l'impression d'être manipulé mais que, s'il acceptait la proposition impérative qui lui était faite, le résultat serait positif.

Les membres de la mission multiplient les rencontres. Avec les chefs kanaks, avec les représentants des communautés asiatiques – indonésienne, indienne, chinoise – qui, malgré une présence minoritaire, jouent un rôle important dans la vie économique. En général, l'accueil est positif. Les échanges de personne à personne sont fructueux. Mais des incidents isolés empoisonnent l'atmosphère. Une controverse éclate au sujet de la mort d'un Kanak. Tué par un gendarme en état de légitime défense, affirme la version officielle. Par une balle dans le dos, précise le certificat d'autopsie. On craint l'embrasement et l'armée intervient pour sécuriser la population. Les Caldoches applaudissent mais les Kanaks prennent peur. Ils se sentent considérés comme des terroristes. Ils se cachent. Il devient impossible d'organiser des rencontres avec eux. En fait, l'intervention de l'armée bloque le processus amorcé et il faudra que le premier ministre, sollicité d'urgence par téléphone, fasse cesser les patrouilles militaires.

Après Lafleur, il faudrait voir Tjibaou. Mais où est-il ? Personne ne semble le savoir. Le harcèlement des journalistes et surtout les récents événements sont des fardeaux lourds à porter. Il y a à peine une année, les tueurs de ses frères ont été acquittés par un jury composé de huit Caldoches et un seul Kanak. La confiance a été anéantie. Tjibaou, qui sait mesurer ses paroles, est poussé à se faire l'avocat de la violence comme seul moyen d'obtenir justice.

Les membres de la mission réfléchissent. « Nous étions tous conscients qu'un nouveau départ ne pourrait avoir lieu sans qu'on ait le courage d'affronter ensemble la mémoire tragique du passé, » raconte Jacques Stewart. Il fallait prendre le risque d'aller dans l'île d'Ouvéa, là où la prise d'otages avait eu lieu, et d'y être confrontés aux familles qui pleurent leurs morts. Au delà de cette conviction, on ne savait pas. Il fallait partir... et on verrait bien!

L'arrivée sur le petit aéroport d'Ouvéa est rocambolesque. La presse, qui ne quitte pas le groupe d'une semelle, est là pour tenir lieu de comité d'accueil, le doigt sur le déclic des caméras. Des officiels, aucun ! Après une rapide concertation, on fait venir un car. Premier arrêt dans un village tout près de la piste. Les hommes sont graves. Ils s'asseyent à même le sol. Un échange s'engage dans la dignité, entre égaux. La visite du village se fait à pied. On montre les tombes des martyrs surmontées du drapeau de la république fictive du Kanaki. Les journalistes à l'affût du sensationnel filment la mission devant le drapeau kanak. Cette scène, si elle est publiée, menacerait tous les efforts de conciliation parmi les amis de Lafleur.

La population s'est rassemblée sur la place. Elle entonne un cantique repris par tous. «Le temps semblait s'arrêter, raconte Christian Blanc. Les cameramen ne filmaient plus. Et j'ai ressenti, en cet instant, la force de vie qui est capable de transformer le monde. Leur coutume battait la nôtre.» Une mission laïque qui visait à instaurer le dialogue dans la société civile se voyait propulsée dans une dimension spirituelle.

La tournée d'Ouvéa reprend. Il est prévu de rendre visite à une tribu voisine dont le chef a perdu un garçon dans la grotte, puis à la gendarmerie où une cérémonie aura lieu à la mémoire des gendarmes tués. Un adjoint administratif de la mission, Christian Kozar, qui excelle dans la logistique, s'approche du chauffeur et lui indique l'itinéraire. « Comment, s'étonne celui-

ci, vous n'allez pas à Gossanah ? » C'est dans le périmètre de la tribu de Gossanah que se trouve la grotte dans laquelle les otages avaient été retenus.

– Nous sommes en retard, réplique Kozar, on n'a pas le temps.

– Ah ! bon, dit le chauffeur résigné.

Kozar sent dans le ton de cette réponse une sorte de message. Il se tourne vers Christian Blanc, vers les autres membres de la mission et leur fait part de ce sentiment. On change de cap.

A Gossanah, la foule est rassemblée sous le chapiteau. L'atmosphère est tendue. Non pas que l'on craigne un danger mais parce que l'on a conscience de vivre un drame. Il y a une sorte d'attente indéfinissable. Tout le monde s'est levé dans le silence. Les veuves se sont avancées. L'une d'elles, qui tient son enfant dans les bras, se détache du groupe. Lentement, elle pose cet enfant dans les bras de celui qu'elle accepte comme porte-parole de la paix et semble dire : « Maintenant que son père est mort, je te confie son avenir. »

Que ressentent tous ces gens ? Peut-on comprendre ? Que se passe-t-il tout au fond des cœurs ? Ceux des villageois et ceux des visiteurs ? Heureusement que le conseil du chauffeur a été entendu, car c'est ici que tout a basculé. Et il est resté assez de temps, dans cette journée, pour les visites prévues au chef qui a perdu son fils et aux gendarmes.

Au moment de remonter dans l'avion pour Nouméa, le réalisme reprend ses droits. Comment va réagir Jacques Lafleur ? Le lendemain, une dépêche de l'Agence France Presse rapporte son commentaire : « Ce qui s'est passé à Ouvéa ressemble à une provocation. » Mais le réalisme permet aussi à des habitués du langage politique, comme le sont les conducteurs de la mission, de pressentir que si Lafleur utilise le mot *ressemble* au lieu de *constitue*, cela signifie qu'il ne claque pas la porte.

Maintenant, il faut trouver Tjibaou, coûte que coûte. On ira dans son village, Hienghène, qui est situé dans la partie nord de la Grande Terre. La visite de cette mission, envoyée par le premier ministre français, est dûment annoncée. Mais à l'arrivée de l'avion, personne. Tjibaou est maire, sans doute attend-il à la mairie ? Là, encore personne, si ce n'est une flopée de journalistes. Patience. On attend une bonne heure et, soudain, le maître du lieu arrive, décontracté, souriant. Il accompagne le groupe dans son bureau et dit : « Vous êtes allés à Ouvéa. Vous avez bien fait. Ce n'était sans doute pas facile. » Puis il se lance dans un long monologue au cours duquel il énumère une série de mesures d'assainissement qu'il estime nécessaires avant de pouvoir discuter des propositions émanant des politiques. Il faut contrôler les milices armées qui agissent impunément, discipliner les soldats. Les Français sont impressionnés. Ils sont en face d'un homme qui parle en technicien, en gestionnaire, et qui ne mentionne à aucun moment la revendication d'indépendance.

Le soir, on se rend dans la tribu pour partager le repas. Pierre Steinmetz et Christian Blanc sont dans la voiture avec Tjibaou. On passe devant une maison en ruines. « Mon grand-père habitait là. » Quelque cent mètres plus loin, autre ruine : « Là habitait mon oncle. » Il voulait faire comprendre ce qui se passait depuis cent cinquante ans. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux colons, les indigènes, repoussés en amont vers la brousse, devaient abandonner leurs cultures.

La soirée se termine par un échange de paroles qui dépassent les simples formalités. La glace est rompue. Le courant passe.

Le lendemain, on se rend à cent cinquante kilomètres au sud-est de Hienghène, où l'on ne peut s'aventurer sans la protection de gendarmes. Des exactions ont eu lieu contre des fermes. La situation est explosive. Transport par hélicoptère car les routes sont bloquées par des barrages. Rencontres avec des sinistres

des affrontements : des Kanaks opposés à l'indépendance et des Caldoches modérés.

– Ils ont incendié ma maison, raconte un Kanak. J'ai tout perdu. Il ne me reste que mon pantalon.

– Les aînés sont prêts à discuter, dit un autre, mais les jeunes, on peut plus les guérir.

Un broussard, avec sa femme, raconte : « Je suis de la troisième génération calédonienne. On a travaillé tous les deux de nombreuses années pour pouvoir acheter ce domaine foncier. En 1984, les coutumiers et les responsables du secteur nous avaient rassurés. Nous étions bien intégrés. Chez nous, on travaillait en bonne harmonie, on pouvait être tranquille. Puis il y a eu une montée de violence. Les jeunes ont débordé les anciens et voilà ce qui est arrivé ! » Il fait un geste vers sa maison, en ruine.

Un voisin qui, lui aussi, a tout perdu confie : « Quand j'ai des insomnies, et même en rêvant, je revois les scènes qui se sont passées. Et pourtant, il ne faut pas être défaitiste. La vie continue. »

Pendant deux jours, les membres du groupe se dispersent dans les îles. Installés dans une mairie ou une sous-préfecture, ils reçoivent le tout venant, sans discrimination. Des éleveurs, des agriculteurs, des enseignants, des religieuses. Caldoches, mélanésiens, wallisiens font part de leurs angoisses, évoquent le passé... quand tout allait bien !

Le pasteur Stewart raconte : « Ils utilisent des mots forts comme *adversaires* ou *ennemis*. Certains sont arrivés avec un fusil (déposé à l'entrée, quand même !) Je pose des questions évidentes, naïves, qu'ils ne se sont jamais posées. Et j'ai l'impression de percer des forteresses, de déstabiliser des idées toutes faites. Peut-être cela les aura-t-il aidés à se remettre en question et à affronter l'avenir ? »

Les jours passent. Il faut entamer des négociations. Elles seront dures. « Nous avons une stratégie claire, dit Christian Blanc : n'accepter aucun préalable, ni de Jacques Lafleur sur le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la République, ni de Jean-Marie Tjibaou sur l'indépendance. » Autrement dit, chacune des parties doit accepter ce préliminaire: rien n'est tabou, tout peut être dit, tout est négociable.

Blanc et Steinmetz repartent à Hienghène pour revoir Tjibaou. En chemin, ils embarquent son adjoint Yeiwéné-Yeiwéné, qui a pris le maquis. On se retrouve à nouveau à la mairie. L'atmosphère est oppressante. Dehors, le temps est épouvantable. Le bâtiment est situé sur une colline qui est battue par les vents et la pluie.

La conversation s'emmanche mal. Après plus d'une heure, on n'a pas progressé d'un pouce. Blanc reçoit alors une de ces inspirations subites :

– Tjibaou, il faut que je vous comprenne. Pourriez-vous rêver à haute voix et nous dire quelle image vous vous faites d'une Nouvelle-Calédonie kanake ?

– Un rêve comme celui de Martin Luther King ?

Un long silence. Tjibaou réfléchit. Puis il se met à parler du plus profond de son être. Il imagine un développement touristique en saison calme, quand soufflent les alizés. Il évoque le jour où ses petits-enfants pourront accompagner leur grand-père sur le petit promontoire qui domine la courbe de la route sans risquer de se faire tirer dessus. Il voit une artère qui relie la Grande Ile d'est en ouest. Il énumère les richesses que constitue le patrimoine : le nickel, la mer, le paysage.

– Il faut que les Européens participent au destin du pays, dit-il enfin. La communauté de destin ne dépend pas de l'origine des gens. Tout ce que nous voulons, c'est que notre pays trouve son identité propre.

– J'ai compris, dit Blanc simplement, après un long silence.

La négociation peut donc reprendre. Elle se poursuivra au cours de plusieurs rencontres mais la dernière tourne court. Tjibaou est catégorique :

– Le peuple kanak ne peut pas faire confiance au gouvernement français. D'autres accords ont été signés dans le passé et à chaque fois ils ont été par la suite balayés.

Blanc se souvient que Rocard sentait la même chose. En préparant la mission, celui-ci lui avait expliqué que, par deux fois au cours des précédentes décennies, la France avait renié une parole donnée très officiellement. C'est ce qui avait pourri les relations et débouché sur des drames comme celui d'Ouvéa. Il se tourne alors vers Tjibaou et lui dit :

– Si je comprends bien, vous ne pouvez pas faire confiance à l'Etat français, ni au gouvernement français. Feriez-vous confiance au peuple français ?

Blanc pense à un référendum mais il sait que le président Mitterrand est en principe opposé à cette procédure. Il se garde donc de prononcer le mot, mais Tjibaou laisse entendre qu'il a compris. Blanc reprend :

– Nous nous sommes mis d'accord sur le paquet. Vous voudriez que le peuple français l'attache avec une ficelle ?

– Oui, c'est ça. Une ficelle.

– Si le peuple français ratifiait l'accord, est-ce que pour vous il y aurait accord ?

– Peut-être que oui...

– Il faut en rester là, conclut Blanc pensif. Je ne suis pas sûr que Lafleur suivra mais j'irai le voir demain.

Les deux émissaires repartent sans tarder pour Nouméa en hélicoptère. Ils sont épuisés. Le lendemain matin, ils sont chez Lafleur. Blanc lui explique qu'il y a une ébauche d'accord mise au point avec Tjibaou et qu'il faudrait une ficelle pour lier le tout, sans quoi il n'y aura pas d'accord. Il faudrait le ratifier par

référendum national. Prévoyant le pire, Blanc demande timidement : « Qu'en pensez-vous ? »

Interviewé plus tard, Lafleur raconta, quelque peu narquois, que Blanc s'attendait à ce qu'il refuse mais qu'il eut la divine surprise de recevoir son assentiment. C'était en effet la seule manière de procéder à la suite de la prise de position de Tjibaou.

Un accord s'esquisse. Le moment est venu de rentrer. On fait le bilan de ces journées, une tâche qui n'est pas sans difficultés étant donné les sensibilités très diverses des membres de la mission.

Blanc téléphone au premier ministre et c'est le départ. Celui-ci veut le voir immédiatement et Blanc est littéralement happé dès son arrivée et emmené à Matignon. Le visage de Rocard s'illumine à mesure qu'il écoute la description du déroulement de ces journées. Enfin on arrive à la question du référendum.

– Ah non ! C'est impossible. Jamais Mitterrand n'acceptera.

– Peut-être. Mais jamais Tjibaou n'acceptera un accord qui n'est pas ratifié par le peuple français, car il n'a confiance ni dans l'Etat français ni dans son gouvernement.

– Bon. Tu rentres chez toi et tu prends une douche.

Avant qu'il ait terminé de se raser, le téléphone sonne. C'est Rocard : « Mitterrand est d'accord. »

Une semaine plus tard, une rencontre secrète a lieu à Matignon. Tjibaou et Lafleur, arrivés séparément, entrent par les jardins pour éviter la presse. Des heures de discussions ardues aboutissent à un compromis. Sera-t-il accepté par leurs troupes ? Les deux partenaires informent leurs collègues. Des délégations arrivent peu à peu à Paris. Pour les amener à penser autrement, il fallait les éloigner de leurs problèmes quotidiens.

Le premier ministre organise une séance de travail un samedi soir à 19 heures avec huit délégués du RPCR et sept du FLNKS. Après la bienvenue, il explique comment se dérouleront les pourparlers : « On a prévu de la nourriture pour deux ou trois



jours, des divans pour s'allonger. Je suis personnellement libre jusqu'à mardi. Personne ne sortira avant que nous ayons abouti. Les communications avec l'extérieur seront coupées aussi bien pour vous que pour moi. Nous travaillerons sans discontinuer. »

Cette proposition en forme de fait accompli est encore plus hasardeuse que celle qui avait introduit le tutoiement entre les membres de la mission et elle est moins bien accueillie. Lafleur bougonne mais son autorité sur les siens est telle que ceux-ci se résignent. Le groupe mélanésien est beaucoup plus réticent. Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné-Yeiwéné ne veulent s'engager sur rien sans consulter le comité directeur du parti.

Rocard insiste : « On ne peut déroger à ce programme. Nous sortirons d'ici sans autre rendez-vous. Ce sera ou la paix ou la guerre. Si c'est la guerre, je peux vous garantir que la République française la conduira sans aucune faiblesse. Mais moi je crois que la paix est possible. »

Choix draconien : l'entente à tout prix ou la violence multipliée. Au petit matin, les contours d'un plan audacieux se dessinent : morcellement du territoire en trois provinces avec le souci d'un partage des ressources naturelles. Assemblée territoriale avec les représentants des provinces jouissant d'une large autonomie vis-à-vis de la France. Reconnaissance du droit coutumier dans les provinces à majorité kanake.

L'accord serait valable pour dix ans après quoi il serait renégocié et ratifié par tous les électeurs établis en Nouvelle-Calédonie au moment de sa signature. Il est prévu d'exclure du vote ceux qui seraient arrivés depuis. C'est là un garde-fou pour parer à une immigration qui serait encouragée en vue de faire basculer la majorité. On s'est souvenu qu'à peine quinze ans auparavant, une telle politique avait été prônée par le premier ministre Messmer dans une lettre au représentant français sur place. Cette missive, restée tristement célèbre, préconisait ouvertement une politique d'immigration systématique de

citoyens métropolitains afin de contrebalancer la population autochtone et d'assurer le maintien d'une position française à l'est de Suez.

Le climat dans lequel l'accord a été négocié a largement contribué à ce qu'il soit accepté sur le terrain, malgré de nombreux soubresauts de part et d'autre. « Il fallait savoir donner et pardonner, » commenta Jacques Lafleur. Quant à Jean-Marie Tjibaou, répondant à un journaliste qui lui demandait s'il avait signé avec l'espoir que dans dix ans la Nouvelle-Calédonie serait indépendante, il déclara : « Bien sûr, c'est ce que nous avons convenu et c'est le défi avec lequel on démarre. »

De fait, les deux délégations avaient renoncé à inscrire dans l'accord leur revendication fondamentale, pour ou contre l'indépendance. Cet élément cessait d'être un préalable. On faisait l'expérience du fondement de la démocratie qui implique qu'on reconnaît et qu'on accepte celui avec lequel on diverge, qu'on essaie de le comprendre en sachant que l'on trouvera moyen de s'entendre avec lui sur l'essentiel de la vie en communauté. Mais pour cela, il fallait que la confiance soit rétablie et c'est le mérite de la mission des médiateurs d'avoir créé le climat nécessaire. Il ne s'agissait pas tant d'une méthode que certains ont attribuée à Michel Rocard, que de l'absence de méthode. Les médiateurs n'avaient aucun plan préétabli, aucun a priori. A l'écoute patiente des protagonistes, ils ont compris le fond de leur pensée et de leurs aspirations. L'ensemble du processus s'est déroulé autour de personnes qu'il s'agissait d'enrôler pour le mettre en œuvre et il n'aura fallu que très peu de monde pour provoquer le retournement et entraîner l'essentiel de l'opinion publique dans les diverses communautés.

Mais il y eut aussi un prix amer à payer. Dans la tribu de Gossanah qui a abrité la prise d'otages d'Ouvéa, il y avait des irréductibles qui contestaient tout et s'enfermaient dans leur

position. Ils sont menés par Djubelly Wea, un des leurs qui a étudié la théologie à Fidji et au centre œcuménique de Bossey, près de Genève. Il reste hanté par les dix-sept preneurs d'otages tués par les gendarmes. Libéré d'une détention à Paris à la veille des pourparlers préliminaires de Matignon, il garde une rancune tenace de ne pas y avoir été associé. Le 5 mai 1989, une année jour pour jour après les événements, Tjibaou et Yeiwéné-Yeiwéné se rendent à Ouvéa pour participer à la cérémonie rituelle de levée du deuil. Wea s'avance vers eux faisant mine de les accueillir. Il sort un revolver et tire à bout portant sur ses deux camarades qui s'effondrent. Trois morts, car il est lui aussi abattu par un garde du corps.

Michel Rocard, Pierre Steinmetz et Jacques Stewart se rendent à Nouméa pour assister aux funérailles. Ils témoignent de la solidarité de la France à la communauté kanake hébétée et meurtrie.

Entre temps, le peuple français a fait confiance au peuple de la Nouvelle-Calédonie en ratifiant par quatre-vingts pour cent des votants l'accord conclu à Matignon. Celui-ci prévoit une période de dix ans, après quoi la question du statut du territoire sera remise sur le tapis.

En 1998, de nouvelles négociations ont donc lieu comme prévu. Elles aboutissent à l'accord de Nouméa qui reprend les idées maîtresses de celui de Matignon et qui repousse encore de quinze ans la question controversée d'une indépendance totale. A la surprise des observateurs, il est accepté par une large majorité des électeurs calédoniens, toutes appartenances confondues. Même si les vues et les espoirs des votants varient parfois du tout au tout, la majorité est sensiblement plus forte que celle qui avait ratifié les accords de Matignon dix années plus tôt.

Aujourd'hui, la Nouvelle-Calédonie n'est plus la même. La conscience d'un destin partagé s'affermi, comme en témoigne

cette déclaration du nouveau chef du FLNKS, Roch Wamytan : « En réaffirmant l'identité kanake, le préambule de l'accord ne dit pas qu'il faut exclure les autres. Il dit clairement que les autres communautés ont droit, elles aussi, à être de ce pays, à se revendiquer de ce pays, qu'elles ont droit à leur légitimité ici. » On est loin du temps où son prédécesseur Jean-Marie Tjibaou, poussé à bout par l'acquiescement des assassins de ses frères, déclarait : « Il n'y aura pas de justice pour les Kanaks tant qu'il n'y aura pas l'indépendance. Cela veut dire que l'indépendance ne peut se faire qu'avec des fusils. »

Au lendemain de la signature de l'accord de Nouméa, Macky Wea, le frère de Djubelly Wea qui, dix ans auparavant, avait tué Tjibaou et Yeiwéné-Yeiwéné, est parmi les organisateurs d'une étonnante cérémonie qui se tient à Ouvéa. Les vieux chefs coutumiers, le pasteur, des enseignants et des élèves de toutes les écoles sont assis sur les bancs de l'église aux côtés des hommes du poste de gendarmerie de Fayoué, celui qui avait été investi par les rebelles. Le commandant des forces de gendarmerie de l'ensemble du Territoire ainsi que deux signataires de l'accord ratifié la veille sont également présents.

Après le drame qu'elle a connu, Ouvéa était longtemps restée divisée et la tribu de Gossanah s'était repliée sur elle-même pour mieux cultiver sa douleur. « Aujourd'hui, on sent dans toute l'île un besoin de réconciliation, » déclare Macky Wea à l'assemblée. Ses propos sont repris par le président du comité du 22 avril créé pour cultiver la mémoire des gendarmes tués. « Les familles de quatre d'entre eux sont avec nous, dit-il. Nous nous parlons en face, à cœur ouvert. » Et Macky Wea de conclure : « Le travail de réconciliation mené à la base est maintenant reconnu. »

On a dit que, grâce à ce qu'elle a expérimenté depuis ce jour fatidique du mois d'avril 1988, la Nouvelle-Calédonie est devenue « le laboratoire de la décolonisation de demain ». A

moins qu'on ne pense aux départements et territoires d'outre-mer encore liés à la France et, peut-être, aux Malouines, que reste-t-il à décoloniser ? Il serait plus exact de parler de clore l'ère des indépendances qui a connu son apogée dans les années 1960. Certes, l'évolution calédonienne depuis quinze ans suggère ce qu'auraient pu connaître des pays qui, après un demi-siècle, sont encore aux prises avec les séquelles d'une décolonisation bâclée.

Comme le dit le préambule de l'accord de Nouméa : « Le passé a été le temps de la colonisation. Le présent est le temps du partage par le rééquilibrage. L'avenir doit être le temps de l'identité dans un destin commun. »

Avec sa population qui n'excède pas la moitié de celle de Genève, la Nouvelle-Calédonie fait effectivement figure d'un laboratoire où la cohabitation entre des entités différentes est mise à l'épreuve. « Comment ne pas envier ces nouveaux pionniers du 21<sup>e</sup> siècle auxquels on a donné vingt ans pour dessiner les contours de leur pays et faire taire des rancœurs d'un autre âge ? » écrit Anne Pitoiset en conclusion d'un livre qui relate toute l'histoire du territoire.

Dans notre monde qui traverse l'épreuve du choc des valeurs, des comportements, des croyances et des cultures, l'enjeu est le même. Comme pour la Nouvelle-Calédonie, l'avenir de l'humanité dépendra de la capacité pour ses composantes si diverses de se comprendre, de se respecter et d'établir ensemble des normes de vie pour tous les habitants d'une même terre.

### *Bibliographie et notes*

Les références citées ici sont celles des documents qui ont servi à la rédaction de ce chapitre. Elles ne sont qu'une courte sélection de l'abondante littérature consacrée à la Nouvelle-

Calédonie qui témoigne de la fascination que continue à exercer le destin de ces quelques îles du Pacifique.

Le livre de Anne Pitoiset *Nouvelle-Calédonie*, paru aux Editions Autrement (1999), est un survol passionnant, à la fois géopolitique, historique et culturel, depuis l'arrivée du navigateur britannique James Cook, en 1774.

J'ai aussi bénéficié de *La crise calédonienne, rémission ou guérison ?* de Daniel Dommel, paru chez L'Harmattan (1993). L'auteur fait le point à la suite des premiers accords de Matignon de 1988. Etude fouillée, indispensable pour quiconque veut vérifier les faits. Elle comprend, en annexe, les principaux textes officiels, des lettres, articles, etc.

Michel Rocard fait de nombreuses allusions à la Nouvelle-Calédonie dans son livre *Mes idées pour demain* paru aux Editions Odile Jacob (2000).

De même Jacques Stewart dans *La grâce de croire*, Desclée de Brouwer (1998).

Le film *Les médiateurs du Pacifique*, produit par Charles Belmont en 1998 et diffusé sur Arte, relate le déroulement du travail de la mission des bons offices. On y a trouvé les commentaires, recueillis en direct, des principaux protagonistes, y compris de Philippe Legorjus qui commandait le Groupe d'intervention de la Gendarmerie nationale. On lira avec profit l'ouvrage de ce dernier *La morale et l'action*, publié par Fixot (1990).

Pour comprendre l'influence franc-maçonne dans le déroulement des travaux de la mission, j'ai consulté le numéro spécial de la revue *Historia* (juillet/août 1997) consacré aux francs-maçons qui éclaire quelque peu cette question. Après avoir appartenu au Grand Orient, Jacques Lafleur était membre de la Ligue nationale de France. Tjibaou était lui aussi 'initié'. Ceci n'explique pas tout mais justifie l'inclusion de l'ancien grand maître Roger Leray dans la mission de médiation. Selon

*Historia* les différentes obédiences de la franc-maçonnerie étaient largement représentées au sein de l'administration des départements et territoires d'outre-mer où elles étaient « autrement plus puissantes qu'en métropole ».

La personnalité attachante de Jean-Marie Tjibaou ressort de la biographie de Alain Rollat *Tjibaou, le Kanak*, La Manufacture, Lyon (1989). Le même auteur a signé avec Edwy Plenel *Mourir à Ouvéa*, La Découverte, 1988.

Selon Michel Rocard, c'est Alain Christnacht qui est l'auteur du préambule de l'accord de Nouméa. Celui-ci était alors conseiller du premier ministre Lionel Jospin. De 1991 à 1994, il fut haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie. On trouvera ce texte en annexe au volume de Anne Pitoiset (pp. 266–269). Lionel Jospin s'était rendu sur place pour parapher cet accord avec Roch Wamytan pour le FLNKS et Jacques Lafleur pour le RPCR.

Enfin, l'histoire de la cérémonie qui s'est tenue à Ouvéa avec Macky Wea est tirée d'un article de l'envoyé spécial du *Monde*, Franck Madoeuf, paru le 23 avril 1998 sous le titre : *Gendarmes et Kanaks scellent leur réconciliation à Ouvéa*.

Il faut encore remercier Michel Rocard qui a pris le temps de lire ce texte et de lui apporter d'indispensables corrections ainsi que Daniel Constantin, haut-commissaire en Nouvelle Calédonie, qui m'a transmis d'utiles précisions.

*Ora et labora*

#### **4. Fondement d'une civilisation**

Au sixième siècle de notre ère vivait un homme qui avait exprimé un programme pour les jeunes de son époque en quête d'une vie satisfaisante. Littéralement en deux mots : prie et travaille (*ora et labora*), énoncé dans cet ordre. La prière d'abord, le travail ensuite. L'action comme fruit de l'inspiration. La dynamique qui provient du silence. Par cette simple conception, il réconciliait les deux composantes antagonistes de la nature de l'homme : l'âme et le corps. Elles devenaient les parties d'une même entité, inextricablement liées de la naissance à la mort. Elle ne pouvaient survivre l'une sans l'autre.

Cette notion a donné son élan à la civilisation européenne. Les cathédrales et les découvertes technologiques.

Elle a aussi été pervertie. Le rendement devenu un but en soi a conduit à l'exploitation de l'homme par l'homme. Le matériel, privé du spirituel, mobilise toute l'attention sur le calcul des bénéfices et des taux de croissance. Les gouvernants s'imaginent alors que les gens ne s'intéressent à rien d'autre qu'à la recherche d'un niveau de vie toujours plus élevé. La prière est reléguée dans le ghetto d'églises qui se vident de plus en plus.

Pour préparer son avenir, le monde a besoin de remettre en valeur les deux composantes qui ont inspiré les civilisations. Il ne suffit pas que les gens prient ou méditent, solitairement ou en groupe. Tous les aspects de l'activité humaine, individuelle et collective, doivent retrouver leurs racines spirituelles.

Saint Benoît est né vers 480 dans une famille de grands propriétaires terriens. Envoyé à Rome par ses parents pour y



poursuivre des études, il en a vite assez des folâtreries estudiantines et se retire seul dans la montagne. Il y rencontre un moine qui l'initie à la vie d'ermite. A son insu, sa démarche solitaire suscite un intérêt grandissant parmi la jeunesse. Après trois années, il répartit ses disciples en douze groupes de douze formant chacun un petit monastère dirigé par un abbé. Mise à l'épreuve de la pratique et du temps, la formule mûrit et s'approfondit. Vers 529, Benoît fonde le grand monastère du Mont Cassin, au nord de Naples, qui inspirera pendant des siècles la vie spirituelle de l'Europe.

Pourquoi un tel rayonnement ? Les monastères incarnaient un idéal qui était applicable par tous. Pour les paysans de l'époque, ils donnaient l'exemple d'une existence cohérente où le travail, la prière, la communauté trouvent leur juste place.

La discipline communautaire et sociale est ancrée dans l'obéissance. Obéissance au supérieur, mais surtout à Dieu. Les monastères fournissent la trame du tissu social dans les campagnes et les villages. L'autorité suprême de Dieu est reconnue et tout prend sa place.

Nombreuses sont les études qui ont prouvé l'influence de la règle bénédictine sur l'Occident. Une des plus caractéristiques est celle du sociologue et historien belge Léo Moulin qui se définit lui-même comme « un agnostique sans aucune éducation religieuse ». Il a consacré un ouvrage à l'apport des ordres religieux dans l'organisation sociale et les institutions démocratiques de nos pays. En dehors de tout souci apologétique et de toute attache ecclésiale, il découvre les fondements spirituels de l'Europe. Il montre aussi que c'est lorsque ceux-ci se déchirent qu'apparaissent les crises, celles que provoquent le nationalisme, le racisme, le particularisme.

L'âme et le corps considérés sur le plan individuel deviennent sur le plan collectif le spirituel et le temporel. La séparation de ces deux éléments est tout aussi lourde de

conséquences tragiques pour la collectivité que pour l'individu. L'échelle du progrès, pour utiliser une formule de la règle de saint Benoît, a besoin de ses deux montants pour nous mener vers le haut.

En étudiant les étapes qui ont conduit à la réconciliation et à la reconstruction de l'Europe au milieu du vingtième siècle, on est frappé de déceler dans ce processus politique la reconnaissance implicite de cette dualité. Les pages qui suivent en offrent une illustration.

### *Bibliographie*

Léo Moulin, *Le monde vivant des religieux* (Calmann-Lévy, Paris, 1964).

Antoine Dumas, *La règle de Saint-Benoît* (les éditions du Cerf, coll. Foi Vivante, 1980).

Basil Hume, *In Praise of Benedict*, avec les réflexions d'un bénédictin moderne, le cardinal archevêque de Westminster (Hodder & Stoughton, London 1981).

## **5. De la logique de guerre à l'engrenage de la paix**

Dans la soirée du 7 mai 1950, un homme monte dans un train à la Gare de l'Est, à Paris, et s'installe dans un wagon de première à destination de Bonn. Il paraît préoccupé. Il a de bonnes raisons de l'être. Ce même jour, un dimanche, tôt dans la matinée, le ministre français des Affaires étrangères l'a convoqué dans le petit appartement qu'il s'est fait aménager au Quai d'Orsay, où il aime travailler, étudier ses dossiers et recevoir parfois ses plus proches collaborateurs. Robert Mischlich est son conseiller juridique. Il porte le même prénom que le ministre, est lorrain comme lui et parle parfaitement l'allemand. Robert Schuman lui a confié une mission surprenante. Anodine en soi puisqu'il ne s'agit que de délivrer un pli en main propre, mais mystérieuse par la condition qui lui est attachée : elle doit être accomplie dans le plus grand secret. Il faut remettre personnellement au chancelier d'Allemagne un projet du gouvernement français qui, s'il est accepté, bouleversera les relations entre les nations européennes, c'est-à-dire entre les vainqueurs d'une guerre, qui s'est achevée à peine cinq années plus tôt, et le pays vaincu, l'Allemagne.

Depuis quelques semaines, un groupe restreint travaille à ce projet. Schuman veut le présenter à la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Angleterre, des Etats-Unis et de la France qui se tiendra à Londres le 10 mai. On est le 7 et le gouvernement français, à l'exception de deux ministres proches de Schuman, n'est pas au courant.

Lors d'une précédente réunion à Washington, Schuman a été chargé par ses collègues occidentaux de faire des propositions sur le statut futur de l'Allemagne. Le sujet est délicat car les relations avec ce pays, encore occupé par les puissances alliées, ne sont pas au beau fixe, notamment en ce qui concerne la Sarre. Schuman et Adenauer, certes, gardent une attitude de respect mutuel, voire de connivence quant à la nécessité d'instaurer une ère nouvelle dans un continent dont les nations n'ont cessé de s'entre-déchirer au cours des siècles. Les guerres du vingtième, qui ont impliqué le monde entier, ont provoqué plus de victimes dans les populations civiles que tous les autres conflits mis ensemble. Cependant, comme Robert Schuman l'a rappelé à Mischlich dans son petit appartement du Quai d'Orsay, « l'opinion publique, tant en France qu'en Allemagne, est loin d'être toujours d'accord avec la politique de réconciliation que, sans relâche, nous poursuivons ». Elle était pourtant une nécessité, cette réconciliation, non seulement morale mais politique.

Tout imprégné de la mission qui lui est confiée, Mischlich se remémore la première rencontre entre Robert Schuman et Konrad Adenauer, à laquelle il a eu le privilège d'assister il y a moins d'un an. L'entrevue a été non seulement cordiale, épithète passe-partout du langage diplomatique. Elle a révélé entre les deux hommes d'Etat une unité de vue exceptionnelle sur les sujets brûlants des relations entre leurs deux pays. Aujourd'hui cependant, sans entacher le respect mutuel qu'ils se portent, les espoirs d'alors se sont refroidis et des questions de souveraineté empoisonnent le climat. Les régions industrielles potentiellement riches de la Sarre et de la Ruhr excitent les convoitises des nations d'Europe sous le couvert de ne pas laisser l'Allemagne devenir à nouveau la puissance prépondérante du continent. Les populations de France ont peur d'une résurgence de la domination allemande. Elles ont souffert

de l'occupation nazie qui a déporté les gens par dizaines de milliers, mobilisé les jeunes pour travailler dans les usines d'armement et exterminé en grande partie une communauté du pays. Même des hommes politiques clairvoyants, qui comprennent qu'il ne faut pas à nouveau humilier l'Allemagne comme cela s'était fait après la première guerre, se retiennent de prôner ouvertement une politique d'ouverture car ils craignent les sentiments incontrôlables des populations.

Ils cherchent pourtant, ces hommes lucides. Déjà en pleine guerre, Robert Schuman, envoyé en Allemagne en résidence surveillée après avoir passé sept mois seul en cellule, confiait à un ami : « Il ne saurait être question de perpétuer la haine à l'encontre des Allemands. Quand la paix sera revenue, il faudra rechercher la cause des guerres et imaginer des structures rendant impossibles de tels cataclysmes. »

« L'heure est venue d'agir, a dit Schuman à Mischlich. La solution, je crois l'avoir trouvée, ou plutôt l'équipe de Jean Monnet me l'a fournie. »

Cette équipe, que Monnet appelle dans ses *Mémoires* le cercle des conjurés, s'était soudée à peine un mois auparavant autour d'un grand projet. Avant cela, Monnet s'était éclipsé pendant deux semaines pour prendre de la distance. En montagne avec son guide, couchant de gîte en gîte, il notait le soir le fruit de ses réflexions de la journée : « De quelque côté qu'on se tourne, on ne rencontre que des impasses. Une autre guerre est proche devant nous si nous ne faisons rien. L'Allemagne n'en sera pas la cause mais elle en sera l'enjeu. Il faut qu'elle cesse d'être un enjeu, qu'elle devienne au contraire un lien... Qu'est-ce qui pourrait lier, avant qu'il ne soit trop tard, la France et l'Allemagne ? » Il rentre à Paris plus lucide mais plus tourmenté.

« Or, écrit-il encore dans ses *Mémoires*, le hasard fit venir jusqu'à mon bureau un jeune professeur de droit que je ne

connaissais pas... » Paul Reuter était conseiller auprès du Quai d'Orsay et enseignait à Aix-en-Provence.

« Monsieur Monnet, comment allez-vous ? » demande d'entrée de jeu son visiteur quelque peu intimidé et tout imbu d'une respectueuse déférence. Et Monnet qui a la réputation de pratiquer la franchise plutôt que les civilités : « Ils la lanceront, mon ami, la bombe... »

Le compte-rendu qu'a laissé Reuter de cette rencontre ne précise pas qui l'aurait lancée cette bombe mais la remarque est caractéristique de l'ambiance de l'époque et la réponse est évidente. L'Europe se trouvait coincée entre les deux grands. Moins de huit mois auparavant, l'URSS avait fait exploser sa première bombe atomique expérimentale. A Washington, certains envisageaient sérieusement de mettre à profit l'arsenal nucléaire américain avant que l'URSS ne développe le sien. L'Europe était l'alliée de fait des Etats-Unis mais, en France comme en Italie, les masses laborieuses, encadrées par le parti et les fédérations syndicales communistes, faisaient largement allégeance à Moscou. Une attaque sur l'URSS aurait déclenché la guerre civile en Europe au profit des visées hégémoniques du dictateur Staline. Il fallait donc un projet capable d'unir les Européens.

Monnet trouve en Reuter un interlocuteur qui a les mêmes préoccupations que lui. Il est saisi par la clarté de son jugement et il se lance, avec lui, dans une conversation qui devient vite un brassage d'idées. Une union politique ? Les régions frontières ont trop souffert. Elles n'accepteront jamais un relâchement du lien qui les unit à leur patrie. Et dans le domaine économique ? Monnet dirige à l'époque la mise en œuvre en France d'un plan de modernisation et d'équipement dont il est lui-même l'auteur. Pourquoi pas un plan qui engloberait les régions frontalières des pays voisins : Allemagne, Belgique... ?

L'idée d'un projet limité est séduisante. Quelles seraient les richesses à développer ensemble ? Le charbon et le fer proviennent en grande partie de régions frontalières, dont la Sarre et la Ruhr, qui constituent les principales pommes de discorde entre la France et l'Allemagne. Pourrait-on les relier dans un plan d'intérêt commun ? Cette idée provoque le déclic. « Revenez me voir dans deux jours ! » dit Monnet.

Avec deux autres collaborateurs, le premier noyau se forme. Le dimanche suivant, Reuter est chargé de préparer un papier, un diagramme, qui rassemblerait succinctement les idées émises. Le lundi matin, il apporte le fruit de son travail de la nuit. Ce fut la première ébauche de la fameuse déclaration du 9 mai 1950 qui lança la Communauté du charbon et de l'acier, première pierre de la construction européenne.

Le groupe d'experts, sans mandat autre que leur conviction personnelle, affina sa pensée et ses objectifs en retravaillant le texte au cours de neuf versions différentes. Au bout de ce long exercice, il restait à le faire adopter par le gouvernement. La date de la rencontre du 10 mai, à laquelle Robert Schuman est censé présenter à ses collègues occidentaux des propositions pour le statut de l'Allemagne, approche à grands pas. C'est une occasion à ne pas manquer. Mais arrivera-t-on à temps ? Monnet avait informé le chef du cabinet de Schuman, Robert Clappier, qui avait promis de reprendre contact, mais rien ne vient. Pressé par le temps, Monnet envoie le texte directement au président du Conseil des ministres Georges Bidault qui, il le sent, sera plus difficile à convaincre.

Là-dessus, Clappier téléphone et Monnet lui fait porter le projet mis au point. Réponse immédiate : « C'est formidable. Je le montre à Schuman. » Celui-ci est en partance pour sa maison de Scy-Chazelle près de Metz, où il aime passer le week-end dans la solitude. Clappier se précipite à la Gare de l'Est et intercepte son patron, déjà installé dans son wagon. Le lundi

matin, Clappier attend sur le quai de gare. Schuman lui lance : « J'ai lu le papier, je marche ! »

Les choses ne se passent pas aussi facilement avec Bidault. Monnet lui avait demandé un rendez-vous. Pas de réponse. Entre-temps, Schuman l'informe. Monnet est convoqué illico par Bidault. Celui-ci est fâché : « Schuman vient de me montrer ce papier. Il paraît que c'est vous qui l'avez écrit. J'aurais aimé être le premier averti. » Monnet s'excuse : « Je vous l'ai envoyé vendredi dernier. » En cherchant sur son bureau, Bidault trouve la lettre. L'avait-il lue ? La question divise les historiens qui se demandent ce que serait devenu le projet s'il avait dépendu du chef du gouvernement. Celui-ci avait à l'époque d'autres préoccupations.

On a frisé l'échec. Au lieu de cela, Clappier apporte quelques corrections au texte et Monnet informe deux ministres avec lesquels il collabore depuis plusieurs années. En 1927, alors qu'il s'occupait du redressement économique de la Pologne, Monnet avait un jeune assistant à l'avenir très prometteur, René Pleven. Aujourd'hui, celui-ci est ministre de la Défense dans le gouvernement Bidault. Quant à son collègue de la Justice, René Mayer, il a fait partie d'un groupe qui se rencontrait autour de Jean Monnet à Alger en 1943, au moment de la création du gouvernement provisoire de la France libre, pour échanger des idées sur l'Europe d'après-guerre. C'est lui qui, en compagnie de Schuman et de Clappier, fait ajouter in extremis à la déclaration cette phrase prémonitoire : « L'Europe pourra, avec des moyens accrus, poursuivre la réalisation de l'une de ses tâches essentielles : le développement du continent africain. » Ainsi, la fameuse déclaration sortait-elle déjà du cadre européen !

C'est ce texte, étudié et poli jusqu'à l'extrême, que Robert Mischlich tient précieusement dans une serviette qu'il ne quitte pas des yeux. Alors que le train l'emmène vers Bonn, il se remémore ce que Schuman lui a dit, étonné d'être chargé d'une



tâche si importante et flatté de se trouver parmi la dizaine de personnes qui sont mises dans le coup. Il est loin de s'imaginer cependant qu'il participe au déclenchement de l'intégration européenne, que celle-ci ne cessera de s'affermir et de s'étendre au cours des décennies à venir.

La mission qu'il a reçue est d'une précision effrayante : rencontrer Adenauer le lendemain avant midi et, si celui-ci donne son accord, transmettre l'information à Paris avant que ne se termine la séance du Conseil des Ministres au cours de laquelle Schuman veut présenter le projet. Il s'était étonné : « Comment aurai-je accès à Adenauer alors que vous me dites que ni l'ambassadeur de France ni le haut-commissaire français en Allemagne n'ont été informés de ma mission? » – « Ce n'est pas au-dessus de vos moyens, avait répondu Schuman laconique. Dans certaines circonstances de la vie, on bénéficie de grâces d'état. »

A Bonn, les grâces ne font pas faux bond. Ni, parallèlement, à Paris non plus. Le lundi à midi, Mischlich remet la lettre de Schuman et sa précieuse annexe au collaborateur personnel du chancelier, Hubert Blankenhorn. Celui-ci saisit d'emblée l'importance du message et en discute avec Adenauer qui reçoit Mischlich en fin d'après-midi. Le chancelier a préparé deux lettres pour Schuman, une officielle et une personnelle. Celle-ci est particulièrement intéressante : « Le plan que vous avez esquissé pour moi trouvera un écho puissant dans l'opinion publique allemande car, pour la première fois depuis la catastrophe de 1945, l'Allemagne et la France œuvreront à une tâche commune... » Et il ajoute à la main qu'une telle collaboration, il en a rêvé depuis 1925 !

La date n'est pas fortuite. C'est celle du Pacte de Locarno, dont l'une des clauses, signées en particulier par la France et l'Allemagne, prévoyait le recours à l'arbitrage en cas de conflit. L'année suivante, le ministre français des Affaires étrangères

Aristide Briand rencontrait son homologue allemand Stresemann, en tête-à-tête, à Thoiry, dans le pays de Gex. Les deux ministres reçurent conjointement le Prix Nobel de la Paix pour leurs efforts de réconciliation. Mais, contrairement au projet de collaboration pratique, préparé dans le secret, qui fait l'objet des échanges actuels, on ne proclama alors que des grands principes énoncés publiquement. Quelques années plus tard, Hitler devenu chancelier démolissait le rêve des deux hommes politiques.

Mischlich repart pour Paris où la séance hebdomadaire du gouvernement a été exceptionnellement avancée au mardi à la demande des deux ministres complices, Pleven et Mayer, qui voulaient s'assurer de la participation de Schuman avant qu'il ne se rende à Londres. A midi, l'ordre du jour est épuisé. Clappier attend fébrilement dans les coulisses les lettres que doit apporter Mischlich. Comble de guigne, la séance est levée et les participants se lancent dans des conversations personnelles. Soudain, Clappier fait irruption pour transmettre à Schuman l'accord d'Adenauer. Tout le monde se rassied.

Schuman fait sa communication, sur un ton, selon des indiscretions, « encore plus elliptique et moins audible qu'à l'accoutumée ! » Ses propositions sont appuyées par Pleven et Mayer et personne ne met en doute l'opportunité du message que le ministre des Affaires étrangères a l'intention de présenter à ses collègues le lendemain à Londres.

Clappier téléphone à Monnet : « C'est acquis, on peut y aller. » Y aller, c'était, selon le plan préétabli par les conjurés, informer la presse qui, à n'en pas douter, donnerait à la nouvelle un aspect spectaculaire. Elle est convoquée en fin d'après-midi. On s'arrange aussi à mettre de toute urgence les ambassadeurs des pays européens au courant afin d'éviter qu'ils n'apprennent les intentions françaises en lisant les journaux.

Simultanément, à Bonn, le chancelier Adenauer, entouré de l'ensemble de son gouvernement, annonce devant trois cents journalistes médusés que l'Allemagne rejoindra le Conseil de l'Europe et que, par pure coïncidence, ce même jour, le ministre français Robert Schuman lui a communiqué un plan qui prévoit de placer l'ensemble de la production du charbon et de l'acier des deux pays sous une autorité commune à laquelle pourraient se rallier d'autres pays européens. Il voit là le démarrage d'une fédération du continent sur un pied d'égalité entre les Etats.

Assemblée consultative sans pouvoir contraignant, le Conseil de l'Europe était une première tentative de coordination et d'échanges. Le nouveau plan français était un pas vers l'intégration politique. L'annonce simultanée à Paris et à Bonn amorça une réaction médiatique en chaîne.

En l'espace de vingt-quatre heures, l'Italie annonce son adhésion, le premier ministre De Gasperi ayant consulté par téléphone les principaux ministres de son gouvernement de coalition. Dans la déclaration officielle, le ministre des Affaires étrangères italien souligne que le projet implique que les Etats renoncent à une parcelle de leurs souverainetés nationales. C'est cette exigence-là qui, en Grande Bretagne, tempéra l'enthousiasme. Après une période d'atermoiements, elle conditionna son adhésion à des clauses particulières en sa faveur. Sous l'impulsion de Monnet, on refusa de tergiverser. Si un des membres de la communauté obtenait des réserves favorables pour lui, pourquoi pas les autres ? Tout l'édifice patiemment élaboré risquait de s'effondrer. La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg ayant entre-temps donné leur totale adhésion, le traité instaurant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier se signa à six.

Il s'est écoulé vingt-huit jours entre l'arrivée fortuite de Paul Reuter dans le bureau de Monnet et l'éclatement de la bombe médiatique simultanément à Bonn et à Paris, puis encore vingt-

trois jours jusqu'à la date à laquelle les six gouvernements annoncent officiellement leur volonté de mettre leur production de charbon et d'acier sous une autorité commune. Dans ce très court laps de temps, l'Europe a basculé.

Un demi-siècle plus tard, dans la cathédrale de Strasbourg, l'archevêque Mgr Doré présidait le service funèbre de Pierre Pflimlin, ardent défenseur de l'Europe et ancien maire de cette ville qui accueille aujourd'hui le parlement européen. Le prélat raconta dans son homélie que lors de sa dernière rencontre avec le défunt, celui-ci lui avait dit avec force : « J'ai vécu un miracle. La réconciliation franco-allemande était un miracle. » Il n'est pas clair si l'ancien maire utilisait le terme dans son sens commun qui désigne un *événement exceptionnel* ou dans celui d'une *intervention divine* que le dictionnaire indique comme sens premier. Nul ne le saura sans doute jamais. Mais qu'importe ! Quelle qu'ait été son intention, risquons l'hypothèse que Pflimlin voulait faire passer un message, celui que si miracle il y a eu, ce n'était pas le fruit béni d'une seule vie, mais celui d'une équipe qui a tiré à une même corde dans la confiance réciproque et sans à priori quant à l'appartenance philosophique ou religieuse de chacun. Là était le miracle. Dès la première heure, l'aventure avait réuni les tenants des diverses composantes du spectre politique européen, des socialistes, des libéraux et des démocrates-chrétiens, dont les rivalités, jusqu'à aujourd'hui, continuent trop souvent à empoisonner le climat politique des pays concernés.

Le socialiste belge Paul-Henri Spaak, prenant connaissance de la Déclaration du 9 mai, se contente de dire, tout ému : « Je voudrais l'avoir écrite. » Quant à Adenauer, démocrate-chrétien comme chacun sait, il chargera un jour un représentant français en Allemagne de transmettre ce message : « Dites à Monsieur Monnet que lorsqu'il m'a proposé son projet, j'ai remercié Dieu. »

Dans leur attitude envers l'Europe, cette convergence entre laïques et chrétiens a perduré et s'est même accentuée par la suite. On se souvient de la photo montrant François Mitterrand et Helmut Kohl la main dans la main. Quant au général de Gaulle, d'abord réticent, il sauta sur le train en marche et fit de l'unité franco-allemande le fer de lance de sa politique européenne. L'idée étant devenue sienne, il s'en est cru l'inspirateur au point que, à la mort de Schuman, lorsque Konrad Adenauer exprima le désir de se rendre aux funérailles, il en fut empêché par le président de la France. Même les plus grands hommes peuvent être parfois mesquins !

Adenauer n'était pas le seul à vouloir remercier Dieu. Pour son nonantième anniversaire, Jean Monnet recevait une carte postale lui apportant les vœux d'un ancien tirailleur de l'armée prussienne dans la première guerre mondiale avec ces quelques mots: « En 1916, dans mon bunker, face à la cathédrale de Reims, j'ai prié le Seigneur qu'il veuille bien réconcilier nos deux peuples afin que cesse ce terrible massacre. Vous avez accompli cette tâche et je vous en remercie. »

Quelles sont les raisons d'une réconciliation réussie qui offrait un changement d'espérance à des millions d'hommes et de femmes en Europe ? Si la source d'eau vive a pu sourdre brusquement au printemps 1950, c'est que depuis longtemps elle avait été alimentée par les gouttes claires qui s'étaient infiltrées peu à peu parmi les terres arides de la haine et de la violence.

Joseph Bech, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, avait fait miroiter l'une de ces gouttes devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des Représentants à Washington. C'était en 1942 et l'Amérique était entièrement axée sur l'effort de la guerre. L'intervention de Bech se révélera prophétique : « L'avenir de l'Europe dépend de sa volonté d'organiser une union de nations dans laquelle chacune doit être d'accord de sacrifier une partie de son

indépendance économique, politique et militaire pour le bien de la communauté... Mais il y a un autre fait capital, l'Allemagne. Et l'Allemagne ne peut pas être exclue de la communauté européenne. »

Après la fin des hostilités, Winston Churchill reprenait le même thème dans son célèbre appel lancé à l'Université de Zurich en septembre 1946 : « Dans la plus grande partie de l'Europe, une masse frissonnante d'êtres humains, tourmentés, usés par les soucis, affamés et hébétés, regardent, atterrés, les ruines de leurs villes et de leurs foyers, et surveillent le sombre horizon dans la crainte de voir surgir une nouvelle forme de tyrannie ou de terreur... Et pourtant, il existe un remède qui, s'il était généralement et spontanément adopté par la grande majorité des peuples, pourrait, comme par un miracle, transformer entièrement la situation et rendre toute l'Europe aussi libre et aussi heureuse que la Suisse. Quel est ce remède souverain ? Il consiste à reconstituer la famille européenne... »

George Marshall, secrétaire d'Etat américain, entrera dans la même logique de paix dans un discours prononcé à l'Université de Harvard. Il propose un plan que les Etats-Unis financeront pour permettre aux nations européennes, y compris l'Allemagne, d'assurer leur reconstruction. « L'initiative, à mon avis, doit venir de l'Europe, » affirme Marshall qui veut laisser aux Européens la responsabilité de la mise en œuvre du plan qui portera son nom.

Les pays communistes ne furent pas oubliés mais les Soviétiques refusèrent d'être associés, au nom de leur souveraineté nationale. La vérité est plus crue. Staline visait l'extension de la souveraineté soviétique à toute l'Europe. Téléguidés de Moscou, les puissants partis communistes de France et d'Italie orchestrèrent une violente opposition à l'aide pourtant très généreuse des Etats-Unis.

En réponse à l'offre américaine, seize pays créèrent l'Organisation européenne de coopération économique dont le ministre belge Paul-Henri Spaak fut le premier président. Le secrétaire général était un Français du nom de Robert Marjolin qui s'attela à sa tâche avec un enthousiasme communicateur. « Au temps du Plan Marshall et de l'OECE, écrit-il dans *Le travail d'une vie*, la coopération européenne se révéla la clé du succès, grâce aux circonstances, mais aussi à la qualité exceptionnelle des hommes qui se vouèrent à cette œuvre commune. »

La qualité des hommes garante du succès ! C'était aussi une caractéristique de l'équipe de Jean Monnet à laquelle s'était référé Robert Schuman dans sa conversation avec Mischlich. Monnet savait choisir ses collaborateurs. Il discernait les qualités, mais aussi les limites de chacun tout en respectant leurs opinions.

En lisant ses mémoires on rencontre plutôt un pêcheur d'hommes qu'un chasseur de têtes. Il place la valeur des gens avant leur appartenance politique, leur nationalité, leurs convictions religieuses et même leur caractère. Il est vrai qu'il ne semble pas avoir échappé aux flatteries de son entourage comme c'est le cas des fortes personnalités qui sont en avance sur leur époque. Robert Marjolin, qui donne par ailleurs un portrait très élogieux du personnage dont il a énormément appris, ajoute cette réserve : « Je ne fus jamais un de ces admirateurs inconditionnels qui formaient autour de lui une espèce d'église et pour qui la parole du maître était à chaque moment une vérité révélée. »

Les qualités personnelles et les relations des collaborateurs entre eux formeraient-elles l'essence de ce qu'on a appelé *la méthode Monnet* ? Lors de ses déplacements, que ce soit à Alger, Washington, ou Londres, il retrouvait en premier lieu ceux qu'il avait connus auparavant et dont il s'était fait des amis. Certains

d'entre eux ont collaboré avec lui pendant des décennies à la faveur de circonstances qui les ont réunis dans le même projet ou le même lieu. La description que Monnet fait de ses collaborateurs est révélatrice d'une attitude jamais dénigrante, toujours perspicace. Un tel maîtrise « une dialectique élégante qui suggère des solutions claires et des formules heureuses ». Tel autre n'est pas seulement brillant diplomate, « il a le courage de grandes entreprises pour lesquelles il n'a pas hésité à risquer sa carrière ». La force morale et le calme légendaire d'un troisième parvient à « dissoudre ces problèmes qu'on dit à tort techniques et qui sont en réalité gouvernés par le bon sens ». Ainsi retrouve-t-on parmi ceux qui se sont engagés d'emblée dans l'élaboration du plan Schuman des hommes avec lesquels il avait collaboré à Washington en 1943.

Son appréciation de Schuman en dit long sur la qualité de leurs relations : « J'aimais sa simplicité et son bon sens et je respectais sa vertu d'honnêteté et la force d'âme qui transparaissaient dans toute sa personne... Je voyais peu à peu s'établir en cet homme secret et profondément croyant la conviction qu'il était le mieux placé pour réussir là où d'autres avaient échoué. » Et il cite ce que Schuman avait déclaré en novembre 1949 à l'Assemblée nationale : « Si je me trouve à cette place, ce n'est pas que je l'aie cherché, mais c'est sans doute parce qu'il a fallu quelqu'un de cette frontière de l'Est pour tenter de faire coexister en paix deux pays qui se sont souvent déchirés. »

Schuman n'a pas écrit ses mémoires et il n'a légué aucun écrit qui exprimerait ce qu'était pour lui sa relation avec Jean Monnet. La grande œuvre que l'Histoire leur a permis d'accomplir ensemble reste cependant un témoignage infiniment plus fort que les paroles.

A part les artisans directs, il faut compter avec la foule d'anonymes, ceux qui dans les différents pays ont tendu la main



et pardonné. Il fut des gestes spectaculaires tels ceux d'Irène Laure, militante dans la Résistance française qui, dans l'immédiat après-guerre, devint députée et secrétaire générale de l'action du Parti socialiste auprès des femmes. Elle se rend en Allemagne où elle rencontre les dirigeants politiques et syndicaux, ceux qui se préparent à diriger ce pays quand la paix aura été signée. Elle parle à la radio et dans des réunions publiques. Partout, elle est porteuse du miracle qui s'est accompli en elle quand elle a perdu sa haine de l'Allemagne et des Allemands. Elle ne dit jamais : « Je vous pardonne tout le mal que vous nous avez fait », mais une simple phrase qui va droit au cœur de tous ses interlocuteurs : « Je n'oublie pas les souffrances de la France. Je vous demande simplement pardon d'avoir haï. » Car le feu de la haine alimente l'incendie de la guerre. Irène Laure est devenue un symbole pour la réconciliation. Combien de Français et d'Allemands, mais aussi de Belges, d'Italiens, d'Anglais, ont retrouvé grâce à elle la foi en un avenir commun ? Cela échappe aux statistiques. Mais les gouvernements savent que sans un appui populaire de leur politique celle-ci un jour échouera.

Autre exemple parmi des milliers, des millions d'autres : Yehudi Menuhin. Un des plus grands violonistes de son époque, il accepte, en 1947, de jouer à Berlin sous la direction de Wilhelm Furtwängler, que beaucoup accusaient de complicité envers le régime nazi. Il s'en est expliqué auprès de ses amis israéliens qui lui en avaient fait le reproche en les invitant au dialogue avec les Palestiniens. « Je me suis considéré presque comme un missionnaire, moi un juif, membre d'un peuple que les Allemands nazis voulaient anéantir, en rapportant à l'Allemagne sa culture musicale qu'elle avait méprisée, leur propre Beethoven. » A l'époque, ce geste n'a pas été compris par tout le monde, à quoi Menuhin répond : « Rien n'est toujours compris par tout le monde. Les politiciens sont faibles,

souvent, parce qu'ils dépendent de la compréhension, de la bonne volonté de tout le monde. Certaines choses doivent être poursuivies même si la majorité est contre. »

L'aventure de l'Europe démontre qu'un petit groupe de personnes déterminées peut amener la majorité à comprendre et à changer de côté. Les artisans de paix dont cette histoire raconte les hauts faits ont permis à leurs pays de quitter la logique de guerre – "ils la lanceront, la bombe" – et de se brancher sur l'engrenage qui, comme pour un train à crémaillère, permet de conduire les passagers vers les sommets.

Quel mérite en retirent-ils, ces conducteurs de la nouvelle Europe ? Citons encore Robert Marjolin qui, dans les notes qu'il a laissées en vue de l'épilogue de son livre, écrit : « J'ai beaucoup travaillé. Je suis parti de très bas ; je suis monté très haut par un effort de volonté. Je n'ai d'abord pas compris ce qui m'arrivait. Puis, pendant un temps, j'en ai conçu une grande fierté. Maintenant je ne sais plus. »

On aimerait pouvoir lui répondre : ce qui compte et ce qui restera, c'est ce que vous avez accompli ensemble. Une tâche commune que Robert Schuman a brillamment résumée lors d'une conférence qu'il fit avec le recul d'une décennie : « L'atmosphère politique, en ce début de l'année 1950, était inquiétante. Nous allions au-devant d'une crise grave, inextricable. La politique inaugurée vis-à-vis de l'Allemagne reprenait d'anciennes routines. C'est alors que, dans un renversement sans précédent des conceptions politiques anciennes, la France prit l'initiative d'une politique entièrement nouvelle. Surmontant des souvenirs douloureux, elle substituait à la rivalité et à la méfiance une solidarité d'intérêts qui devait faire disparaître les causes d'un antagonisme apparemment irrémédiable. »

Encore trois décennies et l'empire soviétique, dont la menace avait mis en branle tout le processus de rapprochement

des pays européens, implorait. La guerre tant redoutée n'avait pas eu lieu. L'efficacité de la politique entièrement nouvelle dont parlait Schuman était validée par les faits. Et lorsque des millions de gens de par le monde virent sur leurs petits écrans le grand violoncelliste et chef d'orchestre Mstislas Rostropovitch jouer de son instrument, tout seul au milieu des gravats, alors qu'une foule en liesse détruisait le Mur de Berlin, ils comprirent qu'une ère nouvelle avait vraiment commencé. Rostropovitch répétait le geste de Yehudi Menuhin qui, comme lui, avait voulu témoigner du pouvoir unificateur de la musique. Rostropovitch était russe de naissance. Yehudi Menuhin l'était par l'origine de sa famille. Tous deux avaient dû renoncer à se rendre en URSS à cause de leurs sympathies pour Alexandre Soljenitsyne. En se produisant à Berlin dans ces moments historiques, ils donnaient la preuve vivante que la faiblesse de l'Esprit triomphait.

### *Bibliographie et notes*

Les sources proviennent en grande partie de deux ouvrages :  
*Un Changement d'espérance*, album d'archives préparé et édité par la Fondation Jean Monnet et le Centre de recherches européennes de Lausanne, sous la direction du professeur Henri Rieben, à l'occasion du cinquantenaire de la déclaration du 9 mai 1950.

Jean Monnet, *Mémoires*, Ed. Fayard, 1976, 645 p.

Les index détaillés de ces deux ouvrages permettent de retrouver la plupart des personnages et des citations.

Konrad Adenauer offre un rapport minutieux des événements dans le premier volume de ses mémoires *Erinnerungen 1945-1953* (Fischer Bücherei, Frankfurt, 1967).

La France et l'Allemagne avaient toutes deux des visées sur la Sarre, ce territoire situé entre les deux pays dont chacun

convoitait les mines de charbon. Le plan Schuman engloba d'emblée ce problème et permit de le résoudre alors qu'il aurait pu, à mesure que l'Allemagne accédait à son indépendance, rester pour longtemps un abcès purulent dans le corps européen. La confiance s'établit entre Adenauer et Schuman en partie du fait que ce dernier parlait couramment l'allemand et qu'ils pouvaient se révéler le fond de leurs pensées sans témoin. Au travers des divergences, ils restèrent unis par la conviction que l'avenir de la Sarre ne devait en aucun cas mettre en péril les relations entre leurs deux pays et, par voie de conséquence, la marche de l'Europe vers son unité.

Le point de vue américain ressort du livre *Plain Speaking, an oral biography of Harry S. Truman*, par Merle Miller (Berkley Publishing, New-York, 1973). Le président des Etats-Unis avait demandé à l'ancien président Herbert Hoover de recenser les besoins alimentaires des pays qui avaient souffert de la guerre. « C'était la première fois depuis des siècles qu'un pays vainqueur se souciait du bien-être des vaincus, » commente Konrad Adenauer. Ceci déclencha le programme du plan Marshall et le renoncement au démantèlement de l'industrie allemande d'armement ainsi qu'au plan Morgenthau qui visait à faire de l'Allemagne un pays agricole.

Ce qui ressort de la lecture de ces divers ouvrages c'est que, de façon providentielle, des hommes qui respectaient les mêmes valeurs éthiques et la même vision géopolitique se sont trouvés, au même moment, dans la conduite des affaires.

Hubert Blankenhorn, le collaborateur personnel du chancelier Adenauer qui accueillit Robert Mischlich à Bonn, était en 1940 en poste à l'ambassade du Reich à Berne. Il faisait partie du réseau de résistance à Hitler qui s'était développé au sein de l'armée et du corps diplomatique avec des ramifications en Italie et au Vatican (cf. Philippe Mottu, *Regard sur ma vie*, diffusé par Caux Edition, 1999).

La citation de Winston Churchill et celle de Robert Schuman en fin de chapitre proviennent de la *Chronologie de l'Histoire de l'Europe* de Jacques Boudet (Editions Nathan, 1991, pp. 290 et 293).

Les citations de Robert Marjolin sont tirées de son livre *Le travail d'une vie* (Editions Nathan, 1991, pp. 176 et 425).

L'histoire d'Irène Laure est racontée par Jacqueline Piguet dans *Pour l'amour de demain*, Editions de Caux, 1985.

Les références à Yehudi Menuhin proviennent de *L'âme et l'archet*, entretien avec Edmond Blattchen (Alice Editions, Bruxelles, et RTBF, Liège, 2001).

En août 1959, Robert Schuman séjourna pendant trois semaines dans le village haut savoyard de Novel, à 1000 mètres d'altitude, au-dessus de St-Gingolph. En visitant l'endroit plus de quarante ans après, j'ai compris dans quelle sobriété vivait celui qui était alors le président de l'Assemblée parlementaire européenne de Strasbourg. Novel, une des plus petites communes de France, abrite deux modestes hôtels de montagne. Ce village sans apparat, avec sa petite chapelle quelque peu décrépite où Schuman assistait quotidiennement à la messe, ne dément pas l'épithète *moine en politique* qu'on décerne parfois à l'homme d'Etat français. Assoiffé de solitude, il déclara en prenant congé du directeur de l'hôtel Grammont qu'il avait passé chez lui ses meilleures vacances (cf. *Le Messager*, supplément *France voisine*, Thonon, juillet 1999).

De l'autre côté du lac Léman, dans un village situé en face de Novel, à la même altitude, j'ai retrouvé l'homme politique italien Giovanni Bersani. Dans le sillage de Schuman, il a consacré sa vie à faire que la phrase, rajoutée in extremis dans la déclaration du 9 mai 50 sur la responsabilité de l'Europe envers l'Afrique, ne reste pas lettre morte. Il fut l'instigateur des accords bilatéraux entre l'Europe unie et les Etats africains. Voyageur infatigable, il les a tous visités au cours d'une carrière

qui n'a pas pris fin quand il a quitté sa charge de parlementaire européen. Lorsque je l'ai revu à Caux, dans les imposants bâtiments de l'ancien Caux Palace où se tiennent depuis des décennies des rencontres internationales informelles, il venait de s'entretenir avec un groupe d'Africains de la région des Grands Lacs engagés dans un processus de réconciliation. Agé de 88 ans, il était accueilli en vieux sage parmi les représentants d'entités politiques et militaires en conflit. Pour mettre en œuvre la vision des pionniers, il aura fallu l'engagement dans la durée d'hommes et de femmes qui, comme Bersani, ont renoncé parfois à des propositions alléchantes dans le gouvernement de leur pays.

L'esprit de l'Europe perdure ainsi au-delà de programmes uniquement économiques et politiques et s'étend aujourd'hui à l'est et au sud du continent.

## 6. A la rencontre de l'Afrique

Au gré de rencontres et de lectures, je découvre le chemin de la guérison communautaire qui laisse en arrière les préjugés et la comparaison.

### *Anecdotes sénégalaises*

Sur une bonne route en dehors de Dakar, je mords légèrement sur une ligne blanche en conduisant une voiture louée. Un policier, posté au bord de la route, me fait signe d'arrêter. Il dresse immédiatement un procès-verbal exigeant une amende de six mille francs CFA (18 €) que je dois aller régler au poste de police le plus proche, situé à seize kilomètres. Entre-temps, mon permis de conduire sera confisqué. Au bas mot, cela fait une bonne heure de route supplémentaire. Je reconnais ma faute, même si j'ai eu de nombreuses occasions, les jours précédents, de constater que les règles de la circulation font davantage partie du décorum que de la pratique des automobilistes. Je tente donc de parlementer et quel n'est pas mon étonnement d'entendre le serviteur de l'ordre me proposer un arrangement :

- Vous êtes sûrement pressé. Vous me remettez cinq mille francs et vous êtes quitte.
- C'est fort aimable de votre part mais il faut me donner un reçu.
- Ah non ! Pas de reçu.
- Alors où va l'argent ?
- Ceci ne vous regarde pas.

Dans un premier temps, je suis tenté d'accepter. J'ai un compagnon de voyage dans la voiture et il n'appréciera sûrement pas le retard. Je parle même tout de même :

– Si je vous comprends bien, vous me proposez de vous donner à vous de l'argent pour éviter une amende.

– Mais pas du tout. Je ne vous ai rien proposé du tout. Ce serait une corruption de fonctionnaire, délit très grave, aussi bien pour le corrupteur que pour celui qui accepte l'argent. J'essaie simplement de vous aider.

En moi-même, je me dis : ça, c'est bien l'Afrique ! et, à cours d'argument, je marmonne :

– Je vois que nous finirons tous les deux en prison.

Je fais deux pas vers la voiture et me penche vers mon compagnon :

– Serais-tu disposé à prendre le volant ? Je vais lui laisser mon permis et je m'en ferai refaire un à notre retour.

Le policier a entendu :

– Bon ! Pour cette fois ça ira mais à l'avenir soyez attentif aux lignes blanches.

Fier d'avoir élégamment contribué à endiguer la corruption endémique, je n'avais pas encore compris qu'un policier, sous payé, voire pas du tout, rançonne au vu et au su de ses supérieurs pour faire vivre sa famille.

A Dakar, le lendemain, je rencontre la même pratique. On attend l'arrivée d'une trentaine de délégations de haut niveau pour un sommet islamique. Les grands hôtels ont été réquisitionnés d'un jour à l'autre et nous ne pouvons garder nos chambres que par le fait que notre départ est programmé dans les quarante-huit heures. Un important dispositif est mis en place dans le hall de l'établissement pour filtrer les entrées alors que les membres du personnel ont reçu un imposant badge avec leur nom et leur photographie.



Dans la soirée, mon collègue sort pour prendre l'air. A son retour, il trouve l'entrée barrée par des soldats armés qui font passer chacun sous un portique de détection de métal. Un gendarme l'interpelle :

– Où est votre badge ?

– Quel badge ? Je suis client de l'hôtel et personne ne m'a donné de badge.

– Je ne veux pas le savoir. Vous devez payer une amende de cinq mille francs.

A ce moment, arrive un cameraman de télévision, chargé de matériel.

– Votre badge.

Enervé, il sort un billet de dix mille et rentre, avec tous ses bagages, sans autre forme de procès et sans contrôle. Quant à mon collègue, il en profite pour se faufiler à l'intérieur. Mais la police veille. Quelques minutes plus tard, il est rattrapé dans sa chambre par un coup de téléphone. Il refuse net de verser quoi que ce soit et en est quitte.

Commentaire du portier de l'hôtel : « Vous avez bien fait. Ces gendarmes se font des milliers de francs par jour. »

On comprend pourquoi tel chef d'Etat attendu à la conférence ait jugé prudent de ne pas y participer car « les conditions de sa sécurité n'étaient pas assurées ».

Si les rançons se paient en coupures de mille, le menu peuple compte l'argent à l'unité. Attablé à la buvette de l'aéroport, je sirote un coca-cola. S'approche un homme à peine plus haut que la table. Il est estropié. Une de ses jambes est enroulée autour d'un grande canne qui lui permet de se déplacer.

Toute misère comme celle-ci m'interpelle. Elle me met mal à l'aise, non par authentique compassion mais parce qu'elle me force à me positionner : détourner le tête, saluer, sourire, faire

un geste d'aumône ? Tout cela est dérisoire et je me sens démuné. L'homme s'appuie sur la table :

– Pourriez-vous changer mon argent ? J'ai des pièces de monnaie françaises et la banque ne les prend pas.

Sans doute a-t-il mendié dans l'aéroport à l'arrivée des vols de France. J'ai dans la poche un billet de vingt francs que je lui montre :

– Avez-vous de quoi ?

Il se met à aligner sur la table des pièces de cinquante centimes, un franc, deux francs. Il compte jusqu'à dix-huit et moi, soudainement ému, je dis :

– Bon ça va !

Et je lui tends le billet. Il insiste, ajoute deux pièces de un franc et s'éloigne en me lançant :

– Merci mon ami.

Il s'éloigne. Je reste attablé, absorbé dans mes pensées. Pendant toute la journée, cet homme a fait son travail de mendiant qui lui permet de vivre. Avec moi, il procédait à un échange, d'égal à égal. Il n'avait pas besoin de ma pitié. Je dois respecter sa dignité comme il respecte la mienne, entre amis.

Un pneu crevé nous force à nous arrêter à une station d'essence. Voilà le docteur, dit le pompiste en indiquant un homme en train de manier un tuyau d'eau.

– Oui, s'exclame celui-ci, je suis le docteur des voitures. Amenez le malade.

– J'ai attrapé un clou. Combien coûtera la réparation ?

– Trois cents francs pour un trou, six cents pour deux trous.

La logique de cette arithmétique m'échappe, mais la somme est dans l'un et l'autre cas si dérisoire que j'accepte d'emblée le marché.

– Revenez cet après-midi, le malade sera guéri.

Je suis revenu à six heures, craignant que notre docteur ne soit parti. Mais non, il est ici, en train de faire les derniers nettoyages.

– Voilà la roue, dit-il. Il y avait deux trous et voici le clou. Vous pouvez le jeter mais pas sur la route, dans la brousse.

Il remet la roue en place pendant que je sors mon porte-monnaie. Quand tout est prêt, il se tourne vers moi et dit presque timidement :

– Il faut être honnête. Il n’y avait qu’un trou.

Je suis interpellé par cette franchise. Désarçonné, je sors un billet de cinq cents francs :

– Voici trois cents pour un trou et deux cents pour l’honnêteté.

– Merci. Je suis très content.

Avant de quitter la ville, mon camarade et moi passons par la station d’essence. Le docteur des voitures est en pleine action. Il nous lance :

– Vous avez ramassé de nouveau un clou ?

– Non. La voiture marche très bien depuis que vous l’avez réparée et, pour vous remercier, nous vous avons apporté un cadeau.

Le transporteur qui a organisé notre voyage nous a remis un linge éponge publicitaire, bien emballé dans un carton. Sans l’ouvrir et sans savoir ce qu’il contient, notre docteur se met à sauter de joie, à amener les employés de la station en tapant sur les vitres afin que tous voient le paquet qu’il a reçu.

## Ayi Kwei Armah : *Les guérisseurs*

*L’histoire se déroule à la fin du dix-neuvième siècle au pays des Achantis, dans la région de Kumasi, l’ancienne capitale du Ghana . C’est l’époque des conquêtes coloniales. La fin du*

*pouvoir indépendant du roi et de son régime semble inéluctable. Mais la cause de cet effondrement n'est pas imputable uniquement à la force destructrice de l'Europe. Les guerres incessantes entre tribus ont provoqué la désintégration de la société africaine qui a laissé la division se répandre en son sein. Seuls conscients de leur propre déliquescence, les guérisseurs tentent d'en soigner les causes.*

*Ce texte, traduit et condensé de l'anglais, met en scène le guérisseur Damfo en conversation avec son jeune novice Densu. Il est extrait du roman historique de Ayi Kwei Armah The Healers, paru aux éditions Heinemann.*

- Est-ce que tout le monde peut devenir guérisseur ?
- Il y en a peu qui désirent l'être.
- Mais, est-ce que chacun pourrait l'être ?
- Non.
- Pourquoi pas ?
- Le guérisseur doit avoir une nature de guérisseur.
- Ce qui veut dire ?
- Je ne puis répondre juste comme ça, dit Damfo. Tout d'abord, celui qui deviendra guérisseur doit se fixer un critère de vérité dans ce qu'il voit, ce qu'il entend, ce qu'il comprend et ce qu'il fait.

Sa propre remarque fit rire le guérisseur qui poursuivit :

- Tu comprends pourquoi cette vocation n'est pas très populaire. Le guérisseur préfère voir, et entendre, et comprendre plutôt qu'acquérir un pouvoir sur les autres. La plupart des gens préfèrent le pouvoir.
- Qui donne au guérisseur sa nature ?
- La même force qui lui donne la vie.
- C'est-à-dire ?
- Je ne sais pas. Mais il ne suffit pas d'avoir une nature de guérisseur. Il faut aussi une formation, une préparation.

- Est-ce difficile ?
- Infiniment difficile.
- Pourquoi ?
- Tout d’abord le guérisseur recherche l’inspiration et rejette la manipulation.
- Je crois que je comprends *inspiration*, dit Densu. Mais *manipulation* ?
- C’est une maladie très répandue qui provient de l’aveuglement spirituel. Si je ne suis pas spirituellement aveugle, je vois ton esprit. Je lui parle lorsque je voudrais que tu fasses quelque chose avec moi. Si ton esprit est d’accord, il met ton corps en mouvement et tu agis. Ça, c’est l’inspiration. Mais si je ne vois pas ton esprit et ne vois que ton corps, je te forcerai à faire ce que je veux ou j’agirai par ruse afin que tu le fasses, même en contradiction avec la volonté de ton esprit. Ça, c’est de la manipulation. Elle s’empare du corps d’une personne et le sépare de son esprit qui lui donne la direction. Le guérisseur est un ennemi perpétuel de la manipulation. Sa méthode est l’inspiration.
- Pourquoi as-tu dit que guérir les gens n’est pas ton véritable travail ?
- J’ai dit ça, moi ? Ce n’est en fait qu’une partie de mon travail. Mon plein travail consiste...
- Le guérisseur fit un effort pour trouver le mot juste, soupira, sourit, puis en désespoir de cause, dit :
- ... la plénitude. Penses-y. Guérir un individu consiste à lui rendre l’unité du corps et de l’esprit. Un peuple peut souffrir de la même maladie. Guérir tout un peuple est l’action suprême. Bien plus importante que guérir des individus.
- L’unité et la santé sont donc une seule et même chose ?
- Pour les guérisseurs, oui. La santé, c’est l’harmonie entre toutes les composantes. Si dans un individu, le corps et l’esprit sont en accord, le muscle se tend pour soutenir la volonté et la

main fait ce que le cerveau a décidé. Mais, si un os est cassé, lorsque le cerveau en accord avec la volonté veut agir, les deux parties de l'os cassé sont en conflit et cela empêche l'exécution. La guérison doit alors intervenir mais ce n'est là qu'un cas primaire.

– Comment primaire ?

– Il y a des maladies qui proviennent d'un conflit entre le corps et l'esprit chez un même individu. C'est plus grave et plus long à guérir. Il faut parfois des années.

– C'est un travail sublime, s'exclama Densu.

– Oui, mais pas le plus sublime. Il y a des maladies plus graves encore. Lorsque, dans une communauté, une personne se heurte, corps et âme, à une autre personne, c'est aussi une maladie.

– Mais est-ce que cela concerne aussi les guérisseurs ?

– Mettre fin à toute fracture contre nature fait partie de notre travail.

Ce soir-là et pendant la nuit, Densu ne put s'empêcher de penser au travail du guérisseur...

Quand arriva le matin, il savait que sa vie avait changé.

## *Afrique du Sud*

### **7. Les artisans de la maison commune**

Le Cap, 2 février 1990. Atmosphère fébrile dans l'enceinte du parlement en ce jour de son ouverture. Par des élections démocratiques réservées aux seuls blancs, l'Afrique du Sud s'est donnée un nouveau président et il va prononcer son discours de politique générale. La presse est aux aguets, tout comme les observateurs étrangers. Depuis un certain temps, on parle de réformes constitutionnelles et on se demande si elles vont finalement être mises en œuvre. Mais, parmi les populations si diverses du pays, les aspirations sont contradictoires. Les uns réclament à hauts cris l'abolition des lois raciales discriminatoires. Les autres exigent des mesures de sécurité renforcées alors que le pays glisse de plus en plus vers le chaos.

A 53 ans, Frederik De Klerk est le plus jeune président de l'histoire de la République. Son prédécesseur, Peter Botha, a été écarté du pouvoir après avoir subi une attaque cérébrale qui n'était peut-être pas étrangère au fait qu'il se trouvait tiraillé entre des nécessités irréconciliables. Il s'est montré incapable de mettre en œuvre un programme de réformes, même timides, face à une recrudescence exponentielle de la violence politique et aux critiques de plus en plus véhémentes de la communauté internationale.

Le nouveau président, considéré comme un conservateur prudent, n'a presque aucune marge de manœuvre. Lorsqu'il monte à la tribune pour prononcer son discours d'investiture, personne ne s'attend à des révélations spectaculaires. Et c'est la

stupeur ! En l'espace de trois quarts d'heure, il annonce la reconnaissance légale du Congrès national africain (ANC), banni depuis que celui-ci a adopté le recours à la violence, celle de deux mouvements plus radicaux encore, Conscience noire et Congrès panafricain (PAC), enfin du parti communiste soupçonné par l'establishment de noyauter les autres. Et ce n'est pas tout. Les bantoustans, ces réserves tribales pour Noirs, seront démantelés et les prisonniers politiques libérés. Y compris le plus célèbre d'entre eux, Nelson Mandela, qui a échappé de justesse à la condamnation à mort vingt-sept ans plus tôt pour avoir organisé l'armée secrète de libération.

Ce discours annonce un retournement politique, une véritable perestroïka avant la lettre, qui ouvrira la voie vers une Afrique du Sud entièrement nouvelle. Les vieux dogmes qui ont conditionné le pays depuis un demi-siècle sont jetés aux orties sans accommodements.

Deux ans plus tard, l'électorat blanc, le seul qui soit reconnu par la Constitution, approuvera par septante pour cent de oui la réforme proposée. Encore deux ans et des élections générales permettront de mettre en place un gouvernement qui non seulement associe le Congrès national africain, devenu parti politique, mais lui donne une très large majorité. Qu'est-ce qui a permis cette rapide, voire brutale transformation, à la fois d'institutions et de mentalités, jusqu'ici cloisonnées en autant de chapelles ?

Pour comprendre, il faut retourner en arrière jusqu'au milieu du dix-septième siècle lorsque les premiers colons hollandais débarquent sur la côte du Cap, à l'extrême sud du continent. Arrivent ensuite des huguenots français qui, à la suite de la révocation de l'Edit de Nantes, cherchent un lieu de refuge les mettant à l'abri des persécutions religieuses. Ils s'approprient les terres et trouvent sur place une main d'œuvre indigène complaisante, parfois réduite en esclavage.



Au début du 19<sup>e</sup> siècle, les Anglais établissent une colonie dans la région du Cap qui sert à l'origine de relais sur la route des Indes et qui impose peu à peu leur domination sur la région. Leur politique libérale et l'abolition de l'esclavage réveillent l'instinct identitaire et sécuritaire des colons boers qui avait poussé leurs ancêtres à fuir l'Europe. Sous la conduite de Piet Retief, quarante-cinq mille d'entre eux quittent leurs terres et partent vers le Nord à la recherche de nouveaux espaces. C'est le Grand Trek qui est resté un des hauts faits de l'imagerie historique de la communauté boer. Mais les trekkers se heurtent aux Zoulous qui ont établi un véritable empire. Une bataille féroce s'engage et Dingane, le roi des Zoulous, tue Piet Retief. La revanche ne se fait pas attendre et, malgré leur supériorité numérique, les Zoulous sont massacrés et vaincus.

Obnubilés par la recherche d'une « terre promise », les Boers s'installent au Transvaal et au Natal et fondent quatre petites républiques autonomes dont l'Etat libre d'Orange. La découverte de mines d'or et de diamant exacerbe leurs relations avec les Anglais qui tentent de les déloger par la force. Après une première guerre dans laquelle ils se font battre, les Anglais sortent vainqueurs de la deuxième guerre des Boers. Huit ans plus tard, en 1910, la création de l'Union sud-africaine met fin au conflit en réunissant l'ensemble des populations de souche européenne. Le pays est reconnu internationalement et entre dans le Commonwealth. Il est gouverné selon un régime démocratique à la Périclès dont sont exclus les populations noires pourtant majoritaires, les Indiens et les Métis.

Historiquement, culturellement et aussi humainement, le pays est un kaléidoscope de populations fort diverses qui ont chacune leurs intérêts et leurs aspirations propres. L'antagonisme boer/anglais persiste, même si les deux communautés gèrent ensemble les affaires. Quant à celles qui sont laissées pour compte, elles commencent à s'émanciper. En 1912, le Congrès

national africain est fondé sous le nom de Congrès national des indigènes d'Afrique du Sud. Il vise à la conquête des droits politiques pour tous les habitants du pays.

La première manifestation en faveur de la reconnaissance des droits des non Européens est due à Mohandas Gandhi. Arrivé à Durban en 1893, il a rassemblé les Indiens du Transvaal et du Natal dans un congrès qui mène les premières campagnes contre les lois discriminatoires. Un incident a déclenché en lui une prise de conscience. A vingt-trois ans, un diplômé d'avocat anglais en poche, Gandhi est venu en Afrique du Sud pour défendre la cause d'une firme indienne. Imbu de son statut, vêtu du costume que portent en Angleterre les tenants de sa profession, il monte dans le train qui doit le conduire à Pretoria où se déroule le procès et s'installe dans un wagon de première classe. Le contrôleur lui fait remarquer que le compartiment de première est réservé aux Blancs. Gandhi répond qu'il est étranger et qu'il a une mission à remplir auprès de la Cour suprême. Rien n'y fait. Le contrôleur persiste. Lui n'obtempère pas. Il est alors prié de descendre du train à la prochaine station. Il y passera le reste de la nuit transi par le froid.

Il raconte : « J'étais pris dans un dilemme. Je pouvais rompre mon engagement car je me trouvais confronté à des circonstances dont je n'avais pas été averti. Ou je pouvais supporter l'affront et remplir ma mission. Le doute occupait mon esprit. Tard dans la nuit, je conclus que rentrer en Inde serait poltron. Je devais aller à Pretoria même si on m'insultait. Je résolus d'exploiter les moyens qui seraient à ma disposition pour changer les choses. Cette résolution pacifia et renforça mon esprit. »

Dans un livre qui analyse les événements du dernier siècle en Afrique du Sud, Allister Sparks présente cette expérience, restée fondamentale dans la vie de Gandhi, comme « un de ces signes

du destin qui font l'histoire ». Il n'hésite pas à affirmer qu'elle a non seulement marqué le cours des événements en Afrique du Sud mais qu'elle est à l'origine d'une *stratégie philosophique* qui a inspiré la décolonisation en Asie et en Afrique, les campagnes pour les droits civiques aux Etats-Unis, et qu'elle continue à influencer les mouvements nationalistes, alternatifs et tiers-mondistes dans le monde entier.

En affirmant cela, Sparks se laisse-t-il emporter par un élan journalistique ? C'est aux historiens et aux politologues d'en débattre.

Gandhi, quant à lui, a vite l'occasion de mettre à profit sa résolution de la nuit. Une partie du voyage doit s'effectuer en diligence. Malgré son ticket de première, le contrôleur l'enjoint de s'asseoir sur un tas de toile de jute. Gandhi refuse et se fait frapper au visage. Arrivé à Johannesburg, il veut descendre dans un grand hôtel. On lui dit que toutes les chambres sont occupées. Ces brimades ne l'aigrissent pas mais le confortent dans sa décision de mettre fin à toute injustice.

A sa fondation en 1912, le Congrès national africain (ANC) adopte la doctrine de résistance civile sans violence que Gandhi a élaborée à la suite de ces incidents. De son côté, le parlement de la nouvelle Union sud-africaine adopte une loi qui interdit aux Noirs d'acquérir des terres en dehors de réserves préétablies et même d'être logés dans des propriétés de Blancs, à l'exception de leurs serviteurs de maison.

L'écrivain africain Sol Plantjee, qui publia un livre sur la vie indigène en 1916, avait compris à quoi conduisait une telle politique lorsqu'il écrivait : « L'Afrique du Sud a légalement cessé d'être la patrie de ses enfants indigènes dont la peau pigmentée n'est pas conforme à la teinte réglementaire. » En même temps, l'écrivain blanc Olive Schreiner stigmatisait cette politique dans une série d'articles envoyés à un journal du Transvaal : « Si nous ne voyons dans notre voisin de couleur

qu'une machine à rendement, s'il est dépossédé de terres qu'il a su cultiver avec aptitude, si nous l'obligeons à se transférer par millions dans des enceintes réservées et dans les taudis de nos villes, sans droit à la citoyenneté, alors je préfère jeter un voile sur l'avenir de ce pays. »

Personne n'écoute les prophètes et le cercle vicieux s'enclenche dans une ronde infernale qui conduira à l'apartheid et durera trois quarts de siècle.

Malgré des attitudes traditionnelles différentes, les deux communautés blanches bénéficient du système et y trouvent leur compte. Les Boers, après les vexations de la persécution religieuse dans leur pays d'origine, aspirent à vivre entre eux dans un environnement sécurisé. La communauté anglaise, moins structurée et moins nombreuse, trouve dans la sphère économique assez de possibilités de prospérer grâce aux gisements d'or et de diamant. Elle a besoin de main d'œuvre et l'apport de travailleurs migrants est bienvenu. Les deux communautés développent ainsi des attitudes divergentes envers les races majoritaires sans pour autant s'affronter. Les Boers visent à la séparation totale. Les Anglais estiment que les autres peuples pourraient être intégrés dans la mesure où ils acceptent leur manière de vivre.

« Je prétends que nous sommes la meilleure race au monde, affirmait Cecil Rhodes, le pionnier de la colonisation britannique en Afrique australe. Plus nous en occupons d'espace, mieux c'est pour la race humaine. »

C'est un juriste africain, diplômé d'Oxford et de Columbia University, qui fonde avec trois collègues, le Congrès national africain (ANC), resté jusqu'à ce jour le principal défenseur de la communauté majoritaire du pays. La première convention qui réunit des chefs coutumiers et des notables décide d'envoyer à Londres une délégation qui fera part au gouvernement de la

couronne de leur opposition à la loi sur les terres. Elle est aimablement reçue mais on lui fait remarquer que l'Union sud-africaine est désormais un pays souverain et qu'il faut faire valoir des revendications dans l'arène politique de ce pays. C'est le déclic qui amorce la conscientisation de la population noire. Des manifestations de protestation s'organisent dans les fermes, des grèves dans les mines et des rassemblements de femmes qui s'insurgent contre l'introduction de permis de déplacement pour les gens de couleur.

Les communautés sans droits politiques aspirent à vivre dans un pays où tous ceux qui l'habitent sont mis sur un pied d'égalité. On verra que la marche de l'Histoire est de leur côté.

A l'issue de la deuxième guerre mondiale, alors que le monde entier passe par de profonds bouleversements, la victoire de Malan aux élections de 1948 marque un tournant dans le sens contraire à la tendance générale du monde occidental. « Aujourd'hui, l'Afrique du Sud nous appartient à nouveau. » Tel est le cri de victoire du nouveau premier ministre. Appartenir à qui ? Aux Afrikaners qui, devenus majoritaires parmi les Blancs, ont gagné les élections, aux Boers, descendants des premiers colons hollandais, aux huguenots qui, après avoir été persécutés en Europe pour leur foi, ont dû se battre pour leur survie dans une « terre promise ». Enfin, pensent-ils, on va pouvoir réaliser le rêve fou de bâtir une nation où tous les citoyens parleront la même langue et adoreront le même Dieu.

Malan renforce le système ségrégationniste et le programme politique selon une philosophie et une théologie qui ont été élaborées au cours des années par des intellectuels, des théologiens et des membres d'une société secrète, le *Broederbond*. « Il s'agit d'assurer à la nation afrikaner un foyer pour la postérité. » Ainsi s'exprime l'idéologue du mouvement

Geoff Cronje, professeur de sociologie à l'Université de Pretoria, dans un livre qui fait école dans son milieu pendant un demi-siècle. Mais, comme on ne peut pas faire abstraction des masses noires, beaucoup plus nombreuses, l'auteur ajoute : « Tout Afrikaner a le devoir d'indiquer le chemin par lequel l'indigène devra être conduit, dans son propre intérêt, vers son propre développement. »

L'homme qui est considéré comme responsable de la mise en application systématique de cette idéologie, d'abord en tant que ministre des Affaires indigènes dans le gouvernement Malan, puis comme premier ministre, s'appelle Hendrik Frensch Verwoerd. Dans la pratique, il s'agit de séparer les communautés raciales en autant d'entités distinctes. Cela implique diverses mesures dont la première consiste à limiter le droit des Noirs de résider dans les villes. Seuls ceux qui y ont habité sans interruption depuis quinze ans et qui ont travaillé pour le même employeur pendant dix ans y sont autorisés. Tous les autres doivent déménager dans les zones du pays réservées aux tribus noires. S'ils veulent trouver un emploi en ville, ils doivent obtenir des permis saisonniers auprès des administrations locales. Un ouvrier qui perd son emploi a trois jours pour en trouver un autre, sans quoi il est tenu de retourner dans la région qui est considérée comme son *chez lui*. Les données de chaque individu sont inscrites sur une carte d'identité qu'il est tenu de porter toujours sur lui sinon il risque l'arrestation immédiate.

Deux années après la mise en application de cette loi, les infractions provoquant une arrestation se montent à deux mille par jour.

Corollaire de ces mesures, il faut renforcer les institutions traditionnelles des bantoustans en leur conférant un pouvoir d'administration locale. Rejetant l'assimilation de l'intelligentsia africaine, on veut encourager les traditions

tribales et asseoir le pouvoir de chefs complaisants. Il faut aussi repenser les méthodes d'éducation en les adaptant aux possibilités offertes aux Noirs, tout en leur enlevant l'espoir factice de se trouver un avenir dans l'univers des Blancs.

Ce programme exposé sèchement donne aujourd'hui des frissons dans le dos. A l'époque, il est poursuivi avec une conviction presque messianique. Verwoerd est lui-même convaincu d'avoir été choisi par Dieu pour guider son peuple en ce moment historique. Ses discours devant le parlement monocouleur sont prononcés sur un ton professoral et monotone. Ils durent rarement moins de deux heures. Les journalistes s'endorment dans la tribune de la presse alors que les députés du parti au pouvoir sont assis sur le bord de leurs chaises, prêts à s'indigner bruyamment de toute contestation dans les rangs de l'opposition.

Malgré le pouvoir mythique qu'il exerça sur ses troupes, Verwoerd fut peu regretté lorsqu'il fut assassiné par un huissier du parlement pris d'un accès de folie. A défaut d'une alternative acceptable, ses idées utopiques et irréalisables continuèrent cependant à influencer la politique du pays.

Non sans de sérieuses dissensions internes, l'ANC reste officiellement fidèle à la non-violence jusqu'en 1961. Lorsque le gouvernement fait légaliser la classification de chaque habitant selon son appartenance à un groupe racial qui le relie à une portion définie du territoire, les Africains, les Indiens et les Métis se trouvent rassemblés dans la protestation. Dans les rangs de l'ANC, on envisage une vaste campagne unitaire mais une grave controverse éclate entre ses dirigeants et ceux du Congrès indien. Faut-il adopter le principe de non-violence ou laisser ouverte la possibilité d'utiliser d'autres méthodes de pression, sous-entendu la violence ? Le fils du mahatma Gandhi, personnalité emblématique de la communauté indienne,

rédacteur du journal *Indian Opinion*, se fait l'avocat de la méthode que son père a éprouvée en Inde. Certains délégués admettent avec lui qu'elle est moralement supérieure à toute autre car elle vise à convertir l'adversaire. D'autres, avec Nelson Mandela, défendent une position plus pragmatique : les circonstances décideront. Contre la position âprement défendue par Manilal Gandhi, on adopte un texte qui prône la non-coopération et la non-violence sans exclure toutefois d'autres mesures si nécessaire. Mandela est désigné coordinateur général de la campagne.

La communauté noire n'est pas homogène, tant s'en faut. Elle est divisée en tribus, voire en véritables nations avec des langues différentes. On comprend que les théoriciens de l'apartheid aient tablé sur cette constatation et que la résistance soit restée diffuse pendant des décennies. Dans les années quarante, des jeunes intellectuels africains et des étudiants de l'université Fort Hare, fondée en 1916 par des missionnaires écossais, créent la Ligue de la jeunesse du Congrès national africain. Leur but est de dynamiser le mouvement en lui donnant une assise plus large permettant des actions de masse.

Si les chantres de l'apartheid ont leur idéologue en la personne de Cronjé, les africanistes se réfèrent à Anton Lembede, un des premiers juristes africains, qui proclame des idées inspirées en partie du combat des Noirs aux Etats-Unis : « L'Afrique aux Africains » et « la couleur de ma peau est belle comme la terre de notre mère l'Afrique ». Lembede galvanise le petit groupe qui s'est formé autour de lui. On y trouve certains de ceux qui sont restés les coordonnateurs de la revendication noire jusqu'à la fin de l'apartheid : Oliver Tambo, Walter Sisulu et Nelson Mandela.

« Charmé par le paternalisme colonialiste, j'étais sur le point d'être associé à l'élite noire que l'Angleterre s'efforçait de créer



en Afrique, écrit Nelson Mandela dans ses mémoires, mais avec Lambede j'ai compris que l'antidote se trouvait dans le nationalisme africain militant. »

Tout en restant fidèle à la ligne politique que l'ANC avait adoptée lors de sa constitution en 1912, le manifeste de la Ligue de la jeunesse rejette l'idée que le pouvoir blanc participe au développement des Africains. La libération sera conquise par les Africains eux-mêmes. L'africanisme de Lambede, qui implique l'exclusivisme racial, n'est cependant pas accepté par tous. Certains rappellent que des Blancs sympathisants soutiennent leur cause comme par exemple les membres du parti communiste. Pour parer au miroitement de l'univers des Blancs et au complexe d'infériorité qu'il suscite parmi les Noirs, Mandela se déclare à l'époque fermement opposé à l'inclusion des Blancs, qu'ils soient communistes ou non.

A Fort Hare, le professeur Z.K. Matthews enseigne l'anthropologie et le droit coutumier. Membre de la classe restreinte des intellectuels de race noire, il est très respecté par les étudiants. La lecture de l'autobiographie de Booker Washington, le pionnier de la cause noire aux Etats-Unis, a suscité en lui un intérêt puis un engagement pour les droits civiques. Invité pour une année d'enseignement dans une université américaine, il a pris du recul. Rentré au pays, il propose à l'ANC d'organiser une convention nationale, un congrès du peuple, qui rassemblerait des représentants de toutes les communautés, quelles que soient leurs races et leurs couleurs.

L'assemblée nationale de l'ANC accepte l'idée et nomme un comité d'action conduit par le chef Albert Luthuli qui vient de prendre la présidence du mouvement. Les organisations des Indiens et des Métis se rallient ainsi que le Congrès des démocrates dans lequel se retrouvent des membres du parti communiste maintenant hors la loi. On invite les partis officiels

d'opposition représentés au parlement. Même si ceux-ci déclinent, le geste est significatif.

Le Congrès, qui a lieu en juin 1955, attire quelque trois mille personnes, deux tiers de race noire, le troisième tiers se divisant entre Indiens, Métis et Blancs. L'impressionnant rassemblement, qui se tient en plein air, à l'ombre des gommiers, dans un village multiracial au sud de Johannesburg, préfigure la vision d'avenir qui inspire les délibérations : « L'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui l'habitent. » Cette phrase reflète une espérance et inspire un programme. Elle figure en préambule de la *Charte de la liberté* qui émane des délibérations.

Les assises devaient durer deux jours. Le premier jour, les articles de la Charte mis aux voix sont approuvés malgré les objections des africanistes qui restent par principe anti-Blancs et réfutent l'idée d'une future société multiraciale. Le deuxième, au moment où l'ensemble du document doit être ratifié, un contingent de policiers armés font irruption, se mettent à contrôler l'identité des gens et à confisquer des documents. On frise l'affrontement mais un orchestre africain entonne un air populaire et le calme prévaut.

Sans se laisser dominer par les cris de haine et les slogans d'inspiration marxiste des extrémistes, la convention dans son ensemble souscrit à un appel à l'unité qui retentit bien au-delà des frontières sud-africaines : « Nous, peuple de l'Afrique du Sud, proclamons à la connaissance de notre pays et du monde que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui l'habitent, Noirs et Blancs, et qu'aucun gouvernement ne peut prétendre justifier son autorité sans l'aval du peuple tout entier... »

Il est évident qu'une telle aspiration ne peut être satisfaite sans l'abandon des lois de l'apartheid. Pris à son propre piège, le gouvernement choisit la répression. Dans l'année qui suit, les auteurs de la charte et les organisateurs d'autres campagnes de protestation sont systématiquement arrêtés dans toutes les

régions du pays et accusés de trahison. Parmi les cent cinquante-sept personnes arrêtées, figurent la plupart des membres du comité exécutif de l'ANC. Il s'ensuit un procès qui tire en longueur pendant plusieurs années pour aboutir à l'acquittement de tous les prévenus. L'accusation n'a pas réussi à réunir la preuve que les prévenus font partie d'une « conspiration inspirée par le communisme international en vue de renverser le gouvernement sud-africain par la violence ».

Les condamnés sont relâchés mais les espoirs suscités parmi les populations de couleur par la Charte de la liberté ont été anéantis. La violence reprend le dessus bien que la Charte qui, par son contenu et par son style, s'apparente à la Déclaration française des droits de l'homme et à la Déclaration d'indépendance américaine, continuera à inspirer ceux qui combattent pour que les droits de tous soient reconnus.

Le cycle infernal perdure. Campagnes de protestation d'un côté, militarisation du régime de l'autre. En 1960, des dizaines de manifestants non armés sont tués par les soldats qui tirent dans la foule. Le massacre de Sharpville galvanise les esprits dans le monde entier. C'est l'époque où la vague des indépendances déferle sur le continent africain et la réprobation de la communauté internationale envers le régime sud-africain se fait de plus en plus insistante. Le Conseil de sécurité des Nations Unies intervient et des mesures de boycott sont infligées au pays. A nouveau le gouvernement n'a pas d'autre solution qu'une répression accrue. Les organisations noires sont mises hors la loi. Poussé dans ses derniers retranchements, le comité exécutif de l'ANC entérine dans la clandestinité la formation d'une armée secrète. La résistance passive ayant échoué, le chef Luthuli, maintenu en résidence surveillée, se rallie à cette décision à condition que les actions de guérilla soient

officiellement indépendantes de l'organisation politique qu'il préside et de ses ramifications internationales.

On crée ainsi *Umkhonto we Siswe* (fer de lance de la nation) que Nelson Mandela est chargé de mettre sur pied. Il quitte clandestinement le pays pour rejoindre Oliver Tambo qui s'est exilé. Les deux hommes entreprennent une tournée des capitales africaines. Ils reçoivent de l'argent, des armes et des offres de formation militaire pour les engagés volontaires. Avec le recul, on ne peut manquer d'être impressionné par l'écho que les deux émissaires suscitent auprès de chefs d'Etat dont les allégeances idéologiques sont contradictoires. On est en pleine guerre froide mais la solidarité africaine passe avant tout.

Rentré au pays, Mandela est en route pour rencontrer le chef Luthuli afin de lui faire rapport lorsqu'il est intercepté par une voiture de police banalisée. C'est la fin de sa cavale. Mis en cellule, il est agité et anxieux, se demandant qui a pu être l'informateur. L'organisation a-t-elle été infiltrée ? Lui-même a-t-il été assez prudent ? A-t-il trop voyagé, vu trop de monde ? « A quoi cela sert-il de faire des spéculations ? se dit-il enfin. Au moins ce soir, je n'ai plus besoin de me cacher puisque la police m'a attrapé. » Harassé par la fatigue, il s'endort profondément.

Au procès qui suit, Mandela annonce qu'il se défendra lui-même et il le fait avec toute l'habileté acquise lorsqu'il était l'associé d'un cabinet d'avocats. Il stigmatise un régime politique qui ne représente pas la majorité, des tribunaux dont tous les magistrats sont des Blancs, des lois votées par un parlement blanc en vue de préserver une politique injuste en contradiction avec les normes acceptées par l'ensemble du monde civilisé. Le prévenu ne se fait aucune illusion sur l'issue du procès. Il en profite pour proclamer ce à quoi il croit et à quoi il consacre sa vie. La seule raison de sa présence devant les

juges provient de sa propre conscience qui l'a poussé à refuser un code injuste et immoral.

Le procureur connaît le prisonnier. Il l'a rencontré professionnellement. Avant de prononcer son réquisitoire, il lui dit en aparté : « Pour la première fois de ma carrière, je méprise ce que je fais. Je serai contraint de demander à la cour de vous envoyer en prison et cela me fait mal. » Puis il lui serre la main en disant qu'il espère que tout ira pour le mieux.

La sentence tombe : trois ans pour avoir incité les gens à faire la grève, deux pour avoir quitté le pays sans autorisation. En tout cinq années incompressibles. Dans la galerie réservée aux Noirs, bourrée, la foule entonne le cantique *Dieu bénisse l'Afrique*. On emmène le prisonnier et la cour se retire dans les ululements des femmes.

En 1962, la conférence annuelle de l'ANC se tient pour la première fois extra muros dans le protectorat britannique du Bechuanaland (aujourd'hui Botswana). Face au poids grandissant de l'armée dans les décisions politiques du pays, elle décide d'appuyer la décision de son comité de développer les actes de guérilla. Mais un autre facteur entre en jeu. Une nouvelle organisation a vu le jour au Transkei. Elle multiplie les actes de terrorisme inconsidérés en visant aussi bien des Africains collaborateurs que des Blancs. Des actes d'insoumission sont fomentés contre les autorités des bantoustans auxquels le gouvernement a promis l'autonomie.

De son côté, le ministre de la justice, John Vorster, proclame son intention de « casser les reins » d'Umkhonto, l'armée secrète. Une nouvelle loi confère aux officiers de police le droit d'arrêter une personne sur simple soupçon de crime politique et de la garder en détention préventive pendant trois mois, sans procès, sans preuve de culpabilité, sans aide juridique. Ce délai peut être prolongé, selon la plaisanterie cynique de Vorster,

« aussi longtemps qu'on est de ce côté-ci de l'éternité ». Le fait que cette loi est votée par les députés à l'unanimité moins une voix, celle d'une femme, montre que la peur du terrorisme a engendré une véritable hystérie au sein de la population blanche.

Peu après, la police arrête une douzaine de membres du commandement suprême de l'armée secrète réunis en conclave dans une ferme isolée. Un document compromettant est saisi. Il est intitulé: « Opération Mayibuye, un plan de guérilla pour l'Afrique du Sud ».

Cette fois-ci, la chose est sérieuse. Le procès qui suit s'ouvre au Palais de Justice de Pretoria le 9 octobre 1963. L'accusation énumère le recrutement de volontaires pour sabotages et actes de guérilla, l'appui à des commandos étrangers en vue d'une invasion de la République et la préparation d'une révolution communiste.

Mandela, qui purge déjà une peine de prison, est considéré comme l'inspirateur de la sédition. Profitant d'emblée de cette position, il annonce à nouveau à la Cour qu'il se défendra lui-même. Au cours d'un très long exposé, il surprend tout le monde en admettant la préparation d'une guérilla, l'entraînement militaire de volontaires, son voyage à l'étranger. Dans quel but ? Celui de changer les conditions de vie inacceptables de la majorité des habitants du pays. Formation militaire ? Les jeunes Blancs ne sont-ils pas astreints au service militaire ? Collaboration avec les communistes ? Sur le plan tactique, oui ! tout en rejetant l'idéologie marxiste. Pendant la deuxième guerre mondiale, les Anglais et les Américains n'étaient-ils pas les alliés de l'Union soviétique ? Personne n'en a déduit qu'ils étaient devenus communistes.

Plaidoirie magistrale d'un grand avocat dont les propos sont cités dans les journaux du monde entier, qui reçoit l'appui de députés anglais et américains, du chef de l'URSS et, à la barre, de Alan Paton, l'écrivain dont nous lisions dans notre jeunesse

*Pleure, ô pays bien aimé*, le roman qui éveilla la conscience de l'opinion sur les conditions de vie des Noirs en Afrique du Sud, comme *La Case de l'Oncle Tom* l'avait fait au dix-neuvième siècle pour les Noirs américains.

Les accusés, cependant, ne se font aucune illusion. Ils se heurtent à une constitution et à des lois qui condamnent leurs aspirations et rendent leurs actions illégales. Bravant les conseils de ses avocats, Nelson Mandela avait terminé son plaidoyer par une déclaration de foi sans concession. Toute sa vie, il a été porté par l'idéal d'une société qui offre à tous l'harmonie et l'égalité des chances. Il espère rester encore en vie pour voir ce rêve se réaliser. C'est dans un silence de mort qu'il conclut par quelques mots qui sonnent dans le prétoire comme une concession au pire : « Pour cet idéal, je suis aussi préparé à mourir. »

Le juge, en effet, accuse les prévenus de haute trahison, un crime passible de la peine capitale. Mais il a entendu les arguments qui ont présenté les motivations de ces hommes et leur désir d'adoucir les conditions de leurs peuples. Sans être lui-même convaincu que ces objectifs soient aussi altruistes qu'ils le prétendent, il a décidé, après mûre réflexion, de les condamner à l'emprisonnement à vie.

Pour les accusés, qui se sont préparés à la peine capitale, le verdict déclenche un cri ravalé de victoire plutôt qu'un soupir de soulagement. Le combat se poursuivra, même derrière des barreaux.

Un observateur averti et impartial aurait pu malgré tout ressentir un certain malaise. La violence n'avait-elle pas été le sujet d'amères controverses ? Si l'autorité avait recouru à une répression toujours accrue, dans quelle mesure avait-elle été provoquée par des actions de plus en plus dommageables pour les biens et menaçantes pour la sécurité de la population en général ? Dans sa plaidoirie, par ailleurs si sincère et si

convaincante, Mandela aurait-il gagné à mentionner son propre combat intérieur ?

Alan Paton, sympathisant de toujours appelé comme témoin, avait souligné que, tout en récusant la violence, il plaidait en faveur de la clémence envers des hommes qui s'étaient trouvés devant une seule alternative : courber l'échine ou résister par la force. On sympathise avec l'illustre romancier qui se trouvait, lui aussi, tiraillé par son désir de soutenir une cause qu'il estimait juste tout en se distançant des moyens mis en œuvre pour la servir.

La condamnation à vie durera vingt-sept années dont plusieurs de travaux forcés.

L'île de Robben, au sud du Cap, abrite un pénitencier réservé aux criminels les plus dangereux. C'est là que les condamnés sont envoyés. Ils emmènent avec eux leurs frustrations, leurs haines, leurs divisions internes et leurs aspirations révolutionnaires.

La confrontation entre l'ANC et les mouvements extrémistes tels que Conscience noire ne tarde pas à se manifester. Lorsque la nouvelle de la mort accidentelle du chef Luthuli filtra jusque dans la prison, ceux de l'ANC organisèrent une cérémonie à sa mémoire. Sobre, discrète, dans l'esprit que le Chef cultivait à la tête de l'organisation et qui lui avait apporté des marques de respect dans le monde entier. Neville Alexander, un métis qui avait fondé un club pour étudier les principes de la guérilla, prit le contre-pied des louanges émises par ses camarades de captivité. Pour lui, Luthuli avait été un vendu en acceptant le prix Nobel. Alexander, qui avait obtenu un doctorat en littérature allemande à l'Université de Tübingen, souffrait du syndrome de tiraillement racial propre à ceux qui, sur l'échiquier sud-africain, ne sont ni noirs ni blancs. Cela pouvait pousser des intellectuels comme lui à des réactions irrationnelles.



Mandela reconnaissait chez ces jeunes radicaux les idées qui étaient les siennes dans la *Youth League* vingt-cinq ans plus tôt. Même africanisme exclusif, même refus de collaboration avec des Blancs. Il se souvenait qu'à ses débuts, il avait eu maille à partir avec Luthuli qu'il avait accusé de complaisance envers les Blancs modérés. Que savait-il des Blancs ? lui avait-on rétorqué et il avait dû s'excuser. « J'étais un jeune homme qui cherchait à masquer son ignorance par le militantisme. »

Le chef Luthuli, au fond de lui-même, était resté fidèle au principe de non-violence, même si, lorsque Mandela décida de former l'armée secrète, il se laissa persuader à la condition que celle-ci soit une entité séparée de l'ANC. Ceci se révéla cependant utopique, les responsables des deux organismes étant en partie les mêmes personnes.

La prison sert aussi de laboratoire en relations humaines pour les prisonniers. Quotidiennement, ils côtoient des geôliers blancs. L'un de ceux-ci, surveillant des travaux dans la carrière de pierre à chaux, est particulièrement revêche. Au lieu de réagir à ses rebuffades, on décide d'en faire un ami. Peu à peu amadoué, il demande qu'on lui explique les objectifs de l'ANC. Des gardiens sympathisants en viennent ainsi à faciliter la communication entre les prisonniers.

Un jour, le superviseur des prisons arrive à la carrière pour une inspection. Il se tient à distance avec le directeur de la prison et regarde les hommes travailler. Mandela veut saisir cette occasion. Enfreignant le règlement, il pose sa pioche et s'avance. Sommé de reprendre sa place, il insiste et présente une réclamation. Emmené de force dans sa cellule, il devra méditer pendant quatre jours d'isolement total : « J'avais une leçon à apprendre que je connaissais déjà mais que dans mon désespoir je n'avais pas suivie, écrit-il dans ses mémoires. Personne ne peut tolérer qu'on bafoue son autorité en public. L'inspecteur,

en m'écoutant, aurait humilié le directeur. Cultiver une relation personnelle est beaucoup plus efficace. »

A l'extérieur, les choses bougent lentement. Le *vieux crocodile*, le président Botha en termes officiels, est bien conscient que des réformes sont dorénavant inévitables. On procède à quelques aménagements mais il faudrait changer tout le système et abandonner la politique maudite de morcellement du pays selon l'appartenance raciale. Tout changer d'un coup ? Instaurer une démocratie généralisée ? Jamais les populations blanches ne l'accepteront. Impasse implacable, terrifiante pour tout esprit lucide.

Le processus qui se mettra tout de même en route et qui conduira au retournement annoncé le 2 février 1990 par F.W. de Klerk, le successeur de Botha, peut se comparer à un jeu de piste dans un environnement sauvage. La trace est sinueuse. Parfois elle se perd dans les fourrés. Les dangers sont partout et on désespère d'avancer. Quand on arrive au but, on a de la peine à y croire et cela semble tenir du miracle.

Dans les années cinquante, deux jeunes gens se rencontrent à l'Université de l'Etat libre d'Orange et deviennent des amis en jouant du tennis. Ils étudient tous deux le droit, ce qui conduit Hendrik Jacobus Coetsee dans un cabinet d'avocats à Bloemfontein. Il achète une ferme et devient député fédéral. Son camarade Piet De Waal s'établit à Brandfort, petit centre agricole situé à une cinquantaine de kilomètres de la capitale provinciale.

Le hasard voudra que, des années plus tard, c'est à Brandfort que James Kruger, ministre de la Justice, de la Police et des Prisons, décide de placer Winnie Mandela, l'épouse remuante de son principal prisonnier politique, en résidence surveillée. A peine arrivée, celle-ci amène une note de couleur à la petite

bourgade. Elle est sans complexe malgré son statut. Elle va où elle veut dans la limite du territoire qui lui est assigné. Elle fait connaissance des gens, parle avec eux et, étonnamment, gagne la sympathie de Mme De Waal et de sa fille Adèle.

Piet est réticent. La relation de cette personne assignée à résidence avec sa famille l'incommoder car la surveillance des services de police est permanente. Ils vont jusqu'à observer ses mouvements à la jumelle depuis une colline voisine ! Il est donc sur ses gardes lorsque l'avocat de Winnie Mandela lui téléphone de Johannesburg pour lui dire que c'est dorénavant à lui, seul avocat sur place, de reprendre le dossier. « Je vais avoir la sécurité sur le dos, » répond-il à son collègue. Quelque peu pris de panique, il tente une démarche auprès du ministre dans l'espoir de faire déplacer Mme Mandela en arguant que le logement qui lui est assigné dans le quartier noir est trop exigü et qu'elle est privée d'eau courante. De plus, sa présence excite la population noire qui se rassemble autour d'elle, alors qu'elle n'est pas autorisée à voir plus d'une personne à la fois.

De Waal demande aussi conseil à Coetsee. Celui-ci répond en tranquillisant son vieil ami d'études : « Occupe-toi de ses affaires juridiques, c'est moins dommageable que d'avoir la presse internationale proclamant qu'on lui refuse l'assistance d'un avocat. » Et il écrit au ministre Kruger en se portant garant de l'intégrité de Piet De Waal.

La maison des De Waal devient cependant le seul endroit où Winnie peut rencontrer librement des gens, parfois des visiteurs étrangers. La relation de confiance et d'amitié avec la mère de famille s'approfondit. Les deux femmes se comprennent, parlent à cœur ouvert de leurs soucis, ce qui est d'autant plus remarquable que Mme De Waal est une descendante directe du héros martyr du grand trek, Piet Retief, tué en 1838 par Dingane, le roi des Zoulous.

L'avocat De Waal garde une distance professionnelle envers sa cliente tout en respectant sa personnalité et ses opinions. Lorsqu'en 1980 Coetsee remplace Kruger au sein du gouvernement, son ami de Brandfort l'encourage discrètement à libérer Winnie de son ban et à envisager de commuer la peine de Nelson Mandela.

Coetsee dira plus tard que ceci eut une influence décisive : « C'est alors que tout le processus des négociations s'est amorcé. J'avais confiance en Piet et j'étais impressionné qu'avec sa famille il ait pu faire tomber les préjugés dans un endroit comme Brandfort. »

Une nouvelle éclaircie se présente en 1985 lorsque Mandela, qui a été transféré dans une prison de la région du Cap, est admis dans un hôpital pour une opération de la prostate. Par une étrange coïncidence, Winnie, qui a obtenu l'autorisation de rendre visite à son mari, se retrouve dans le même avion que le ministre Coetsee. Celui-ci la repère parmi les passagers et, en traversant la classe économique, il s'arrête près d'elle et la prie de transmettre au malade les vœux du gouvernement pour son rétablissement. Au cours du voyage, avec son toupet habituel, Winnie passe dans le compartiment de première et va s'asseoir à côté du ministre. Leur échange se poursuit pendant presque toute la durée du vol. Coetsee en déduit que la présence de Mandela dans un hôpital lui offre la possibilité d'un contact privé avec lui.

De son côté, Mandela souhaitait que l'ANC prenne l'initiative d'un dialogue avec le gouvernement. Il avait écrit à Coetsee pour lui proposer de venir le voir à la prison afin d'envisager une rencontre avec le président Botha. Coetsee n'avait pas répondu. « J'avais eu une sorte d'intuition que je ne devais pas le voir derrière des barreaux, raconte-t-il. L'hôpital permettait une conversation d'homme à homme. Si je ferme les

yeux, je revois la scène. Au troisième étage de l'établissement, il est le seul patient. Seuls deux infirmières et le chirurgien ont l'autorisation de pénétrer dans un périmètre gardé par la police. Je suis accompagné du général commandant des prisons. Mandela nous accueille comme des amis. Il nous présente les infirmières et se comporte comme un hôte en nous priant de nous asseoir. J'avais lu de nombreux documents à son sujet, y compris tous ses discours, et j'étais curieux de découvrir pourquoi cet homme jouissait d'une telle renommée internationale. Pour moi qui avais étudié la langue et la culture latines, je l'ai trouvé attaché aux valeurs anciennes des Romains : *dignitas, gravitas, honestas, simplicitas.* »

Rien de concret ne résulte de la rencontre, mais la glace est rompue et une certaine confiance née entre les deux parties. Les contacts se poursuivront en sous-main. Mandela fait venir son avocat, George Bizos, un Grec, à qui l'on a refusé la nationalité sud-africaine à cause de ses affinités avec l'ANC. Il le charge d'informer Oliver Tambo, qui préside le mouvement depuis Lusaka, en Zambie, avec la complaisance du président Kenneth Kaunda, des nouveaux développements. Malgré de nombreux aléas, Coetsee soigne sa relation avec Mandela. Il planifie des rencontres secrètes qui se tiennent toujours en dehors de la prison. Quarante-sept en l'espace de quatre années.

Dans la prison, l'atmosphère se détend. Des liens s'établissent avec les gardiens chargés de s'occuper des prisonniers tout en les surveillant de près. L'un d'entre eux, James Gregory, sera chargé de la garde de Mandela pendant vingt-quatre ans, d'abord à Robben Island puis dans deux autres prisons sur le continent. Alors qu'au départ une de ses tâches consistait à démoraliser le détenu par tous les moyens possibles, une authentique amitié se développe entre eux au cours des années. Le geôlier se met même à prendre du bon côté le caractère autoritaire et obstiné de celui dont il a la charge.

Un jour, alors que les conditions de sa détention se sont sensiblement améliorées, Mandela demande qu'on lui achète un flacon de Pantène bleu dont il a lu les vertus dans un magazine. Gregory cherche à le satisfaire mais toutes les drogueries auxquelles il s'adresse lui donnent la même réponse : le Pantène bleu n'est plus disponible. La députée qui, seule contre tous, avait refusé de voter la loi d'exception au parlement, visite la prison et passe voir Mandela dans sa cellule. Elle lui demande, en présence du superintendant, s'il a une requête à formuler. La réponse ne se fait pas attendre : « J'ai demandé du Pantène bleu et on ne me l'a pas donné. » Le superintendant se tourne vers Gregory et lui dit sur un ton catégorique : « Assurez-vous que Mandela reçoive ce qu'il demande. » Gregory ne réplique pas. Il charge un de ses hommes de faire la tournée des pharmacies de la ville. Du Pantène bleu ? Introuvable ! Mandela ne veut rien entendre. On lui a promis du Pantène bleu en présence de la députée Helen Suzman, il n'accepte pas qu'on le lui refuse. Le pauvre Gregory est dans ses petits souliers. Il sait que s'il ne réussit pas à en trouver, ce sera considéré comme un refus que certains ne manqueront pas d'exploiter en criant au scandale. Il se pend au téléphone et appelle toutes les pharmacies de la province. Toujours la même réponse : le Pantène bleu n'est plus dans l'assortiment. Par contre le Pantène jaune est disponible. Mandela ne veut pas le savoir : « On m'a promis du bleu devant témoins et vous me dites maintenant que je ne peux pas l'avoir ? » Soulagement général : on finit par dénicher un carton de la précieuse lotion oublié sur les rayons d'une droguerie.

Tout est rentré dans l'ordre mais on peut se demander pourquoi Mandela s'est montré si obstiné, d'autant plus que Gregory est devenu presque un ami. La question s'éclaire dans le contexte des relations de Mandela avec l'autorité pendant toute la durée de son incarcération. En bon juriste, il ne dévie

jamais du principe du droit des prisonniers. Dès les premiers jours de son incarcération, il présente des requêtes visant à améliorer leurs conditions. Il ne rate pas une occasion tout en sachant quelles sont les limites à ne pas dépasser. Un véritable grignotage qui se révèle souvent payant. Le seul moyen de sortir de l'attitude de confrontation aurait été une confiance totale entre les deux parties, ce qui n'était pas encore le cas. Donc chacun biaise et cherche à faire avancer sa propre cause. Ceci crée une situation de méfiance, souvent amère, violente, voire inhumaine. Mais on assiste aussi, alors que chaque partie est en total désaccord avec l'autre, à une ouverture par le biais des relations humaines.

« J'ai compris peu à peu que mon prisonnier me disait la vérité, » raconte Gregory qui a risqué son propre statut en cherchant à comprendre ses hommes. D'autres gardiens le critiquent derrière son dos. A l'extérieur, il ne peut plus se trouver en société sans qu'on le bombarde d'opinions toutes faites auxquelles il préfère ne pas répliquer. La plupart des gens sont bourrés de préjugés et, selon sa propre expression, il finit par vivre comme un ermite.

« Nous ne parlions jamais de politique, commente pour sa part Nelson Mandela. Nous étions unis par un lien inexprimable. Des hommes comme Gregory renforçaient ma foi en l'humanité intrinsèque qui habite aussi ceux qui m'ont maintenu derrière les barreaux pendant plus de vingt-sept ans. »

En janvier 1989, le président Botha, diminué par une attaque cérébrale, accède à une demande transmise par le ministre Coetsee de rencontrer le prisonnier le plus célèbre du pays. Il veut lui promettre sa libération à la condition qu'il se déclare opposé à toute forme de violence. Coetsee et d'autres avec lui estiment qu'après avoir organisé l'armée secrète, ce qui lui a valu des années de détention, Mandela n'acceptera jamais. Une

proposition positive en vue de l'élaboration d'un avenir pacifique aurait plus de chances de recevoir son assentiment qu'un ultimatum concernant le passé. Botha, rendu encore plus obstiné et autoritaire par sa maladie, refuse de les écouter. La rencontre se déroule tout de même, dans un climat relativement serein, mais ne débouche sur rien de concret. Dans les sphères gouvernementales, de plus en plus de gens sentent que pour faire avancer les choses il faudrait changer de timonier.

Des initiatives encourageantes sont cependant prises de divers côtés. Le président du *Broederbond*, cette confrérie influente au sein de laquelle la théorie de l'apartheid s'est élaborée, annonce qu'il renonce à son poste de recteur de l'Université *Rand Afrikaaner* de Johannesburg pour se consacrer à la réconciliation raciale. Lors d'un congrès organisé à New-York par la *Ford Foundation*, il a rencontré Thabo Mbeki, un des dirigeants du réseau de l'ANC en exil. Depuis lors, Pieter de Lange s'est fait l'avocat des réformes. Il réussit à faire admettre le principe du droit de citoyenneté pour les Noirs par une majorité des vingt mille membres du *Broederbond*.

Dans la communauté des hommes d'affaires, en majorité anglophone, on commence à se faire du souci pour l'avenir. Des rencontres clandestines sont organisées à Lusaka, puis en Angleterre, avec des dirigeants de l'ANC en exil, douze en tout entre novembre 1987 et mai 1990. Un de ceux qui s'y impliquent est un professeur d'université du nom de Willie Esterhuyse. Il amène une bonne vingtaine de chefs d'entreprises et d'ecclésiastiques à l'une ou l'autre de ces rencontres qui sont pour lui-même « une expérience libératrice ».

Après une mise en route compassée, le climat change et la compréhension, voire une authentique amitié, se créent entre des personnes culturellement différentes qui se sentent attachées au même pays. Peu à peu, au lieu de se concentrer sur les positions des uns et des autres, le débat se porte sur des questions de fond



touchant à leur avenir commun. Jacob Zuma, un Zoulou qui devient plus tard vice-président du pays, participe à ces rencontres aux côtés de Thabo Mbeki, qui sera le successeur de Mandela à la tête de l'Etat. Wimpie De Klerk, le frère du futur président, est aussi impliqué.

Le climat favorable à des négociations officielles est créé peu à peu par nombre de personnes privées ou officielles sans que leurs initiatives soient coordonnées. En décembre 1989, trois mois après avoir accédé à la présidence, F.W. De Klerk rencontre Mandela, encore prisonnier.

« Au sein de l'ANC, De Klerk était considéré comme une nullité, avoue ce dernier. Il représentait la quintessence de l'appareil. Mais lorsqu'il a accédé à une responsabilité nationale, j'ai constaté qu'il se distançait des positions de son prédécesseur. Il n'était pas un idéologue mais un pragmatique pour qui le changement était inévitable. » L'étonnement fut encore plus grand lorsque les deux hommes se trouvèrent face à face: « Il écoutait ce que j'avais à dire. Quelle surprise pour moi! Contrairement à ce que nous avons connu lors d'échanges avec les dirigeants de son parti, lui se donnait la peine d'écouter et de comprendre. »

Le pragmatisme politique ne suffit pas à définir De Klerk. Certes, après avoir cru que l'accommodement des diverses communautés du pays dans des entités séparées serait le moyen de résoudre le problème racial, il s'est fait à l'évidence que ce projet était inapplicable. Mais la peur panique qui s'empare de bon nombre de membres de sa communauté lorsqu'on leur parle de partager le pouvoir avec les Noirs est aussi une réalité. Pour renverser la vapeur, il faut amorcer un virage à cent quatre-vingt degrés. Une tâche périlleuse et effrayante.

Lorsqu'il se rend compte qu'il se trouvera bientôt dans la position de celui qui doit prendre les décisions, De Klerk se retire pendant plusieurs semaines pour se consacrer à la

réflexion. Selon son frère Willie, c'est à ce moment-là que son évolution se cristallisa. Il avoue que le jour de l'inauguration de sa présidence, le sentiment d'avoir reçu un appel de caractère religieux s'est imposé à lui.

Il y a en Afrique quatre communautés ecclésiales qui se rattachent à l'Eglise réformée hollandaise. De Klerk fait partie de la plus petite d'entre elles. Attachés à la stricte théologie calviniste, ses membres croient que Dieu peut leur confier une tâche spécifique, à un moment précis, pour répondre à des circonstances particulières. Lors du service d'inauguration, le pasteur s'adresse directement au nouveau président. S'inspirant du prophète Jérémie, il l'enjoint de ne pas écouter les faux prophètes mais de découvrir les desseins de Dieu et de s'y conformer. « Lorsque nos chemins conduisent à des culs-de-sac, dit-il, ayons le courage de sortir des ornières du passé. Sans quoi les ornières se creusent et deviennent des tombes. »

De Klerk sort de l'église bouleversé. Selon le témoignage de son frère, il est en pleurs. Même s'il se défend d'avoir fait une expérience de conversion, il admet être plus émotif qu'il n'y paraît : « Je ne pense pas être quelqu'un de spécial et je connais mes défauts, mais je crois que le Tout Puissant dirige les affaires du monde et que je dois accepter mon élection à la présidence comme étant voulue par lui. »

C'est après cela que De Klerk décide de faire le saut avec tous les risques encourus. Saut dans le vide pour un homme qui a été imbibé dès son plus jeune âge de l'idéologie boer dont la religion faisait d'ailleurs partie. Son père avait été ministre dans le gouvernement issu de la victoire électorale du parti afrikander en 1948, son grand père était un collaborateur et ami de Paul Kruger, la figure emblématique de la guerre des Boers. Les temps ont bien changé !

Les événements se précipitent. Allister Sparks, sans perdre son optimisme foncier quant à une évolution à la longue

inévitable, avait prédit, en concluant son premier livre, que celle-ci prendrait du temps. Le pouvoir blanc serait forcé peu à peu de céder du terrain mais cela se ferait tranchée après tranchée, mètre par mètre. Même acculé aux réformes, il essaierait de dresser des barricades pour défendre une place forte qui protégerait ses intérêts au-delà du changement de régime tout en entretenant son illusion d'être le garant d'un héritage qui lui a été confié par Dieu.

Mais le nouveau président prend tout le monde de court, aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Ce n'est pas un changement que déclenche sa première intervention, mais une métamorphose. Politiquement, rien ne sera plus comme avant. L'apartheid sera démantelé, les prisonniers politiques libérés, les dirigeants du pays choisis démocratiquement par des élections générales.

Un jour d'octobre 89, des voitures de police se garent devant les habitations de Walter Sisulu et de cinq autres dirigeants de l'ANC emprisonnés à vie. Elles ramènent les prisonniers à la maison. Albertina Sisulu, restée stoïque pendant les vingt-cinq années de détention de son mari, l'arrestation d'un fils, le bannissement d'un deuxième, l'exil du troisième et celui de sa fille, est toute déstabilisée. Walter est rentré. Elle verse ses premières larmes depuis un quart de siècle. Mandela est libéré peu après.

Les négociations entre partenaires égaux sur un projet de constitution peuvent commencer. Les bons sentiments ne suffisent plus. Il faut aborder le concret d'un système de gouvernement à créer, tenir compte d'intérêts divergents et d'opinions discordantes.

Qui aura l'autorité de décider? Après bien des tergiversations, un forum est créé sous le nom de Convention pour une Afrique du Sud démocratique. Toutes les formations

politiques sont invitées à en faire partie mais le chef Buthelezi exige que les Zoulous soient représentés, non seulement par son propre parti mais par le roi Zwelithini et par une délégation de l'administration du Kwazulu dont il est le président, sans quoi il refuse de participer.

Autre coup de théâtre. Le président De Klerk, dans son discours de clôture de la séance inaugurale de la Convention, accuse l'ANC d'avoir trahi sa promesse de démanteler l'armée secrète. Piqué au vif, Mandela rompt le protocole et prend la parole. Il pousse De Klerk sur ses retranchements en l'accusant de duplicité. Certes l'ANC a accepté de renoncer à son armée, mais seulement après l'établissement d'un gouvernement démocratique. La prise de bec s'amplifie en présence des délégués. En essayant de noyer le poisson De Klerk rétorque qu'aucun parti n'a le droit d'entretenir une armée.

On est retombé dans l'affrontement politique. L'apprentissage de la démocratie pour tous se révélera rude. Les délibérations s'éterniseront pendant de longs mois. Entre-temps, l'agitation se répand dans le pays et diverses organisations s'impatientent et veulent faire entendre leur voix par tous les moyens. Les dirigeants de l'ANC sont de plus en plus débordés par des groupes de militants extrémistes qui veulent organiser des actions de masse pour mobiliser les troupes.

Buthelezi, de son côté, tente de renforcer son influence par des accords avec les chefs d'autres bantoustans dont la position sera sans doute remise en cause dans le nouveau système. Dans la province du Kwazulu, où les Zoulous sont majoritaires, l'influence de son parti diminue car les jeunes se tournent de plus en plus vers l'ANC qu'ils jugent plus révolutionnaire. La tension monte et la violence éclate. Il y a des morts. Des affrontements dans les résidences des ouvriers migrants dégénèrent en attaques de commandos dans les trains, tuant à l'arme blanche et à la mitrailleuse.

Le bruit se répand que la police ne fait rien pour empêcher les massacres. On suspecte même que celle-ci est de mèche avec certains éléments conservateurs de la sécurité d'Etat et de l'armée dans le but d'affaiblir l'ANC et de l'empêcher de préparer les élections futures. Les relations entre De Klerk et Mandela s'enveniment, celui-ci accusant celui-là d'avoir trahi sa confiance par une certaine complicité avec les fauteurs de troubles. En fait, il semble bien que De Klerk se soit imaginé qu'une fois légalisée, l'ANC perdrait son aura de mouvement de libération et qu'un bon nombre de ceux qui l'avaient suivie, y compris parmi les Noirs, se rallieraient au parti national. Celui-ci resterait ainsi la plus importante force politique du pays. Un appui aux Zoulous qui allait de pair avec une certaine complaisance envers les fauteurs de troubles faisait partie de cette stratégie.

Dans le passé, Buthelezi avait choisi de tempérer avec le régime blanc qui était le garant de son pouvoir. Sa réputation de modéré lui avait acquis un regain de sympathie dans les milieux chrétiens en Europe et aux Etats-Unis depuis que l'ANC s'était ralliée à la lutte armée. N'était-il pas dans la même ligne que le vénéré chef Luthuli, prix Nobel de la paix, champion du combat non-violent contre l'injustice ? La sympathie de l'opinion mondiale s'était pourtant peu à peu transférée sur Mandela, devenu le symbole du prisonnier martyr. Il n'est donc pas étonnant qu'une certaine animosité se soit développée entre celui-ci et Buthelezi qui avait depuis longtemps misé sur l'obtention de la charge suprême pour lui-même dans une Afrique du Sud libérée de la mainmise boer.

Mandela aurait-il eu la possibilité de l'amadouer depuis sa prison et de forger une cause commune avec lui ? C'est possible car cela faisait partie de sa stratégie à lui. Mais, faisant fi de sa conviction intime, il n'avait pas voulu se mettre en porte-à-faux avec les militants les plus actifs de son parti au Kwazulu, très

montés contre Buthelezi. En fin de compte, ce sont les populations qui durent payer le lourd tribut d'affrontements ineptes.

### *Une partie de pêche*

A quelque trois cents kilomètres de Johannesburg, un club huppé offre à ses membres des parties de pêche et d'autres activités de fin de semaine. Ce samedi d'août 1991, alors que les négociations entre le gouvernement et l'ANC sont chaotiques, Roelf Meyer, vice-ministre du Développement constitutionnel, prend un hélicoptère pour s'y rendre, avec sa femme et ses deux fils, à l'invitation de Sidney Frankel, un ami agent de change et conseiller financier. Un autre invité, arrivé avec sa femme par la route, est déjà sur place. C'est Cyril Ramaphosa, secrétaire général et principal négociateur de l'ANC. L'objectif louable de Frankel est d'offrir aux deux hommes une occasion de se connaître en privé. Mais Ramaphosa est fâché. Il n'a pas été informé à l'avance de la présence de l'autre et s'estime entraîné dans un traquenard.

Juste avant l'arrivée de l'hélicoptère qui transporte la famille Meyer, la fille de Frankel se casse un bras en jouant avec un autre enfant. La fracture est sérieuse et les deux parents, secoués par l'incident, profitent de l'hélicoptère pour accompagner leur fille à l'hôpital de Johannesburg. Les invités sont abandonnés à eux-mêmes mais ils font contre mauvaise fortune bon cœur et s'installent dans le chalet. Les fils de Meyer s'impatientent. On leur a promis une partie de pêche. Leur papa rechigne : il ne connaît rien à la pêche. Ramaphosa, lui, est un passionné. Il s'offre pour emmener les garçons. Toute la compagnie suit et se rend à l'étang à truites. Piqué au vif, Meyer se décide à tenter un lancé, mais c'est raté et il se plante l'hameçon dans un doigt. On rentre et Nomazizi, la femme de Ramaphosa, qui est infirmière, tente de dégager l'intrus. L'opération dure et, après une heure,

Meyer gémit de douleur et frise l'évanouissement. Ramaphosa intervient : « Ecoutez, Cyril, il n'y a qu'un moyen, laissez-moi faire. » Il fait boire à son collègue un verre de whisky sec, va à sa voiture et ramène une paire de pinces. « Ceci vous donnera l'occasion de faire confiance à l'ANC », dit-il, et il enfonce l'hameçon dans la plaie pour donner du jeu au cran d'arrêt et arrache le tout. Le sang gicle. Nomazizi éponge et Meyer murmure : « Après ça, vous ne pourrez pas prétendre que je ne vous ai pas fait confiance. »

Quelques mois plus tard, Meyer, à quarante-cinq ans, devient ministre des Affaires constitutionnelles et chef de la délégation gouvernementale dans les négociations en cours, donc l'alter ego de Ramaphosa. Une crise majeure vient d'éclater. Les délégués du parti gouvernemental exigent que la nouvelle constitution prévoie une protection des minorités. En d'autres termes, qu'elle reconnaisse l'existence de la communauté boer et, par voie de conséquence, celle des appartenances tribales. L'ombre de l'apartheid plane. Inacceptable pour l'ANC qui ne veut pas en démordre : le pouvoir doit aller à la majorité exprimée par les urnes. Le conflit reste insurmontable et l'ANC quitte la table des négociations.

Pendant les mois suivants, Cyril et Roelf, qui s'appellent dorénavant par leurs prénoms, continuent à se rencontrer en privé plusieurs fois par semaine. Jusqu'au jour où la voix de la sagesse se fait entendre. Elle provient d'un côté inattendu. C'est celle du président du Parti communiste, Joe Slovo, bête noire du parti nationaliste qui a considéré sa présence au sein du comité directeur de l'ANC comme la preuve d'une connivence avec les sombres desseins de Moscou envers l'Afrique. Slovo énonce simplement qu'une représentation proportionnelle temporaire serait une étape acceptable, car l'ANC n'a aucune structure permettant d'assurer le fonctionnement de l'administration du

pays et que, par conséquent, quel que soit le système de gouvernement, il faudra s'appuyer sur les fonctionnaires en place, majoritairement blancs.

Cette simple logique provoque une controverse au sein de l'ANC qui, grâce à des jeunes militants plus ouverts que les anciens, débouche sur une proposition qui recueille l'aval des autres parties : « un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation » élu sur une base proportionnelle pour trois à cinq ans. Le réalisme politique l'a emporté.

L'accord retrouvé est cimenté par deux rencontres de quatre jours dans un hôtel de brousse pendant lesquelles les délégués mangent, font du sport et se retrouvent même autour d'un barbecue. Un porte-parole du gouvernement, sorti tôt le matin pour faire trempette, rencontre Slovo à la piscine. Après une conversation d'une heure à bâtons rompus, il le trouve non seulement présentable mais très différent de ce qu'il avait imaginé ! Quant à Meyer et Ramaphosa, ils sortent un soir en jeep pour aller observer les animaux. Délaisant la traque, ils se mettent à parler et c'est, selon Roelf Meyer, « une de ces occasions qui permettent de partager des réflexions et de se mettre à l'unisson ».

Une nouvelle commission comprenant les représentants de vingt-six partis politiques est mise en place. Dès sa première séance, le gouvernement et l'ANC manifestent leur volonté d'aboutir à un accord. Lorsque des points sensibles sont soulevés, on voit Meyer et Ramaphosa quitter leurs sièges pour se retrouver dans un coin de la salle. En général s'ensuit une proposition de compromis. La presse, toujours aux aguets, se met à parler du « scénario de Rolf et Cyril ».

L'édifice patiemment mis en place risqua cependant de s'écrouler à la suite de l'assassinat de Chris Hani, secrétaire général du Parti communiste, qui jouissait d'un grand prestige



dans la population noire. On s'attendait à un bain de sang apocalyptique lors de ses funérailles. Heureusement, il n'eut pas lieu malgré six morts et quelques voitures et maisons incendiées lors d'échauffourées entre de jeunes casseurs et la police. Les cent mille personnes rassemblées dans le stade de football se levèrent en silence à l'arrivée du cercueil. Contrairement à ce que visaient les fauteurs de troubles, les partis du centre renforcèrent leur cohésion.

Ramaphosa convoqua une conférence de presse pour proclamer la détermination de l'alliance conduite par l'ANC à faire avancer les négociations. A ses côtés, Joe Slovo insista sur la nécessité de déjouer les plans des assassins. Et l'adjoint de Meyer demanda qu'un gouvernement élu démocratiquement soit mis en place le plus rapidement possible afin de mettre fin à la vague de violences.

Un grave événement eut encore lieu six semaines plus tard. Un groupe d'Afrikaners extrémistes, suivis d'une foule de quelque trois mille personnes, se rassemblèrent devant le bâtiment de la conférence. Des jeunes portaient des pancartes exigeant un Etat boer indépendant. Ils forcèrent le passage à l'aide d'un engin blindé, envahirent les couloirs en criant : « Mort aux nègres » et firent irruption dans la salle. Leur chef, Eugène Terre Blanche, prononça des mots enflammés dans un microphone puis, tout à coup, le micro diffusa le son d'une prière. On vit tous les assaillants s'immobiliser, courber la tête et observer un instant de silence avant de se déchaîner à nouveau. Cette bande de voyous se croyaient engagés dans une croisade chrétienne afin de délivrer leur pays de l'athéisme communiste. Finalement ils se retirèrent pour aller manger leurs pique-niques et boire leurs bières à l'extérieur. On comprit à quelle opposition De Klerk et ceux qui le suivaient avait affaire. Ramaphosa fit ce simple commentaire : « Je dis au Parti conservateur et au Front populaire afrikander que rien ne nous arrêtera. Nous trouverons

un accord qui satisfera notre peuple tout entier, Boers y compris. »

D'autres coups de butoir furent lancés depuis l'autre bord. Un dimanche, dans un faubourg du Cap, cinq hommes noirs cagoulés firent irruption dans une église bourrée d'un millier de fidèles et déchargèrent leurs mitraillettes à l'aveuglette avant de disparaître laissant douze morts sur le carreau. La réprobation se manifesta de tous côtés et l'ANC annonça qu'elle rechercherait les coupables. D'autres exactions eurent lieu, sans qu'on sache toujours qui en étaient les commanditaires. Cependant, comme l'écrivit le rédacteur politique de *The Star*, « plus les extrêmes s'enferment dans l'atrocité, plus le centre se resserre et plus le centre se resserre, plus les extrêmes seront forcés de choisir entre la collaboration et l'insignifiance ».

Le 18 novembre 1993, au petit matin, toutes les divergences applanies, tous les articles votés, la Constitution est adoptée dans son ensemble, sans qu'à aucun moment, il y ait eu un quelconque parrainage étranger. Des hommes et des femmes libres avaient élaboré ensemble le cadre de leur vie en commun. Alors que le jour pointait, les délégués se rassemblèrent au bar. C'était le jour du quarante-et-unième anniversaire de Cyril Ramaphosa. Roelf Meyer apporta un gâteau garni de bougies. « Un toast pour Cyril, » annonça-t-il. Dans l'euphorie générale, on oublia que l'Inkhata et l'alliance que le chef Buthelezi avait formée n'étaient pas de la fête.

Ce dernier, qui avait été de tout temps un opposant de l'apartheid, se trouvait maintenant l'allié des pires réactionnaires blancs. Ceux qui rêvaient encore d'un Etat séparé, complotaient avec certains présidents de bantoustans promis à l'indépendance qui renâclaient à l'idée d'être confrontés au verdict des urnes. Un quarteron de généraux en retraite, réunis autour de l'ancien chef des forces de défense, Constand Viljoen, envisageaient

même de lever une armée pour imposer leurs vues mais les dissensions au sein de la droite conservatrice les poussèrent à tenter une négociation avec l'ANC. Constand Viljoen avait un frère jumeau qui lui ressemblait tellement que même leurs amis les prenaient parfois l'un pour l'autre. Braam ne partageait pas les idées de Constand. Comme il avait ses entrées dans la communauté africaine, le général lui demanda de servir de médiateur et celui-ci organisa une confrontation dans une maison privée de la banlieue de Johannesburg avec Nelson Mandela et deux chefs de l'armée secrète.

Braam s'attendait à une atmosphère très tendue et il imagina de rompre la glace en racontant l'histoire d'un général de la guerre des Boers. Avant d'engager une bataille avec les envahisseurs anglais, celui-ci avait réuni ses troupes pour invoquer la bénédiction divine. Au milieu de la prière, un informateur, qui venait d'espionner l'ennemi, rapporta ce qu'il avait vu : les Anglais priaient Dieu de leur accorder la victoire. Pris de court, le général boer lança cet ordre : « Maintenant, demandons à Dieu de se retirer jusqu'à la fin de la bataille. »

L'atmosphère se détendit et ce qui suivit prit les deux groupes par surprise. « Ceux de l'ANC se sont montrés beaucoup plus accommodants que nos adversaires dans la communauté blanche, commenta le chef d'un commando de fermiers qui s'entraînaient à la lutte armée. Mais après tout, c'est normal, nos gens ne voteront jamais pour eux, ni eux pour nous. Quand nous sommes entre nous, nous discutons de l'avenir de notre parti alors qu'avec eux, nous avons pu parler de l'avenir de l'Afrique du Sud. »

Mandela avait dit aux généraux : « Nous savons que si vous déclenchez une guerre, nous n'avons aucune chance. Nous n'avons pas les ressources nécessaires. Pourtant, vous ne pourrez pas gagner à cause de notre nombre et de l'appui de la communauté internationale qui se mobilisera pour soutenir notre

cause. » Le général Viljoen admit l'évidence de cette logique. Comme Meyer et Ramaphosa à l'issue de leur partie de pêche, les deux groupes reconnurent qu'ils seraient à jamais interdépendants.

Quant à Buthelezi, il s'enfermait dans son opposition. Il annonça que son parti ne participerait pas aux élections générales qui avaient été fixées au 26 avril 1994. Il essaya de gagner du temps en exigeant une médiation internationale. De Klerk et Mandela, désireux de ne pas l'aliéner davantage, donnèrent leur accord. L'ancien secrétaire d'Etat américain Kissinger et l'ancien secrétaire du Foreign Office Lord Carrington arrivèrent sur place à la tête d'une commission. Buthelezi trouva une nouvelle parade en demandant que le choix de la date des élections fasse partie de leur agenda. Certains étaient disposés à céder aussi sur ce point mais Ramaphosa et Meyer objectèrent vivement. Des millions de nouveaux citoyens attendaient le grand jour. Remettre en doute les élections ferait tout sauter. Buthelezi s'entêta et les médiateurs repartirent en avouant leur échec. Encore une fois, le pire restait à craindre.

C'est alors qu'une intervention inattendue permet de penser qu'à ce moment-là Dieu se préoccupa davantage de son peuple sud-africain que lorsque les armées boers et anglaises se trouvaient face à face. Michael Cassidy, fondateur du mouvement évangélique *Entreprise africaine*, eut l'idée inspirée de faire venir du Kenya le professeur Washington Okumu, qui avait étudié les sciences politiques à Harvard sous la houlette de Henry Kissinger. Après le départ de la commission de médiation Okumu rencontra, dans une course contre la montre à travers le pays, De Klerk, Mandela, Zuma et Buthelezi, qu'il avait connu vingt ans auparavant aux Etats-Unis lors de l'un de ces *petits déjeuners de prière* qui y sont devenus une véritable institution. Avec Cassidy et une équipe de soutien, Okumu réussit à mobiliser le fond de conviction chrétienne qui reste vivant en

Afrique du Sud, où les deux tiers des habitants se déclarent chrétiens pratiquants. Nelson Mandela, lorsqu'il étudiait à Fort Hare, n'allait-il pas le dimanche dans les villages environnants pour enseigner la Bible aux enfants avec son ami Oliver Tambo ? Et aujourd'hui, les Eglises réformées ont officiellement répudié la doctrine de l'apartheid en admettant qu'elle avait été « le fruit du péché ».

Dans ce contexte, Washington Okumu devient un facilitateur accepté par toutes les parties. Grâce à lui, Buthelezi arrive à la conclusion qu'il aurait tout à perdre à maintenir son refus de collaborer. Il annonce que l'Inkhata participera aux élections. Or on est à une semaine de la date fixée ! Qui aurait pu imaginer le tour de force qui suivit ? La commission électorale indépendante annonce qu'elle donnera son accord si des listes supplémentaires peuvent être imprimées et distribuées à temps mais il faut que le parlement soit convoqué d'urgence afin d'entériner l'inscription d'un parti après le délai prescrit. L'impossible est pourtant accompli ! Le dernier bastion de résistance à la démocratie s'est rendu.

L'intronisation de la nouvelle présidence de la République provoque le plus grand rassemblement de toute l'histoire sud-africaine avec le plus grand nombre de dignitaires étrangers. Une prestation de serment collective sous la bannière de la réconciliation que le grand journal de langue anglaise *The Star* intitule de façon imagée *le serment de l'arc en ciel*. Le rêve de la dignité pour tous s'est réalisé. Lorsque les haut-parleurs entonnent *Die Stem*, l'hymne national boer jusqu'ici honni par la majorité de l'assemblée, on voit des lèvres s'efforcer de prononcer les paroles afrikaans puis d'autres lèvres trébucher sur celles du *Nkosi Sikelel'i Afrika*, le cantique de ralliement des populations noires. Symbole inoubliable pour tous.

« La nouvelle Afrique du Sud aujourd'hui montre la voie, écrit dans un message l'ambassadeur d'Israël, Alon Liel. Au Moyen-Orient, nous devons vous imiter et réaliser le rêve d'une région du monde libérée de la haine et de la violence. »

Ceux qui y ont cru pour l'Afrique du Sud ont vaincu. Les artisans de la maison commune sont ceux qui ont juré un jour en eux-mêmes qu'ils aboutiraient et qui sont restés fidèles à ce serment intérieur, contre vents et marées.

Le premier qu'il faut citer, c'est F.W. De Klerk qui a eu le courage d'aller jusqu'au bout des réformes, quel que soit le prix à payer. « C'est un exploit qui ne doit pas être sous-estimé, » peut-on lire dans *The Star* sous le titre évocateur *De Klerk, un pionnier* : « Il a conduit sa communauté sur un chemin de souffrance, en fin de compte pour le bien de celle-ci et certainement pour le bien du pays tout entier. » Et l'hommage du journal s'adresse surtout à celui qui a consenti à abandonner les rênes du pouvoir. En cédant le passage, il a gagné une place dans l'Histoire.

Joe Slovo en est un autre. Né en Lituanie, il est arrivé en Afrique du Sud à l'âge de huit ans. Elevé dans la stricte tradition juive, il ne parlait que le yiddish. Révolté par l'injustice, il devient athée, embrasse la doctrine marxiste-léniniste et sera le premier Blanc à faire partie du comité directeur de l'ANC. Dès lors, il se consacre à la libération du peuple noir. Mais y croit-il vraiment ? Dans une interview à un grand quotidien londonien, il déclare : « Nous avons réussi par la négociation malgré ceux qui ont tenté d'arrêter le processus. Il n'y a pas eu de guerre civile. C'est un miracle, si on réfléchit. » C'est aussi un miracle d'entendre le chef du parti communiste parler de miracle.

Le vrai miracle, c'est ce qui s'est opéré au plus profond des cœurs, à commencer par celui de Slovo lui-même. Tous les artisans du renouveau ont profondément changé, chacun à sa

manière et ce sont eux que les diverses communautés ont suivis sur la voie du renouveau.

Y a-t-il là un exemple, voire une méthode à suivre ? En réponse à une question d'Antoine Maurice du *Journal de Genève* concernant la touche spécifique que l'Afrique apporte à la diplomatie internationale, Kofi Annan souligne l'incroyable capacité qu'ont démontrée les Sud-Africains pour le pardon et la réconciliation : « Je me dis souvent que si cela a été possible là-bas, cela peut encore le devenir ailleurs : une société démocratique avec à sa tête un homme qui a passé vingt-sept ans de sa vie en prison, et qui n'est pas amer... Je ne dirais pas que les Africains ont le monopole de la mansuétude mais ils ont cette capacité et ils l'ont démontré à plusieurs reprises. »

Une perspective à laquelle fait écho Desmond Tutu, prix Nobel de la paix, qui a présidé la commission *Vérité et Réconciliation*, dont l'idée a été reprise dans la Constitution sud-africaine. Il s'agissait de faire la lumière sur les crimes de l'apartheid en offrant le pardon à ceux qui reconnaissent leurs fautes. « La justice ne suffit pas, affirmait Tutu sur les ondes de CNN, le pardon est une nécessité politique. » Et dans une interview au *Journal de Genève*, il parle de son expérience lors des travaux de la commission : « Les gens veulent connaître la vérité sur la disparition de leurs parents. Ils ne réclament pas vengeance. Voilà l'espoir pour ce pays. De toute manière, il n'est pas possible de poursuivre tout le monde devant la justice. Cela serait sans fin. Regardez l'Holocauste. Cinquante ans après, les gens sont toujours recherchés. Il faut savoir tourner la page. »

Desmond Tutu se souvient qu'enfant il voyait le pasteur anglican soulever son chapeau pour saluer sa mère. Ce petit geste, inimaginable de la part d'un Blanc, forgeait une destinée : le petit Desmond devint l'archevêque de l'Eglise anglicane en Afrique du Sud. Il estime aujourd'hui que son pays est un

microcosme du monde où se retrouvent les tiraillements entre Blancs et Noirs, riches et pauvres, développés et sous-développés. « Quand nous aurons mis nos affaires en ordre, dit-il, l'Afrique du Sud pourra devenir une référence pour l'avenir. »

Je ne voudrais pas clore ce chapitre sans rendre hommage à William Nkomo, médecin sud-africain, auquel j'ai servi d'interprète dans le cadre d'une mission de réconciliation au Congo-Kinshasa en 1960. William avait été un des fondateurs de la Ligue de la Jeunesse avec Mandela, Sissulu, Tambo et d'autres jeunes loups de l'ANC. Son credo était alors de se débarrasser des Blancs et de les repousser tous à la mer. Or, dans la période la plus sombre de l'apartheid, il avait reçu la visite de deux étudiants blancs. Ceux-ci lui racontèrent que lors d'un voyage au Kenya, ils avaient pris conscience de leur culpabilité envers les Noirs pour avoir soutenu le système inique de l'inégalité politique. Ils tenaient à lui en demander pardon. « Jamais je n'aurais imaginé que des Blancs feraient une démarche pareille auprès d'un homme noir, » affirma-t-il plus tard.

Au Congo, un autre membre de notre mission était un pasteur de l'Eglise réformée hollandaise, celle-là même qui, à l'époque, soutenait la politique de l'apartheid. George Daneel et William Nkomo préfiguraient ce que deviendrait la politique sud-africaine quarante ans plus tard. Encore incompris dans leurs camps respectifs, ils étaient parmi d'autres les prophètes des temps nouveaux.



## *Bibliographie et notes*

De nombreux documents ont permis à celui qui n'avait jamais visité l'Afrique du Sud de rédiger ce texte. En premier, l'auto-biographie de Nelson Mandela *Un long chemin vers la liberté* (Fayard 1965, 660 p.), puis deux ouvrages très complets de Allister Sparks. Tout d'abord *The Mind of South Africa*, qui couvre l'histoire du développement et de l'échec de l'apartheid depuis ses origines jusqu'à l'amorce des réformes (Mandarin Paperback, London 1991, 430 p.) et *Tomorrow is Another Country* qui analyse la révolution négociée conduisant au nouveau régime (id. 1996, 254 p.).

Pour une étude scientifique des origines de la non-violence selon Gandhi et de son influence en Afrique du Sud, on peut consulter *La vérité de Gandhi*, par Erik Erikson, (Flammarion 1974) et *The Good Boatman, a portrait of Gandhi*, par Rajmohan Gandhi (Viking, Penguin Books of India, New Delhi, 1995).

James Gregory, le fidèle geôlier, raconte son histoire dans *Le regard de l'antilope* avec ce sous-titre évocateur *Mandela, mon prisonnier, mon ami* (Robert Laffont, 1996, 345 p.). L'influence du Kenyan Washington Okumu lors des tractations qui ont débouché sur les élections générales ressort de la lecture de *A Witness for ever*, de Michael Cassidy, avec une préface de Okumu lui-même (Hodder & Stoughton, London 1995, 236 p.). Voir aussi l'histoire du revirement de Buthelezi dans *The Daily Telegraph*, London 20.04.94.

Desmond Tutu apporte son témoignage sur la commission *Vérité et réconciliation* dans *Il n'y a pas d'avenir sans pardon* (Albin Michel 2001, 288 p.) Voir aussi l'interview de Tutu réalisée par Frédéric Chambon dans le *Journal de Genève* du 03.10.96 sous le titre *L'héritage de l'apartheid est très lourd, mais nous devrions savoir tourner la page*. Philippe Salazar,

professeur de rhétorique à l'Université du Cap, a écrit en français une analyse politique et sociologique de *La révolution fraternelle en Afrique du Sud* (Editions Hermann, Paris 1998), avec de nombreuses références au rôle joué par Desmond Tutu.

L'influence des Eglises dans la politique d'apartheid puis dans son démantèlement est décrit par Douglas Johnston du Centre d'études stratégiques à Washington dans *Religion, the Missing Dimension of Statecraft* (Oxford University Press, New-York, 1994). La même maison a publié en 1988 une étude de Kenneth W. Grundy sur *The Militarization of South African politics* qui met en évidence le cercle vicieux produit par le duel entre la résistance violente et la répression d'Etat. L'auteur montre que, dans une telle situation, le pouvoir est de plus en plus confisqué par l'armée, comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui dans d'autres zones de conflits.

Mes recherches ont cependant permis de discerner le courant qui s'oppose à cette dérive grâce à la multitude d'initiatives privées ou publiques visant la négociation et la réconciliation. Dans son livre cité ci-dessus, Philippe Salazar fait état d'un débat public sponsorisé en Afrique du Sud par le ministère helvétique des Affaires étrangères entre le général Constand Viljoen, ancien chef d'état-major des armées, et Ronnie Kasrils, ancien chef des opérations militaires de l'ANC. Claude Altermatt, dans *La politique étrangère de la Suisse pendant la guerre froide* (Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2003), fait allusion à plusieurs autres initiatives subventionnées par la Suisse : en 1987, rencontre à Dakar de représentants de l'ANC et de responsables de l'économie sud-africaine ; en 1989, conférence anti-apartheid à Lusaka qui réunit des libéraux et des membres de l'ANC. Enfin, dans *Sur les lambris dorés, en coulisse* (Ed. Georg, Genève, 2001), l'ambassadeur Edouard Brunner, à l'époque aux Affaires

étrangères, fait état d'une autre tentative de rapprochement sponsorisée par la Suisse.

En août 1995, au Centre international de Caux, j'ai écouté une conférence du professeur Willie Esterhuyse, de l'Université de Stellenbosch. Il révéla qu'en 1989 il avait été chargé de faciliter trois rencontres confidentielles en Suisse entre Thabo Mbeki, Jacob Zuma, alors tous deux en exil, et des représentants du gouvernement. Les délégués, munis de faux passeports fournis par les services secrets sud-africains, voyageaient sous de faux noms. Ni la presse, ni les autorités suisses n'eurent vent de l'affaire.

## *Bilan*

### **8. De l'individu à la communauté et vice-versa**

Jean Monnet a mis en exergue de ses mémoires une affirmation évocatrice : « Nous ne coalisons pas des Etats, nous unissons des hommes. » On pourrait étendre cette notion à d'autres secteurs de la vie sociale. Par exemple : « Nous ne fusionnons pas des sociétés, nous rassemblons les acteurs de nos entreprises. » Ou bien : « Nous ne délimitons pas des frontières, nous réconcilions des peuples. » Ou encore : « Nous ne prospectons pas des marchés, nous nourrissons des populations. »

Ceci fait rêver. Mais à y regarder de près, on constate, en redescendant sur terre, que cette façon d'aborder les problèmes humains se retrouve dans les autres récits de ce livre.

En Nouvelle-Calédonie, il a fallu réunir Lafleur et Tjibaou autour d'un objectif commun lié à l'avenir de l'île. On a appliqué une pratique usuelle de la résolution des conflits : examiner d'abord les points sur lesquels on peut se mettre d'accord et mettre en attente ceux sur lesquels on diverge, dans ce cas la question de l'indépendance.

En Afrique du Sud, il a fallu que De Klerk et Mandela se comprennent et se respectent avant de pouvoir envisager l'avenir sereinement.

Dans son introduction à la première édition de *Psychologie de l'inconscient*, parue en 1916, le psychiatre zurichois Carl Gustav Jung écrivait : « La psychologie des individus correspond à la psychologie des nations... Seules des modifications dans l'attitude profonde des individus peuvent

être à l'origine de changements dans la psychologie de la nation. » A quoi fait écho un émule d'aujourd'hui : « Pour créer un processus de résilience, il faut être au moins deux, » affirme le psychologue pédiatre Boris Cyrulnik. A titre d'exemple, il évoque la transformation qui pourra surgir dans les relations entre l'occident et le monde arabe lorsqu'elles se concentreront sur la construction de projets d'avenir communs comme l'ont fait les Français et les Allemands après la deuxième guerre mondiale.

Apprenons donc à guérir les communautés des maux qui suscitent l'instinct de défense. S'asseoir autour d'une table ne suffit pas. Les partenaires doivent d'abord parcourir le chemin intérieur qui leur permettra de comprendre ce que l'autre ressent. Lorsqu'une collectivité est touchée, tout programme d'aide extérieure doit passer en premier lieu par des individus.

En Nouvelle-Calédonie, la mission des bons offices a su en faire sa priorité. Les changements d'attitude suscités chez les principaux protagonistes ont fait tache d'huile dans les deux camps, même si un homme, aimé et respecté, a payé de sa vie le choix d'une politique nouvelle. Les conflits génèrent aussi la lutte pour le pouvoir au sein de chaque camp. Dans le combat des chefs, certains n'hésitent pas à taxer de traître celui qui tente de mettre fin au cercle vicieux de la violence en proposant une politique conciliatrice. Lors d'une table ronde sur le Burundi, qui s'est tenue à Caux en 2003, le représentant d'un groupe rebelle armé avertissait que celui qui renonce au combat partisan pour se consacrer au bien de l'ensemble des populations devient un *kamikaze de la concertation*. Il risque de se faire liquider. Par la suite, cet homme a pris lui-même ce risque.

Il est donc nécessaire d'apprendre à exercer l'art de guérir les communautés comme la médecine le fait pour les individus. La haine, la peur, les ressentiments et les méfiances ancestrales qui aveuglent les chefs et ceux qui les suivent les empêchent de

comprendre les enjeux en présence, de voir les souffrances des autres autant que les leurs. Ils s'enfoncent dans les réactions émotionnelles et deviennent prisonniers de l'immédiat.

Quel sera le vade-mecum des guérisseurs de la société ? Tout d'abord, la reconnaissance de la cohérence de l'être, qui reflète celle de la communauté des hommes. Dans l'esprit de la déontologie médicale qui remonte à Hippocrate, la communauté humaine est un ensemble interdépendant comme le sont les diverses composantes d'un individu. Les séparations sont des blessures qui doivent être pansées afin d'assurer la survie de l'ensemble. Au cours de la deuxième moitié du vingtième siècle, des murs de séparation ont traversé la Corée, l'Allemagne et, avec elle, l'Europe dans son ensemble, Chypre, le Vietnam. Quelques-uns se sont écroulés alors que d'autres menacent encore la cohésion mondiale.

Ensuite le devoir de réserve. Monnet et son équipe ont appliqué, sans le savoir, une autre clause du serment d'Hippocrate qui remonte au 4<sup>e</sup> siècle avant Jésus Christ, celle qui exige la discrétion de la part du thérapeute. Si les idées qui ont donné naissance à la première charte européenne sur le charbon et l'acier avaient été ébruitées publiquement, il y a fort à parier qu'elles n'auraient jamais abouti à un accord. Sagesse que d'avoir su contenir le secret dans le cercle restreint de personnes déterminées à ce que le projet aboutisse. Fidélité des membres de ce cercle pour qui l'objectif commun passait avant toute recherche personnelle de publicité ou d'avantages matériels.

Michel Rocard évoque la *panique* qui le saisissait lorsqu'il préparait la mission des bons offices en Nouvelle Calédonie car une fuite dans la presse pendant ces quelques jours aurait tout compromis.

Enfin, la vérité sur le passé. «S'il doit y avoir un chemin vers le meilleur, cela exigera un examen complet de ce qu'a été le

pire. » Voilà une citation du poète et romancier britannique Thomas Hardy qu'une école de langues qui porte son nom à Vevey a peinte sur sa façade. En Europe, au sortir de la deuxième guerre mondiale, les alliés étaient décidés à ne pas commettre les erreurs qui avaient entaché leur politique envers l'Allemagne après la première.

En Nouvelle-Calédonie, le préambule aux accords de Nouméa, signé en 1998 par le premier ministre Lionel Jospin et par les représentants des deux composantes de la population, reconnaissait que, lorsque la France avait pris possession de la Grande Terre en 1853, une population y était déjà installée depuis des siècles et qu'elle y avait développé sa propre culture. On admettait que le fait d'en avoir négligé la spécificité était la source des problèmes relationnels qui avaient ressurgi périodiquement depuis lors.

En Afrique du Sud, le pire, c'était la politique de l'apartheid mise en application par le pouvoir blanc avec la complicité des Eglises réformées. Là aussi, l'évolution ne se fit pas sans heurts et sans souffrances et des kamikazes de la réconciliation ont dû payer de leur vie des prises de position à contre-courant.

En conclusion, dans chacun des trois cas examinés, la sage contribution de personnes précises a ouvert le chemin vers des accords institutionnels. La phrase de C.G. Jung citée ci-dessus a ainsi été confirmée dans la pratique. La suite de son propos est tout aussi évocatrice : « Les grands problèmes de l'humanité ne furent jamais résolus par la promulgation de lois. Ils ne le furent qu'à la suite de nouvelles prises de position intérieures par des individus. »

## *Bibliographie et notes*

C.G. Jung, *Psychologie de l'inconscient* (Editions Georg, Genève 1995, pp. 20-21).

Boris Cyrulnik, interview du journal *Le Temps*, Genève, 27.09.01. Son concept de *résilience* (du bon usage des crises) est présenté notamment dans *Un merveilleux malheur* (Ed. Odile Jacob, Paris, 1999).

Le serment d'Hippocrate se trouve dans *De l'art médical* (Le Livre de poche, 1994, p. 82) et parfois dans la salle d'attente des médecins.

La citation de Thomas Hardy (1840-1925) provient de son livre *In Tenebris*. Texte original : « *If a way to the better there be, it exacts a full look at the worst* ».

Enfin, on retrouvera quelques-unes des observations énoncées ici, et bon nombre d'autres, dans *La Négociation* de Lionel Bellenger (Ed. Que sais-je? PUF, 6<sup>e</sup> édition 2003). Voir en particulier les pp. 93-97 sur *la négociation raisonnée* et, en p. 81, une référence à la méthode de Christian Blanc en Nouvelle-Calédonie pour qui « négociier c'est d'abord écouter ».



## 9. Interrogations à la cantonade

Nos histoires nous laissent avec des interrogations. Nous cherchons à comprendre par quel mécanisme des situations inextricables ont évolué du bon côté. Nous voulons savoir si les événements relatés peuvent servir d'indicateurs alors que la confrontation semble s'exacerber sur toute la planète.

Robert Schuman avait-il raison lorsqu'il parlait d'un « renversement politique sans précédent » ? Desmond Tutu croyait-il au Père Noël quand il prétendait que « le pardon est une nécessité politique », et que « l'Afrique du Sud pourra devenir une référence pour l'avenir » ?

S'agit-il vraiment de retournements ? N'y a-t-il pas eu de nombreux événements comparables tout au long de l'histoire ? Qu'il y ait eu une étape décisive, d'accord, remarquent certains, mais les situations évoquées sont loin d'avoir résolu tous les problèmes.

Curieusement, ce sont des travaux de scientifiques qui viennent au secours de notre perplexité. Pour eux aussi, il semble que nous tous qui habitons cette terre soyons arrivés à une époque charnière qui force à remettre en question des certitudes tenues pour acquises.

Si je frappe un gong, il se produit un son qui est répercuté par des vibrations. Si je lâche la plume avec laquelle j'écris cette phrase, elle tombe par terre et je me mets à quatre pattes pour la retrouver. La cause a produit l'effet attendu. Or les astrophysiciens, à la suite d'Einstein, ne peuvent plus expliquer l'univers par les lois de la physique qui se basent sur la notion de cause à effet.

Les recherches dans le domaine des particules prouvent aujourd'hui que celles-ci réagissent de concert, indépendamment

de l'espace et du temps, sans qu'il y ait communication entre elles. Ceci signifie que chacune influence simultanément toutes les autres. Ces observations bouleversent les notions habituelles de l'organisation de l'univers et font dire à l'astrophysicien Hubert Reeves qu'il voit là la probabilité d'un sens, ou d'une intention dans la nature.

Plus étonnant encore est le fait que Reeves met ces découvertes en parallèle avec celles qui se font jour dans un tout autre domaine scientifique, celui de la psychologie, autrement dit de l'âme humaine. Dans les années 1930, le psychiatre zurichois Carl Gustav Jung avait été intrigué par des coïncidences inattendues chez certains de ses patients, qui sortaient du domaine connu des causes et des effets. Il est vrai que chacun de nous a expérimenté ce genre de hasards : un ami vous téléphone depuis l'autre côté de la planète alors que vous venez de penser à lui. Ou bien, vous avez rêvé d'une personne connue autrefois et vous apprenez qu'elle est décédée cette même nuit. Pour Jung, les exemples sont si nombreux qu'il se met à les cataloguer. Se basant sur des coïncidences qui ont un effet bénéfique voire décisif pour certaines personnes, il élabore une hypothèse qu'il nomme *synchronicité*.

« La rencontre fortuite, inattendue, non planifiée qui change votre vie, a-t-elle un sens quelque part ? » se demande Hubert Reeves à propos des faits observés par Jung.

Pour nous, ces spéculations savantes prennent un sens lorsque l'on se réfère à la rencontre inopinée de Paul Reuter avec Jean Monnet, véritable microcontact qui illuminera le chemin de l'Europe, ou à celle de Ramaphosa et de Coetsee lors d'un week-end de pêche qui eut un effet similaire en Afrique du Sud. Ces coïncidences se retrouvent dans toutes les histoires racontées dans ces pages. Mises bout à bout, elles deviennent un fil conducteur qui se faufile à travers les méandres, les avancées et les reculades d'évolutions qui finissent par aboutir.

Les acteurs de ces sagas politiques ont-ils été conduits dans une certaine direction, sans qu'ils en aient été forcément conscients ? Si cela est le cas, on rejoint Reeves : « Le plan acausal sous-jacent à l'existence des lois de la nature pourrait aussi sous-entendre la mystérieuse tendance de la matière à s'organiser et à se structurer pour acquérir des propriétés nouvelles... » Pour lui, la conscience de l'être humain serait l'ultime propriété émergente de la matière qui s'organise.

Il rejoint un Teilhard de Chardin qui, par ses recherches paléontologiques, en est venu à considérer l'évolution du monde dans le sens d'une spiritualisation progressive de la matière qui débouche sur la vie et sur la progression de l'homme. Incompris à son époque parmi ses supérieurs, l'illustre jésuite se révèle aujourd'hui en avance sur son temps.

Dans cette optique, nos suppositions ne sont pas extravagantes. Des rencontres inattendues qui, sans coordination apparente, changent la vie de tout un peuple, ont-elles un sens collectif ?

Et là, on se trouve devant une autre interrogation : qui a poussé les acteurs de ces politiques nouvelles à emprunter des chemins inexplorés ? Doit-on y voir l'effet d'un ordinateur central qui ferait office de coordinateur ? Les humains vont-ils découvrir qu'en plus de leur conscience, leur cerveau est muni d'un capteur capable de recevoir des informations qui prennent en compte tous les paramètres d'une situation donnée ? Une vision faisant abstraction des idées préconçues, des solutions toutes faites, des attaches idéologiques, des haines et des ressentiments, des jugements hâtifs ne permettrait-elle pas de découvrir à coup sûr la marche à suivre ?

Récemment, ne sachant comment me rendre à une certaine adresse, j'ai été pris en charge par un ami qui m'a fait monter dans sa voiture. « Je n'ai aucune idée de l'endroit où cela se trouve, » ai-je dit d'emblée. « Ne t'en fais pas ! J'ai mon

indicateur. » Et il enclencha son système de guidage. A chaque carrefour, une voix indiquait : à gauche, à droite, tout droit, en évitant même les embouteillages. Stupéfiant pour un néophyte peu au courant des dernières inventions. « Comment est-ce possible, ai-je demandé ? – Réponse : par satellite ! »

Imaginons une ville où tous les véhicules seraient ainsi branchés. Ils vont tous vers des destinations différentes, chacun selon ses activités propres. Les voilà guidés indépendamment, sans coordination locale, afin de rendre la circulation le plus fluide possible... Rêves, évidemment. Et pourtant...

Laissons à Hubert Reeves la remarque de conclusion : « Le facteur psychique que Jung associe aux événements dits synchronistiques n'est pas surajouté à une nature impersonnelle. Il est significatif de la très grande unité, sur tous les plans, de notre univers. »

Et il ajoute : « Ces spéculations sont-elles futiles et creuses ? Je ne le crois pas. Il s'agit plutôt d'intuitions exprimées par des balbutiements maladroits. Les mots même nous font défaut. »

Après cela, dois-je ajouter quelque chose ? Rien, sinon que ces interrogations s'adressent à chacun d'entre nous. Personne ne détient la vérité infuse. On avancera grâce à la collaboration de tous. C'est pourquoi elles sont lancées... à la cantonade.

### *Bibliographie et notes de conclusion*

Ceux qui désirent pousser plus avant la réflexion sur les questions que nous laisse ce dernier chapitre liront avec profit deux livres parus récemment et un troisième un peu plus ancien. Commençons par celui-ci :

*La synchronicité, l'âme et la science*, avec un chapitre de Michel Cazenave qui présente l'ensemble de ce livre collectif. La contribution de Hubert Reeves s'intitule *Incursion dans le*

*monde acausal*. Je recommande aussi, pour ceux qui sont, comme moi, peu familiers du langage moderne des psychologues, le chapitre *L'évolution en tant que contenu synchronistique* du professeur zurichois Hansueli Etter qui m'a aidé à comprendre l'ensemble du concept. (Editions Albin Michel, Espaces libres, 1995.)

Dans la collection *Le savoir suisse*, Kaj Noschis publie *Carl Gustav Jung, vie et psychologie* (Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2004). Aux éditions de l'Homme, à Montréal, on trouve *Les hasards nécessaires, la synchronicité dans les rencontres qui nous transforment*, de Jean-François Vézina (2001). La dynamique est manifestement dans le vent.

Enfin, un ouvrage dont le titre surprenant n'est explicité ni par son contenu ni par le thème de mon livre, mais qui a titillé mon imagination : *Et Dieu créa l'Internet* (Editions Eyrolles, Paris, 1997). L'auteur, Christian Huitema, a fait partie de l'équipe qui réalisa la première connexion Internet en France. Il a été le premier non américain à être invité à entrer dans l'organisme qui supervise l'évolution technologique de l'Internet à l'échelle du monde. Il illustre avec éclat l'ampleur du bouleversement qu'a apporté, à une vitesse fulgurante, la découverte de l'électronique. Bien plus décisive, à long terme, que les guerres du dernier demi-siècle. Comme pour toutes les entreprises humaines, il y a eu et il continuera à y avoir des couacs. Mais, les grandes découvertes qui ont sillonné le parcours de l'humanité ont fini par s'imposer et par changer la face du globe, en changeant les comportements.

Les distances de communication, qui se mesuraient en semaines il n'y a pas si longtemps, sont aujourd'hui instantanées. La géographie est sens dessus dessous. Récemment, un ami camerounais qui habite un village retiré de son pays me transmettait fièrement son adresse électronique. Un voisin qui, il

y a à peine dix ans, s'est rendu au Rwanda pour tirer des lignes téléphoniques aériennes, très vite détruites lors des événements, constate qu'elles ne sont plus nécessaires. Plus besoin de pylônes pour transmettre des messages ! En une fraction de seconde, des dessins, des photos, des plans, des bruits et des chansons passent d'un continent à l'autre et d'une personne à l'autre.

Après tant de découvertes qui se sont succédé si rapidement, on ne s'étonnera plus de rien et on peut rêver de tout. Verra-t-on le recours à ce qu'on a nommé *l'électronique de l'esprit* se généraliser ? Dans la foulée des recherches scientifiques, elle se présente comme un outil mis à disposition de chaque individu, à quel pays, à quelle race, à quelle religion, qu'il appartienne. Un outil pour ceux qui ont pour vocation de diriger le monde, un stimulant virtuel qui les aide à décider et à agir de concert. Un don. Le don de l'Esprit ?

Ne nous laissons pas emporter ! Comme pour Reeves, les mots nous manquent. Ce sera un bon sujet pour une nouvelle étude. A poursuivre collectivement.

## Index

Adenauer, Konrad 47, 52-56, 62-63  
Alexander, Neville 91  
Altermatt, Claude 117  
Annan, Kofi 114  
Ayi Kwei Armah 70-73

Barre, Raymond 25  
Bech, Joseph 56  
Bellenger, Lionel 123  
Belmont, Charles 41  
Benoît, Saint 43  
Bersani, Giovanni 64-65  
Bidault, Georges 50-51  
Bizos, George 96  
Blanc, Christian 23-25, 27, 29-31, 33-35, 123  
Blankenhorn, Hubert 52, 63  
Blattchen, Edmond 64  
Botha, Peter 74, 93, 95, 98-99  
Boudet, Jacques 64  
Briand Aristide, 53  
Brunner, Edouard 117  
Buthelezi, Mangosuthu 103-105, 109, 111-112, 116

Carrington, Lord 111  
Cassidy, Michael 111, 116  
Cazenave, Michel 127  
Chambon, Frédéric 116  
Chirac, Jacques 19-20  
Christnacht, Alain 42  
Churchill, Winston 12, 57, 64  
Clappier, Robert 50-53  
Coetsee, Hendrik J. 93-96, 98, 125  
Constantin, Daniel 42  
Cook, James 20, 41

Courtray, Mgr de 24  
Cronjé, Geoff 81, 83  
Cyrulnik, Boris 120, 123

Daneel, George 115  
De Gasperi, Alcide 54  
De Klerk, Frederik 74, 93, 100-101, 103-104, 108, 111, 113, 119  
De Klerk, Wimpie 100-101  
De Lange, Pieter 99  
De Waal, Adèle 94  
De Waal, Piet 93-95  
Dingane, 76, 94  
Dommel, Daniel 41  
Doré, Mgr 55  
Duhamel, Georges 17  
Dumas, Antoine 45

Einstein, Albert 124  
Eisenhower, Dwight 12  
Entwistle, Basil 15  
Erikson, Erik 116  
Esterhuyse, Willie 99, 118  
Etter, Hansueli 128

Frankel, Sidney 105  
Furtwängler, Wilhelm 60

Gandhi, Manilal 83  
Gandhi, Mahatma 77-78, 82, 116  
Gandhi, Rajmohan 116  
Giraudoux, Jean 7  
Gregory, James 96-98, 116  
Grundy, Kenneth 117  
Guilberteau, Paul 24-25, 27  
Guillain, Robert 12-14  
Guillemin, Henri 18

Haldas, Georges 17-18  
 Hani, Chris 107  
 Hardy, Thomas 122-123  
 Hippocrate, 121, 123  
 Hitler, Adolf 53, 63  
 Hoover, Herbert 63  
 Huitema, Christian 128  
 Hume, Basil 45

Jaurès, Jean 18  
 Johnston, Douglas 117  
 Jospin, Lionel 42, 122  
 Jung, Karl-Gustav 119, 122-123,  
 125, 127-128

Kasrils, Ronnie 117  
 Kaunda, Kenneth 96  
 King, Martin Luther 33  
 Kissinger, Henry 111  
 Kohl, Helmut 56  
 Konoye, Fumimaro 11-12  
 Kozar, Christian 29-30  
 Kruger, James 93-95  
 Kruger, Paul 101

Lafleur, Jacques 21-23, 27-30,  
 33-35, 37, 41-42, 119  
 Laure, Irène 60, 64  
 Legorjus, Philippe 19, 41  
 Lembede, Anton 83-84  
 Leray, Roger 24, 41  
 Liel, Alon 113  
 Luthuli, Albert 84, 86-87, 91-92,  
 104

Madoeuf, Franck 42  
 Malan, Daniel 80-81

Mandela, Nelson 75, 83-84, 87,  
 89-92, 95-98, 100, 102-104,  
 110-112, 115-116, 119  
 Mandela, Winnie 93-95  
 Marjolin, Robert 58, 61, 64  
 Marshall, George 57, 63  
 Matthews, Z.K. 84  
 Maurice, Antoine 114  
 Mayer, Daniel 53  
 Mbeki, Thabo 99-100, 118  
 Menuhin, Yehudi 60, 62, 64  
 Messmer, Pierre 36  
 Meyer, Roelf 105-109, 111  
 Miller, Merle 15, 63  
 Mischlich, Robert 46-47, 51-53, 58,  
 63-64  
 Mitsui, Takasumi et Hideko, 11-13, 15  
 Mitsui, Yori 10, 13  
 Mitterrand, François 19, 34-35, 56  
 Monnet, Jean 48-51, 53-56, 58-59, 62,  
 119, 121, 125  
 Morgenthau, Henry 63  
 Mottu, Philippe 63  
 Moulin, Léo 44-45

Nkomo, William 115  
 Noschis, Kaj 128

Okumu, Washington 111-112, 116

Paton, Alan 89, 91  
 Perrier, Claude 25-26  
 Pflimlin, Pierre 55  
 Piguet, Jacqueline 64  
 Pitoiset, Anne 40-42  
 Plantjee, Sol 78  
 Plenel, Edwy 42  
 Pleven, René 51, 53



Ramaphosa, Cyril 105-109, 111,  
125  
Ramaphosa, Nomazizi 105  
Reeves, Hubert 125-127, 129  
Retief, Piet 76, 94  
Reuter, Paul 49-50, 54, 125  
Rhodes, Cecil 79  
Rieben, Henri 62  
Roberts, John G. 15  
Rocard, Michel 19, 23-25, 34-35,  
37-38, 41-42, 121  
Rollet, Alain 42  
Romilly, Jacqueline de 10, 15  
Rostropovitch, Mstislav 62  
  
Salazar, Philippe 116-117  
Schreiner, Olive 78  
Schuman, Robert 46-48, 50-54, 56,  
58-59, 61-64, 124  
Sentis, Michel 7  
Sisulu, Walter 83, 102, 115  
Slovo, Joe 106-108, 113  
Soljenitsyne, Alexandre 62  
Spaak, Paul-Henri 55, 58  
Sparks, Allister 77-78, 101, 116  
Staline, Joseph 12, 49, 57  
Steinmetz, Pierre 25, 27, 31, 33, 38  
Stewart, Jacques 24, 27, 29, 32, 38,  
41

Stresemann, Gustav 53  
Suzman, Helen 97  
  
Tambo, Oliver 83, 87, 96, 112, 115  
Teilhard de Chardin, Pierre 126  
Terre-Blanche, Eugene 108  
Tjibaou, Jean-Marie 22, 28, 31, 33-39,  
41-42, 119  
Truman, Harry 12, 14-15, 63  
Tutu, Desmond 114, 116-117, 124  
  
Vézina, Jean-François 128  
Verwoerd, Hendrik Frensch 81-82  
Vidal, général 20  
Viljoen, Braam 110  
Viljoen, Constand 109-111, 117  
Vorster, John 88  
  
Wamytan, Roch 39  
Washington, Booker T. 84  
Wea, Djubelly 38-39  
Wea, Macky 39, 42  
  
Yeiwéné-Yeiwéné 33, 36, 38-39  
Yoshida, Shigeru 12  
  
Zuma, Jacob 100, 111, 118  
Zwelithini, Goodwill 103

## **Table des matières**

<i>Introduction</i>	5
1. <i>Rétrospective</i> – Le Japon change de logiciel	9
2. <i>Point de mire</i> – Sens et non-sens de la violence	16
3. <i>Nouvelle Calédonie</i> – La découverte d’un destin partagé	19
4. <i>Ora et labora</i> – Le fondement d’une civilisation	43
5. <i>Europe</i> – De la logique de guerre à l’engrenage de la paix	46
6. <i>A la rencontre de l’Afrique</i>	66
7. <i>Afrique du Sud</i> – Les artisans de la maison commune	74
8. <i>Bilan</i> – De l’individu à la communauté et vice-versa	119
9. <i>Interrogations à la cantonade</i>	124
<i>Index</i>	131